

UNIVERSITE DE PARIS
FACULTÉ DES LETTRES

L'Evolution Constitutionnelle de la République Argentine

ET L'EVOLUTION DE L'ESPRIT PUBLIC

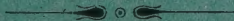
(ETUDE POLITIQUE ET SOCIALE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris par

Luis Frisacchi PUCCIO

Chancelier du Consulat général de la République Argentine en France

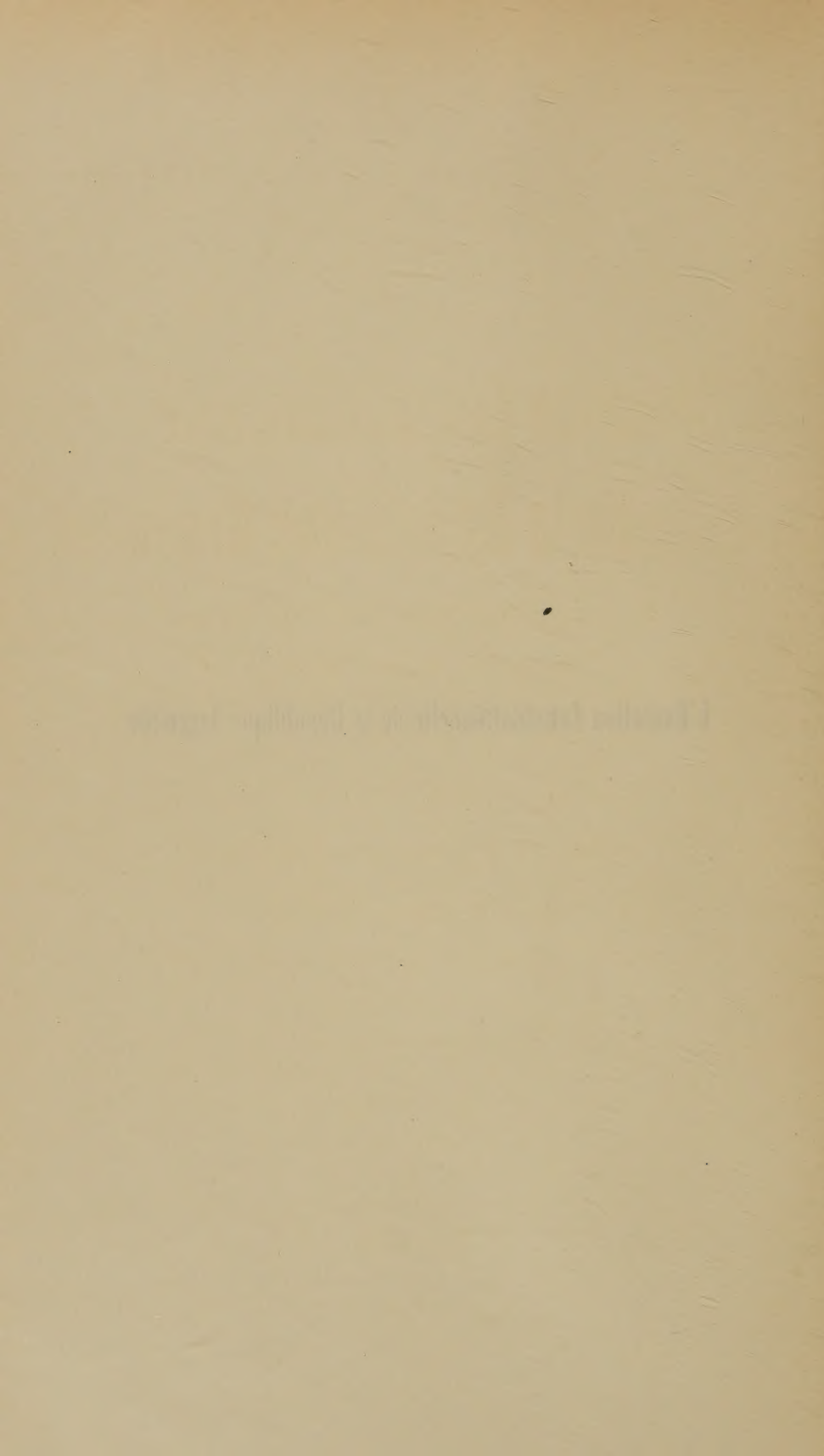


PARIS

ÉDITIONS DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, Quai de Conti, 13 (VI^e)

1922



UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DES LETTRES

L'Evolution Constitutionnelle de la République Argentine

ET L'EVOLUTION DE L'ESPRIT PUBLIC

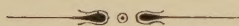
(ETUDE POLITIQUE ET SOCIALE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris par

Luis Fristachi PUGGIO

Chancelier du Consulat général de la République Argentine en France



PARIS
ÉDITIONS DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "
13, Quai de Conti, 13 (VI^e)

1922

A LA PIEUSE MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA PATRIE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Hommage de mon amour.

AU

GLORIEUX ET CHEVALERESQUE PAYS DE FRANCE

Hommage de reconnaissance.

A MES MAÎTRES

A MES AMIS

BIBLIOGRAPHIE

- EL PADRE ACOSTA. — Historia civil y natural de Indias.
- ALBERDI. — Œuvres complètes, tome II. Las Bases. Escritos postumos. Estudios económicos.
- Emile BOURGEOIS. — Manuel Historique de Politique Etrangère.
- H. D. BARBAGELATA. — Influence des idées françaises dans la Révolution de l'Amérique espagnole.
- MARTIN DU BASSIN. — Voyage au Bassin du Rio de la Plata.
- D^r FRANCISCO BEIRÓ. — Proyecto de ley y encuesta sobre escuelas prácticas de Agricultura y Fomento Agro pecuario.
- Emile BOUTMY. — Eléments d'une psychologie politique du peuple américain.
- Ernest VAN BRUYSEL. — La République Argentine, ses ressources naturelles, ses colonies agricoles, son importance comme centre d'immigration.
- F. CAZAUX. — L'opinion publique en Argentine. (La première semaine de l'Amérique latine à Lyon.)
- Miguel CANÉ. — Discursos y conferencias.
- Arturo B. CARRANZA. — Constitución nacional y constituciones provinciales vigentes, compiladas y precedidas de un resumen general.
- A. COLMO. — América Latina.

Emile DAIREAUX. — République Argentine. Le commerce et les finances (extraits de « La Vie et les Mœurs à la Plata ».)

F. Garcia CALDERON. — Les Démocraties de l'Amérique latine. L'Argentine.

M. GARZON. — L'Amérique latine.

Conte Angelo DE GUBERNATIS. — L'Argentina. Ricordi e Letture.

W.-H. KOEBEL. — L'Argentine moderne.

Andrés LAMAS. — Rivadavia. Rio de la Plata.

John LE LONG. — La République Argentine et l'émigration. Les Progrès de la République Argentine : émigration et colonisation.

P. DENIS. — La République Argentine. (La mise en valeur du pays.)

LEROY-BEAULIEU. — La République Argentine.

Robert LEVILLIER. — Les origines argentines. Les transformations des mœurs politiques en Argentine (dans la Revue de Paris).

Vicente F. LOPES. — Historia de la República Argentina.

Teófilo MARTINEZ. — Contemporaneos ilustres argentinos.

Mariano MORENO. — Doctrina democrática.

Florencio T. MOLINAS. — La colonización argentina y las industrias agropecuarias.

M.-L. OLLEROS. — La inmigración española en la República Argentina (carta del Director de las oficinas de información. Unión ibero-americana, 1889).

Mariano A. PELLIZA. — Monteagudo, su vida y sus escritos. Historia de la Organización nacional.

D^r Manuel QUINTANA. — Discours prononcé devant le Congrès national le 12 octobre 1904.

Pácifico Rodríguez VILLAR. — Ciclos historicos.

Ricardo PILLADO. — Política commercial argentina.

Ricardo ROJAS. — La Restauración nacionalista.

DOMINGO et SARMIENTO. — Civilización y Barbarie. Facundo.

SISSON. — La République Argentine.

Carlos M. URIEU. — Asamblea de 1813.

Description sommaire de la République Argentine comme pays d'immigration, éd. Ministère de l'Agriculture.

Memoria y balance de la Asociación del Trabajo correspondiente al ejercicio de 1920-21.

La République Argentine au point de vue de l'immigration européenne (extrait du recueil consulaire belge).

Boletín del Museo Social Argentino du 25 août 1921.

El Redactor de la Asamblea de 1813.

Boletín de la Instrucción pública, avril 1913.

Message du Président de la République lu à l'ouverture des sessions du Congrès argentin le 1^{er} mai 1902.

Message du Président de la Nation argentine. M. Roque Saenz Peña, mai 1903.

Mensaje del Presidente de la Republica al abria las sesiones del Congreso Argentino, en mayo de 1903.

Message du Président de la République à l'ouverture des séances du Congrès argentin, en mai 1904.

Message du Président de la République à l'ouverture de la session du Congrès Argentin, en mai 1907.

Bulletins de la Bibliothèque américaine (Bulletins de l'Amérique latine, 96, boulevard Raspail, Paris).

Revue Sud-Américaine.

Cultura.

Nosotros.

Cultura venezolana.

Revista de filosofía.

La Epoca.

La Nación.

El Liberal.

El Juicio del Siglo.

La Prensa.

La Capital.

Los Principios.

La Verdad.

L'Evolution Constitutionnelle de la République Argentine

ET L'ÉVOLUTION DE L'ESPRIT PUBLIC

(ÉTUDE POLITIQUE ET SOCIALE)

INTRODUCTION

Le but de cette étude est de suivre l'évolution de l'esprit public en Argentine depuis la confédération. Mais il nous a semblé bon de remonter un peu plus haut et d'esquisser à grands traits l'évolution de l'esprit public avant 1853. C'est à cela que nous consacrerons notre première partie. Notre travail acquerra ainsi un peu plus d'unité. Il ne saurait être question d'étudier point à point l'évolution de l'esprit public depuis l'arrivée des premiers colons espagnols en Amérique latine. La tâche est tentante sans doute, mais nous devons borner nos efforts et limiter plus modestement notre tâche.

Certes nous aurions pu partir d'une étude encore plus directe du milieu et de l'individu, étudier, par exemple, l'indigène par rapport à l'ambiance et montrer comment la variété de la nature argentine correspondait au moment de la conquête à la variété même du caractère indigène.

« Donnez-moi, dit Victor Cousin, dans son étude des sociétés, la carte géographique d'un pays, faites-moi connaître son climat, ses eaux, sa zoologie, sa flore, et toutes ses productions générales et je m'engage à vous dire quel homme habitera ce pays et quel rôle il jouera dans l'histoire des peuples. » Mais le cadre de notre étude s'en trouverait démesurément agrandi et notre but serait de beaucoup dépassé. Nous n'avons donc retenu dans notre première partie que ce qui était susceptible d'expliquer plus tard l'évolution de l'esprit public. La période coloniale est une période de confusion. Le territoire connu aujourd'hui sous le nom de République Argentine est soumis à un régime despotique, prohibitif, jusqu'au moment où Charles III sent la nécessité d'adoucir les rigueurs de ce despotisme. A la fin du dix-huitième siècle la population de l'Argentine forme presque déjà une entité nationale. Les concessions que lui accorde tardivement le Roi d'Espagne ne réussissent qu'à lui donner un avant-goût de la liberté. Il y a une conscience populaire et l'esprit public a commencé à se former. Il ne faut rien exagérer cependant.

Le padre Acosta (1) ne va-t-il pas jusqu'à soutenir que les quichuas n'avaient absolument rien à apprendre de personne? Les quichuas, en effet, avaient eu anciennement une organisation sociale assez développée, mais déjà au moment de la conquête, il semble bien qu'il ne restait plus que des lambeaux d'organisation. Pendant toute la durée de l'époque coloniale, l'Argentine est peuplée par un peuple enfant chez qui domine l'instinct. Il y a là un

fait contre lequel on ne peut rien objecter. L'église est le centre de la vie argentine et l'atmosphère dont prend soin de s'entourer le clergé n'est pas faite pour favoriser le développement de l'esprit public (1). L'indigène devait être maintenu dans un état d'infériorité telle qu'il dût se considérer comme une chose, comme un enfant dont l'Espagne dans sa mansuétude infinie consentait à assurer la tutelle. On a prétendu aussi que le *cabildo* représentait l'opinion publique! Quelle opinion publique? Où la voit-on? Chacun sait, comme le dit fort bien M. Garçon (2), que le *cabildo* était une représentation populaire « toute théorique ». Toutes les fois qu'il fit mine de résister aux gouverneurs il dût céder à la première injonction. Les *cabildos* et leurs conseillers avaient bien été créés pour permettre aux communes de s'administrer elles-mêmes, mais lorsqu'ils persistaient à vouloir faire acte d'indépendance, ils étaient dissous par les vice-rois. Il n'y a donc pas à proprement parler d'opinion publique, mais il est incontestable qu'à la fin du dix-huitième siècle la conscience populaire s'organise, sent le besoin de secouer son engourdissement. Le plus qu'on puisse dire, c'est qu'à ce moment le peuple est conscient des maux dont il souffre; mais ses idées sont confuses. Il tâtonne et il tâtonnera longtemps encore après la révolution de 1810. A partir de cette date ce sera une grande crise morale qui durera de nombreuses années, où le pays cherchera dans le désordre et dans

(1) Les prêtres et les religieux, dit Martin du Bassin dans son voyage au bassin du Rio de la Plata (1707), sont respectés comme des Dieux. Un homme n'entrerait pas chez lui s'il savait qu'il s'y trouve un prêtre ou un religieux.

(2) L'Amérique latine.

le sang une forme définitive pour son « libéralisme ». L'esprit public achèvera de se former à l'école de l'étranger et de l'infortune politique jusqu'au jour où, dans la nation constituée, le pays commencera à jouir des bienfaits du progrès. Cela non plus n'ira pas sans à-coups; nous tâcherons d'exposer les faits, dans toute cette partie de notre étude, le plus clairement possible, trop heureux si nous parvenons à attirer l'attention sur un des aspects de notre histoire nationale qui mérite les plus grands égards.

Les institutions politiques, comme le dit Gustave Lebon, ne créent pas les sentiments d'un peuple; elles sont engendrées au contraire par ces sentiments. La République Argentine doit le libéralisme de ses institutions au caractère indépendant de ses enfants. En Argentine comme en Amérique du Nord, c'est l'individu qui a créé l'Etat et non l'Etat qui a créé l'individu en vertu d'un pouvoir central réglant les besoins de chacun. C'est ainsi que nous voyons, une fois terminée l'époque de la tyrannie, et peu après la promulgation de la constitution, tous les partis politiques poursuivre, comme mobile capital de leur action, l'organisation du pays. Chacun d'eux a une conception différente de la politique à suivre, mais le parti unitaire, incarnation de l'aristocratie et le parti fédéral plus démocratique, n'en ont pas moins un but commun : organiser le pays.

Déloger la tyrannie, n'implique pas l'établissement de la liberté et les fédéralistes ne dotèrent pas le pays d'un régime de liberté républicaine suffisamment démocratique à la chute de Rosas. Le processus de l'organisation natio-

nale fut lent et laborieux. Pour arriver à la situation actuelle il a fallu déployer des efforts considérables, étant donnée la diversité des éléments en jeu et leur composition intrinsèque. On ne doit pas oublier, en effet, qu'il s'agit d'une population parfaitement hétérogène, *d'un peuple de métis* chez qui des tendances diverses s'affrontent, tant au point de vue de l'intelligence, qu'au point de vue de la moralité individuelle et sociale. Qu'on ajoute à cela les sédiments que l'absolutisme espagnol des conquistadores avaient déposés en Argentine, la fameuse doctrine du « chacun pour soi » par exemple, et l'on comprendra le particularisme de certaines provinces et de certaines villes, cette floraison de caudillos, cette facilité à vouloir rompre le frein social et toutes ces manifestations intéressées contraires au progrès civique. Mais toutes ces tendances finiront par se fusionner pour produire « la race Argentine ». Au lieu d'être un kaléidoscope, sans cesse agité, l'Argentine est en train de s'unifier pour former bientôt un beau pays uniforme, où, comme disait Montaigne, les âmes se mêleront et se confondront d'un mélange si universel « qu'on ne retrouvera plus la couture qui les a jointe ».

PREMIÈRE PARTIE

Esquisse de la Vie politique Argentine dans ses principales manifestations de la fin de la Vie coloniale à la chute de Rosas

CHAPITRE PREMIER

Si l'on jette un coup d'œil sur la Recopilacion de Indias, on s'aperçoit que sous ses apparences de douceur et de bonté elle enlevait toute liberté à l'Indigène et ne lui accordait aucun droit. Celui-ci n'a qu'à payer l'impôt et se laisser faire, c'est-à-dire abandonner son âme et son corps aux Jésuites et se taire. Cette situation ne pourrait tant soit peu changer que du jour où la contrebande permettrait aux indigènes de s'enrichir et de communiquer fréquemment avec l'étranger. Alors des désirs et des espérances nouvelles s'éveilleraient. Ce moment arrive à la fin du dix-huitième siècle. Le créole voyage à l'étranger; il s'assimile les grandes idées qui parcourent l'Europe et quand il revient sur le territoire du Rio de la Plata il ne se sent plus à l'aise. L'atmosphère de son pays est devenue

étouffante pour lui. Les idées de Turgot sur la liberté du commerce enflamment une jeunesse ardente. Les philosophes français (1) jouissent du jour au lendemain en Argentine d'une popularité qui galvanise les énergies et réveille les instincts les plus belliqueux de la race. Une race nouvelle grandit. Le vieil espagnol des débuts de la conquête se laisse vaincre lui-même par le milieu. Le créole s'enrichit et, fait caractéristique, devient propriétaire.

En face de l'Espagne se dresse un patriotisme local, d'autant plus hardi que la mère-Patrie se trouve dans une situation plus difficile et a perdu tout moyen d'action à l'étranger. Une élite s'est formée qui a conscience des nécessités publiques. La masse populaire qui n'avait pas été tout à fait indifférente à l'émancipation américaine ouvre les yeux. Du jour où elle aura repoussé l'invasion anglaise elle sentira mieux sa force. Elle n'aura plus qu'à attendre son heure.

Au mois de mai 1810, l'occasion si longtemps désirée finit par se présenter. Profitant de la situation lamentable où se trouvait l'Espagne, soumise elle-même à la domination étrangère, l'Argentine se libéra du joug qui l'oppressait. Mais elle devait attendre de longues années encore avant de pouvoir jouir de sa liberté. Elle voulait en effet se gouverner elle-même, et n'avait pas la maturité nécessaire.

La tâche qu'elle assumait dépassait ses possibilités. Par la force même des choses, l'Argentine, en ce temps-là, ne

(1) Voir l'influence des idées françaises dans la Révolution de l'Amérique Espagnole, par D. Hugo Barbagelatta.

pouvait guère sortir de l'esclavage que pour entrer dans l'anarchie. C'est dans la tyrannie qu'elle ira faire l'apprentissage de la liberté. Il lui manquait toujours ce dont elle avait eu besoin de tout temps pour former sa conscience sociale. Nous voulons dire que l'instruction publique, l'instruction civique et politique, qui seules permettent à un peuple de prendre lui-même la direction de ses destinées, n'étaient qu'un mythe sur les bords du Rio de la Plata.

Abandonnée à elle-même, l'Argentine, sans préparation aucune, ne pouvait du jour au lendemain emprunter à l'étranger et adopter sans coup férir des instructions sociales et un système politique compatibles seuls avec une longue tradition et une forte civilisation. Soucieuse pourtant d'imiter ses modèles et de mettre en pratique les belles doctrines puisées chez les philosophes français, elle se laissa aller aux pires erreurs. De là ces gouvernements si fragiles, ces constitutions, ces règlements éphémères, sans méthode et sans suite, et ces luttes sanglantes qui troublèrent le pays pendant près d'un demi-siècle.

Des patriotes éclairés qui se rendaient compte exactement de la situation auraient voulu donner au pays une monarchie constitutionnelle lui garantissant les libertés si longtemps réclamées. Mais le Gouvernement espagnol ne voulut pas traiter avec Buenos-Aires et réclama une soumission qu'elle ne put imposer.

Devant l'intransigeance de la métropole, et après avoir décidé d'abolir la vice-royauté, la commission gouvernementale chargée de l'administration du pays dut rompre

complètement avec l'Espagne (1). Ce furent alors des assemblées, des triumvirats sans lendemain, des tentatives d'organisation de toutes sortes, les unes plus malheureuses que les autres, dans un pays où l'on concevait mal les bienfaits que pourrait assurer l'unité nationale. Une mentalité des plus rudimentaires, un attachement sans borne au « Caudillo », l'ignorance la plus complète, le manque absolu de loi morale, telles étaient les caractéristiques de ces hommes qui prétendaient jouir du jour au lendemain des bienfaits de la démocratie. Le désaccord commença dès le premier jour. Puis ce furent la guerre civile et l'anarchie. Les provinces se dressent les unes contre les autres. Et Buenos-Aires finit par établir pour son compte un gouvernement républicain. Le général Rodrigues est gouverneur. Il a comme ministre J. Garcia et Rivadavia. Ce dernier se révèle organisateur et homme d'Etat. Sa réputation franchit les mers. Il noue des relations diplomatiques avec l'Europe. En 1824, le gouverneur de Buenos-Aires, Las Heras, réunit une Assemblée constituante où toutes les provinces sont représentées.

Rivadavia est élu président de la nouvelle confédération.

Rivadavia a une conception autoritaire du gouvernement. Il envisage comme nécessaire la suprématie complète du pouvoir fédéral sur l'autorité des provinces, dont il veut faire de simples divisions administratives. C'était réduire à néant l'autorité des gouverneurs et abaisser l'orgueil des provinces si jalouses de leurs libertés.

Rivadavia s'était mépris sur le degré de confiance que

(1) Congrès des provinces du Rio de la Plata, réuni à Tucuman le 9 juillet 1816.

lui témoignait l'Assemblée. Quand il s'aperçut qu'elle lui faisait défaut, il se retira et s'exila volontairement au Brésil (juillet 1827). C'était un grave échec pour la confédération unitaire rêvée par cet homme d'Etat et un retour vers l'anarchie.

Le colonel Dorrego va tenter un essai d'organisation fédérale. Mais le Brésil qui revendique certains territoires a déclaré la guerre à la République. Il est battu par Alvear, puis par l'Amiral Brown.

Enfin, en vertu de la Convention du 27 août 1828, le Brésil renonce à ses prétentions et l'Uruguay est constitué en état indépendant. Au retour de cette campagne, l'armée, sous l'impulsion du général Lavalle, se révolte contre le gouverneur Dorrego qui, à la tête d'une colonne légère, marche sur Buenos-Aires; pris par Lavalle, celui-ci est fusillé.

La mort de Dorrego, qui représentait le parti fédéral, soulève les provinces, et la campagne elle-même de Buenos-Aires contre Lavalle, et amène au pouvoir un homme qui, pendant près de vingt-cinq ans, fera sentir à son pays le poids d'une main de fer, mais contribuera dans une grande mesure, malgré ses excès despotiques, à l'unité qui doit conduire l'Argentine à sa prospérité définitive : Manuel Rozas.

Nommé le 6 décembre 1829 gouverneur de Buenos-Aires, par l'Assemblée provinciale en remplacement du général Viamonte, qui avait lui-même succédé à Lavalle, Rozas se montre tout d'abord prudent et modéré. Remplacé au terme de son mandat par le général Balcaré, celui-ci a pour successeur le général Viamonte qui reprend le pouvoir pour une courte période. Les tentatives de concilia-

tion des parties échouent et Rozas s'impose par son énergie, accepte la dictature qui lui est offerte pour cinq ans avec la totalité du pouvoir public : « La suma del poder público. »

Désormais, « porteños » soutiens de la suprématie de Buenos-Aires, et Gauchos (1) attachés aux caudillos subiront un même joug. Le pouvoir tyrannique le plus cruel fera pression sur les puissants comme sur les humbles et la proscription et l'assassinat feront obstacle à toute velléité de rébellion.

Chose curieuse, une mesure qui pourrait paraître assez anodine, et qui cependant attira peut-être le plus d'impopularité à son auteur, fut la suppression des « cabildos » (juridictions municipales).

« Les Cabildos », dit le grand sociologue Estrada, furent remplacés par une administration spéciale, par des juges de paix du code napoléonien et des tribunaux de première instance qui éliminèrent le caractère populaire de la justice et firent de ces fonctions le monopole d'un corps spécial (2).

Rozas ne put conjurer l'orage qui grondait. Les mécontents se groupèrent et s'organisèrent. Le général Lavalle se mit à leur tête. Il entreprit une campagne longue et difficile au cours de laquelle il eut particulièrement à

(1) Serviteurs des estancias (exploitations agricoles). Homme des plaines qui hait les villes policées. Voir F. Garcia Calderon, Les démocraties de l'Amérique latine, l'Argentine, page 116. Flammarion.

(2) Le cabildo avait, en effet, la justice dans ses attributions et il était éligible. « Le Cabildo », dit Robert Leviller, ne fut jamais représentatif puisqu'il n'admettait que les membres pouvant acheter leur charge. Les Origines Argentines. Fasquelle, éditeur, 1912.

lutter contre Oribe, lieutenant de Rozas, qui avait envahi le territoire d'Entre Rios.

Il était réservé au général Urquiza de terminer la lutte.

Celui-ci poursuivit Oribe et le défit devant Montevideo qu'il assiégeait. Puis, avec les troupes d'Oribe qui s'étaient jointes aux siennes, il vint battre le dictateur à Monte Caseros, le 3 février 1852.

Ce fut un soulagement, et il semblait qu'une ère de félicité générale allait s'ouvrir.

Urquiza fut chargé du gouvernement avec le titre de gouverneur général. Il convoqua une Assemblée à San Nicolas.

Un congrès national y fut décidé et une constitution fut promulguée le 25 mai 1853. L'année suivante, la ville de Paraná était choisie comme siège du pouvoir central.

Entre temps, des interventions de la France et de l'Angleterre s'étaient produites. Des proscrits de Rozas qui avaient assis leur résistance à Montevideo avaient appelé l'étranger à leur aide. Un diplomate argentin, Varela, avait été chargé de solliciter les cabinets de Londres et de Paris (1).

Une intervention franco-anglaise fut décidée. On déclara le gouvernement de Rozas : « Barbare et hostile au droit des gens. »

Une escadre alliée vint mettre le blocus devant Buenos Aires. A la vérité, des intérêts positifs se cachaient derrière des raisons de sentiment et les droits des ressortis-

(1) Le Ministère Guizot-Soult était hésitant. M. Thiers interpella chaudement en faveur de la mission argentine qui eut gain de cause.

sants se joignaient à des prétentions commerciales sur les rives du Parana et de l'Uruguay.

L'assassinat de Verela, qui supprimait un dangereux auxiliaire des nations européennes, la chute de Louis-Philippe précipitèrent les événements et les alliés durent renoncer à leurs exigences (1).

La province de Buenos-Aires, s'était abstenue de prendre part au congrès.

En septembre 1852, elle se révolta contre Urquiza.

Nouvelle guerre civile. En septembre 1859, Urquiza remporta une victoire sur les troupes de Buenos-Aires. Nouvelles négociations en vue de l'organisation fédérale. Mais les partis ne s'entendirent pas et Urquiza, vaincu à Pavon, dut céder la place à Mitre. Celui-ci fut nommé pour six ans président des provinces réunies (1862). Le siège du gouvernement fédéral fut transporté à Buenos-Aires.

En 1868, Faustino Sarmiento succéda à Mitre. Alors s'ouvrit une période de pacification et d'organisation où le pays non sans quelques incertitudes donnera la mesure de sa vitalité et de sa puissance.

Mais avant d'en arriver là, quels bouleversements et quelle confusion! L'apprentissage de la liberté tant convoitée était rude et sanglante. Ce sont des déchirements et des troubles continuels. Anarchie, luttes intestines, dictature. Mais aurait-on pu s'attendre à autre chose, et ces

(1) La France et l'Angleterre avaient confié respectivement au Comte Watewski, fils adultérin de Napoléon 1^{er} (qui fut plus tard Ministre des Affaires étrangères sous le second empire), et à lord Howdon une mission chargée de régler les affaires à l'amiable, mais elle était vouée à un échec et les troupes de débarquement eurent à lutter dans des combats où les soldats de la tyrannie firent des prodiges de valeur (Joaquin de Vedia).

bouleversements ne sont-ils pas communs à tous les peuples en formation? L'Argentine obéit à la loi générale.

Rivadavia représente déjà un effort considérable dans l'organisation sociale du pays. La plupart des projets qu'il avait conçus ne furent réalisés que beaucoup plus tard, mais située en son temps et en son milieu, l'œuvre qu'il accomplit acquiert une grande valeur civilisatrice. Il s'attaque ouvertement à l'église et aux jésuites dont l'autorité par certains côtés avait été funeste. Il essaie de donner à l'instruction publique un caractère nettement populaire et de réorganiser l'esprit national. Mais la bonne volonté de Rivadavia ne pouvait du jour au lendemain transformer une situation depuis si longtemps compromise. Le premier, il avait essayé de donner à son pays les éléments essentiels de son futur développement social. C'est ainsi par exemple que tout en accordant ses soins à l'éducation populaire il se préoccupait du commerce et des finances sociales. Il intensifiait le commerce extérieur et s'intéressait particulièrement aux banques argentines. Il contracta même en 1826 un emprunt de 1.000.000 de livres sterling en Angleterre. On ne saurait trop mettre en lumière le rôle joué par lui. Tout aussitôt après les guerres de l'indépendance le pays s'imagina que la liberté qu'il avait acquise lui permettait de se livrer à tous ses instincts.

Rivadavia représente un effort civilisateur et la résistance à l'anarchie. L'Argentine lui doit bien plus qu'on ne croit communément. Ses réformes politiques, économiques, sociales, l'attention continuelle qu'il accorda à l'instruction publique méritaient plus de succès qu'elles

n'en eurent généralement. B. Mitre n'a pas manqué, avec la haute conscience qu'on lui connaît, de lui rendre justice. Il s'est écrié un jour (1) que Rivadavia était « el mas grande hombre civil de la tierra de los Argentinos, el padre de sus instituciones libres ». Republicain plein d'abnégation, homme d'Etat profond, génie inspiré par l'amour du bien pour qui la vérité fut un dieu et la vertu une force, on peut dire, affirma Mitre, en présence de sa vertu séculaire, qu'il fut de ces hommes choisis dont les nations brisent et renouvellent le moule tous les cent ans.

Les six ans qu'il avait passés en Europe et l'influence exercée sur lui par les journalistes français jouèrent un grand rôle dans l'évolution de son esprit libéral. Si Bentham avait été son ami personnel, c'est Benjamin Constant qui orienta ses idées. Rivadavia embrassait corps et âme les doctrines de Benjamin Constant (2) et il entra ainsi de plein pied dans le cercle élargi des idéologues français (3). Rivadavia, écrit Sarmiento dans *Facundo*, « était l'incarnation de cet esprit poétique (?), grandiose, qui dominait la société entière. Il amenait des savants européens pour la presse et les chaires professorales, des colons pour les déserts, des bateaux pour les fleuves, la liberté pour toutes les croyances, un crédit et une banque nationale pour développer l'industrie, toutes les gran-

(1) Oracion en el centenario de Rivadavia (Arenga 803).

(2) M. Andrès Lamas a écrit sur « Rivadavia » une œuvre très intéressante et qu'il serait utile de consulter pour une étude particulière de son gouvernement.

(3) Rivadavia à son retour de Paris était tout à fait exalté. Il avait un enthousiasme sans borne pour les idéologues français.

des théories sociales de l'époque; l'Europe, enfin, se répandait tout d'un coup en Amérique et réalisait en dix ans une œuvre qui eût nécessité des siècles. Peut-être y avait-il quelque illusion dans les projets gouvernementaux de Rivadavia? Peut-être avait-il vu trop grand? Il est certain en tout cas qu'il voulut aller trop vite. Le bien-être espéré ne vint pas ou plutôt ne dura pas plus de trois ans. Conservateurs et cléricaux à qui il menait la vie dure profitèrent des difficultés du Gouvernement avec le Brésil pour agiter le peuple en sous main et l'anarchie reparut comme aux plus beaux jours. Il faut reconnaître, malgré tout le bien qu'on en peut dire, que le gouvernement de Rivadavia ne fut jamais un gouvernement établi. L'opposition et l'intrigue paralysaient son action. L'abus même de la liberté en avait interdit l'usage. En principe, depuis 1810, le pays jouissait de tous les avantages de la liberté, sous toutes ses formes : liberté de pensée, liberté du travail, liberté d'association, de culte; en fait, les lois étaient trop libérales et la faiblesse constante du pouvoir rendait la liberté illusoire et les progrès sociaux impossibles. Seule une main de fer, en prenant les rênes du pouvoir était capable de refréner les instincts anarchiques du pays, de ramener la paix et d'assurer le libre développement des forces sociales. En ce sens la dictature de Rosas fut un bien pour l'Argentine. Assurer la stabilité du pouvoir, préparer l'unification du territoire, c'était dans la situation où se trouvait le pays rendre de grands services à la civilisation argentine. La chute de Rosas amènera encore des querelles politiques. Mais sa dictature aura été assez longue pour que le pays ait eu le temps d'entrevoir les avantages qu'il pourrait tirer d'un gouvernement fort, régi par

des lois justes et respectées (1). Il avait posé la première pierre de cette confédération dont allait sortir la grandeur nationale. Buenos-Aires aura beau se dresser contre la province, on aura beau dépenser une très grande activité politique, l'œuvre d'assainissement entreprise par le gouvernement tyrannique de Rosas n'aura pas été vaine.

Avec lui c'est la réaction dans toute sa puissance. Sarmiento va jusqu'à appeler son règne « Barbarie », par opposition à l'époque antérieure, qui représentait avec Moreno et Rivadavia la civilisation. Rosas a évidemment profité d'un moment d'hésitation et d'incertitude pour s'imposer et il représente moins son temps et son époque que l'âme « gaúcho » dont il est comme l'émanation. Il la connaissait si bien, cette âme gaúcho, que personne autre qu'un caudillo n'eût pu mener à bien l'œuvre qu'il entreprit. Pour Rosas la fin justifie les moyens; il emploiera donc des moyens barbares contre les barbares : Gaúcho, c'est à lui que revenait l'honneur de dompter les gaúchos et de brider cette anarchie des caudillos qui avait fini par balayer les gouvernements précédents. Chef de bande contre chef de bande, le plus fort l'emporte, et s'impose. C'est le seigneur féodal qui fait payer rançon aux vaincus et leur inspire une sainte terreur. La minorité libérale suit d'un regard attristé le cours des événements. Mais elle se rend bien compte que les tentatives de Rivadavia sont prématurées, que le gouvernement de Rosas ne durera pas,

(1) Le pouvoir suppose l'habitude de l'obéissance. Le despotisme a appris au pays à obéir. Cette circonstance, qui est l'œuvre involontaire du despotisme, sera aussi féconde dans l'avenir, mise au service d'un gouvernement élevé dans ses tendances, qu'elle fut stérile sous le gouvernement qui l'avait créée (Alberdi, *Las Bases*, chap. 26).

qu'il faut temporiser jusqu'à ce que le gouvernement s'use de lui-même et que le peuple enfin éclairé brise sa vieille idole. Cela dura vingt ans; pendant ce temps les caudillos disparaissent derrière le dictateur tout puissant. L'Argentine et surtout la population de Buenos-Aires s'habitue à l'idée de l'inutilité des mouvements révolutionnaires désordonnés. Il semble même que le moment soit proche où l'on tiendra à assurer le « bien-être général et les bienfaits de la liberté pour nous, pour notre postérité et pour tous les hommes qui voudront habiter notre pays » (1). Mais ce n'est qu'une illusion et l'on ne saurait fermer les yeux à la réalité. La victoire du général Urquiza nê fera pas triompher en même temps sa grande idée : la réunion de toute la nation sous une même constitution.

(1) Constitution de 1853.

DEUXIÈME PARTIE

La Constitution de 1853

La Vie politique de 1853 à nos jours

CHAPITRE PREMIER

« Le bien-être général » tant désiré ne sera réalisable que le jour où Buenos-Aires reconnaîtra la Constitution de 1853. Or, le désaccord entre Buenos-Aires et la province dura au moins dix ans.

La Constitution de 1853 semblait donner satisfaction au pays tout entier. Elle tendait avant tout à sauvegarder la liberté et la vie économique de l'Argentine, et à garantir toutes les conquêtes de la révolution. Cette constitution, écrivait Alberdi (1), renferme les pensées et les bases d'un système complet du droit des gens, calculé de manière à doter la république d'une population européenne sachant à fond les règles de la production et ordonne une politique extérieure capable d'enrichir le pays grâce à la paix,

(1) Escritos postumos. Estudios economicos,

au commerce libre et au travail des « immigrants ». Son préambule est d'ailleurs assez significatif par lui-même :
« Nous, représentants du peuple argentin, dit ce préambule, réunis en congrès général constituant, par volonté et par élection des provinces qui le composent et en exécution des pactes préexistants, dans le but de constituer l'union nationale, *de garantir la justice, de consolider la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de favoriser le bien-être général et d'assurer les bienfaits de la liberté pour nous, pour notre postérité et pour tous les hommes de la terre qui voudront habiter notre pays en invoquant la protection de Dieu, source de toute raison et de toute justice, ordonnons, décrétons et établissons cette constitution pour la nation Argentine.* » Elle reconnaissait, à tous les citoyens le droit de travailler et d'exercer librement toute industrie licite (art. 14), de naviguer, de faire du commerce, d'entrer, de séjourner sur le territoire, d'y passer, d'en sortir, d'y exprimer librement leurs idées, d'user et de disposer de ce qui leur appartient, la propriété étant inviolable et sacrée. » Par les articles 15 et 16 elle abolissait l'esclavage et tous les privilèges de l'ancien régime, proclamait l'égalité et autorisait les citoyens étrangers eux-mêmes à exercer des fonctions publiques (1). La liberté de la presse était garantie d'une façon formelle.

(1) A l'époque coloniale l'indigène lui-même n'avait pas le droit d'exercer ces fonctions dont les espagnols devaient seuls bénéficier. La constitution protégeait particulièrement les étrangers qu'on essayait d'attirer de toutes les façons possibles. On comptait sur l'étranger pour assurer le développement du pays. Les étrangers avaient tous les droits du citoyen. Ils pouvaient exercer leur industrie, avoir des propriétés, en acheter et en vendre, exercer leur religion en toute liberté. Ils ne sont pas obligés d'admettre la nationalité ni de payer les contributions forcées et extraordinaires.

Toutes les dispositions étaient prises par les rédacteurs de cette charte pour assurer la colonisation agricole du pays dans les meilleures conditions possibles, l'ensemble formait un système complet et pratique capable d'assurer le futur développement économique et social du pays (1).

C'était avant tout et sous tous les rapports une charte libérale, plus libérale et plus moderne que les institutions des Etats-Unis. Liberté, égalité de tous les citoyens, organisation économique et toutes les mesures qu'elle comporte, tel avait été le premier soin des législateurs. Les provinces gardaient leur autonomie locale et leur indépendance, à charge pour elles de prendre soin de l'administration de la justice, du régime municipal et de l'éducation. Le peuple est souverain. Tout acte que la loi ne défend pas *littéralement*, est licite, et au contraire ceux qu'elle a oubliés d'énumérer peuvent être considérés comme inexistant. Plus de privilèges, consécration définitive de l'abolition de l'esclavage (2), en fait aboli depuis 1813. La nation argentine n'admet pas les privilèges de sang, ni de naissance. Il n'y a pas de privilèges personnels ni titres de noblesse et l'égalité est la base de l'impôt (art. 16). Tous les cultes sont respectés. *La liberté religieuse est*

(1) Voir appendice I. Nous avons dressé un appendice des tableaux de la constitution de l'Argentine et exposé avec les principales lois relatives à la condition légale des étrangers, les dispositions essentielles de nos dernières lois sur l'immigration. Et nous verrons plus tard le rôle joué par l'immigration sur l'évolution de notre esprit public.

(2) Art. 15, tout contrat de vente ou d'achat de personnes est un crime dont seront responsables ceux qui les font, de même que le notaire ou le juge qui les autorise. Les esclaves de quelque espèce que ce soit, qu'on introduit dans ce pays, deviennent libres par le fait seul de fouler le territoire argentin.

garantie par la loi, de même que la liberté de parole et de pensée. L'article 32 défend au congrès d'édicter des lois qui restreignent la liberté de la presse ou la soumettent à la juridiction fédérale.

Dans l'ordre commercial, c'est la régularisation de la navigation maritime et fluviale et l'abolition des droits de transit, maritimes et terrestres, la protection du commerce et l'abolition des douanes intérieures, l'unification douanière, le principe d'une unité monétaire.

Mais c'est peut-être la question de l'immigration qui mérite le plus l'attention, tant par la place qu'elle occupe dans la constitution que par les polémiques qu'elle a suscitées. Citons seulement pour l'instant l'article 25 qui confie au gouvernement fédéral le soin de s'occuper activement de l'immigration « sans qu'il puisse restreindre, limiter ni grever d'impôts l'entrée en territoire argentin des étrangers qui viennent y travailler la terre, améliorer les industries et y enseigner les sciences et les arts ». Alberdi avait dit « gouverner, c'est peupler ». La constitution (1) faisait sienne cette opinion qui dicta plus tard aux congrès toutes les lois protectrices de l'immigration dont nous avons abusé, jusqu'à un certain point.

Considérée dans son ensemble, la Constitution de 53 semblait donc correspondre aux sentiments qui quarante ans auparavant avaient enfanté la Révolution. Au point de vue politique, pas une ombre au tableau, ou si peu; économiquement — et la question économique avait certai-

(1) Voir appendice

nement été au premier plan des préoccupations révolutionnaires, — elle donnait satisfaction aux espérances du pays tout entier. On est tenté de croire qu'il n'y avait pas matière à désaccord entre les provinces argentines.

Dira-t-on pour expliquer les guerres civiles que connaîtra le pays après la promulgation de la Constitution que c'était la réaction naturelle et forcée d'un peuple à qui l'on donnait des instructions auxquelles il avait besoin de s'adapter? L'évolution des sociétés nous apprend, en effet, que les institutions d'un pays ne sont jamais que l'expression de ses coutumes et de ses mœurs et qu'elles sont toujours conformes à ses traditions, à ses aptitudes et à ses dispositions morales. Le peuple argentin était-il resté étranger à l'élaboration de cette constitution qu'on présente volontiers comme une œuvre transplantée, sans préparation, en territoire étranger (1)?

Les révolutions ne s'effectuent, écrit M. Garzon, dans son Amérique latine, que lorsque les idées, les sentiments de l'homme se convertissent en conscience individuelle de la grande masse. Or, il semble bien, pour qui a suivi l'évo-

(1) M. Carlos Alberto Leumann, dans un article paru dans le « Boletín de la Instrucción pública » à Buenos-Aires au mois d'avril 1913 (año v. num. 35) trouve que Sarmiento manque de logique en affirmant avec les théories modernes que la forme du gouvernement (que se donne un peuple) est un produit fatal de l'idiosyncrasie de ce peuple ». On ne voit pas bien pourquoi Sarmiento serait illogique et l'auteur de l'article oublie de le dire. D'ailleurs ajoute M. Alberto Leumann « la correspondance entre les formes de gouvernement et le tempérament des peuples ne fut jamais réalisée dans la vie américaine. Au contraire il y eut un contre-sens bizarre. La République ne dérivait en rien du caractère des habitants : ce fut une suggestion de la Révolution française ». Une suggestion? Cela n'implique pas du tout que le peuple argentin n'ait pas participé à l'élaboration de sa constitution et qu'il n'y ait pas mis de son tempérament.

lution de l'esprit public en Argentine pendant la dernière décade de l'époque coloniale, que ce moment était vraisemblablement arrivé pour l'Argentine. Les hommes les plus éclairés de la nouvelle génération avaient mis leur expérience au service de cette charte. Et, ils avaient acquis cette expérience non seulement dans l'étude des institutions étrangères, mais dans l'étude de celles de leur propre pays. On sait l'influence exercée par les philosophes étrangers sur la jeune Amérique et la part qui revient à la France en particulier dans sa formation intellectuelle.

« C'est de la France, c'est de nos lointains rivages, s'écria un jour M. A. Leroy Beaulieu (1), que sont venus à l'Amérique latine les notions, les idées, les principes qui ont fomenté sa révolution libératrice et présidé à sa laborieuse reconstitution en Etats indépendants. C'est de nos penseurs, de nos philosophes, de nos politiques, que les promoteurs de votre indépendance, que les fondateurs de vos républiques ont appris ces dogmes nouveaux de droit des peuples et de souveraineté nationale dont ils ont entrepris de faire la base de vos gouvernements et de vos constitutions. »

Et l'orateur ajoutait : « Il n'est pas permis d'oublier la part qu'ont eue à votre émancipation les leçons de vos aînés du nouveau monde. » Rien de plus juste que de considérer, en effet, « les penseurs, les philosophes, les politiques français » et les Etats-Unis d'Amérique comme

(1) Discours prononcé le 24 mai 1920 à l'occasion du centenaire de l'Indépendance nationale de la République Argentine.

les inspireurs de la Constitution de 1853. Mais nous ne voyons nulle part qu'on se soit attaché à montrer comment l'Argentine a modifié et adapté ces modèles. Les peuples latins ont le génie de l'assimilation, mais quelque semblables que fussent la situation de l'Argentine et celle de l'Amérique du Nord au moment de sa révolte contre l'Angleterre, l'Argentine ne pouvait guère absorber que ce qui convenait à son jeune organisme. Le modèle a subi des modifications et l'effort fait dans cette voie est appréciable. Indépendamment des questions de politique intérieure de droit international, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, elle imagina tout un système d'économie politique et d'éducation publique.

La constitution apparaît malgré les suggestions étrangères, pour parler comme M. Leumann (Boletín de la Instrucción pública déjà cité), comme une œuvre faite par et pour l'Argentine. L'esprit national est parvenu à s'y glisser au point qu'on peut aller jusqu'à soutenir que plusieurs pages de l'histoire politique de la nation sont écrites dans la Constitution de 1853. Les essais de Constitution, les accords, les pactes conclus dans les diverses provinces argentines entre 1815 et 1853 et inspirés par les nécessités du moment sont-ils le reflet des luttes politiques argentines pendant les années de la tourmente révolutionnaire? Correspondent-ils aux exigences de l'heure et s'adaptent-ils au milieu argentin? Il est certain que oui et il est non moins certain qu'ils ne pouvaient pas en ce cas être une simple copie. Or, on n'aurait pas besoin de chercher longtemps pour en retrouver quelques-uns dans la Constitution de 1853. *El Reglamento orgánico de la junta*

conservadora (1) n'annonce-t-il pas déjà la Constitution nationale? Il est encore assez vague et imprécis, mais on n'aurait peut-être pas tort de le considérer comme l'ossature de la future Constitution de 1853, et il est trop imparfait, trop hésitant pour passer pour une copie de la Constitution américaine. On en dirait autant des lois sanctionnées par l'Assemblée nationale constituante de 1853, où l'inviolabilité des députés, par exemple, était reconnue.

A ce point de vue, il n'y a aucune différence entre l'article 7 du reglamento de 1811 et l'article 61 de la Constitution (2).

De même la Constitution de 1853 n'est ni plus complète,

(1) *El reglamento organico de la Junta conservadora* est le premier essai de constitution fait en Argentine au lendemain de la Révolution de 1810 et date du 22 octobre 1811. Entre autres clauses intéressantes, il importe de citer celle qui donne à la *Junta conservadora* (formée par la réunion des députés de tout le pays) le droit de surveiller les actes et l'attitude du pouvoir exécutif. Ce pouvoir exécutif n'était pas autre chose qu'un triumvirat. Le pays avait d'abord été dirigé par une junta (ou assemblée du peuple de 17 à 22 membres). La junta se révéla incapable de toute action homogène et de toute autorité. On imagina alors un triumvirat, chargé de la remplacer dans la direction des affaires du pays et qui, dès le premier jour espéra gouverner seul. De là la clause du *reglamento organico* à laquelle nous faisons allusion.

(2) Le principe de l'inviolabilité des députés et les privilèges reconnus aux représentants du peuple se trouvent encore dans le projet ci-dessous :

Art. 1. — Aucun sénateur ou représentant du peuple ne pourra être attaqué pour ses opinions, ses discours ou les débats qu'il aura provoqués dans la salle de sessions.

Art. 2. — Ils ne pourront être arrêtés ni pendant une session, et dans la salle même où se tient cette session, ni soixante jours avant l'ouverture des sessions, ni dans le même laps de temps après la fermeture de la session, sauf en cas de trahison ou de violation à main armée d'un individu, d'une maison ou des biens d'un citoyen; ils ne pourront pas non plus être arrêtés pour dettes ou des affaires civiles un mois avant la fin des sessions du congrès.

Art. 3. — Les sénateurs et représentants du peuple recevront une rému-

ni plus démocratique que le statut provisoire de 1811 (1) en ce qui concerne la sécurité individuelle.

On fera remarquer peut-être, que les législateurs de 1826 reconnaissaient eux-mêmes qu'ils n'avaient pas voulu faire une œuvre originale et qu'ils ne visaient qu'un but, assurer l'indépendance et la liberté du pays.

La Constitution de 1826 reproduit à peu près en effet celle de 1819 et elle méconnaît les intérêts économiques

nération modérée mais suffisante pour les dédommager de leurs frais et en rapport avec la dignité de leurs fonctions.

Art. 4. — Aucun sénateur ou représentant du peuple ne pourra pendant l'exercice de son mandat remplir une fonction civile.

(Projet de constitution des provinces du Rio de Plata, fait par la Commission spéciale nommée le 4 décembre 1812.) — Collection des mémoires et documents du Rio de la Plata, par D. André Lamas, 1849, tome I.

L'article 4 de ce projet allait même jusqu'à reconnaître la liberté de la presse comme « la base du bonheur public » au même titre que la liberté individuelle.

(1) Voici les dispositions générales pour assurer la « sécurité individuelle » que nous extrayons du registre officiel n° 270 et qui datent du 23 novembre 1811. Elles faisaient partie du statut provisoire du gouvernement supérieur des provinces Unies du Rio de la Plata auquel on pourra se reporter :

« Si l'existence civile des citoyens, lit-on, dans ce registre officiel, était abandonnée aux attaques de l'arbitraire, la liberté de la presse publiée le 26 octobre de cette même année ne serait qu'une entrave et un moyen indirect de consolider les bases du despotisme. Tout citoyen a le droit sacré d'être protégé dans sa vie, dans son honneur, dans sa liberté et dans ses biens. La possession de ce droit, élément primordial de la liberté civile et principe de toutes les instructions sociales forme ce qu'on appelle la sécurité individuelle. Du moment que cette propriété est violée, il n'y a plus de sécurité; les sentiments nobles de l'homme libre s'endorment. Le gouvernement convaincu de la vérité de ses principes et voulant donner aux peuples américains une autre preuve positive et réelle de la liberté qui préside à ses résolutions, et des avantages que leur prépare l'indépendance civile, a pris le décret suivant pour sauvegarder la sécurité individuelle :

Article premier. — Aucun citoyen ne peut être condamné, expatrié, sans avoir été au préalable jugé et condamné légalement.

Art. 2. — Aucun citoyen ne peut être arrêté sans qu'il existe une preuve ou des indices très compromettants de sa culpabilité.

(Suivent sept autres articles absolument conformes aux articles de la Constitution se rapportant à la liberté individuelle.)

du pays. Elle a tort sans doute, mais les mesures mêmes qu'elle édicte pour éviter que le pays ne tombe entre les mains de l'étranger appartiennent en propre à l'Argentine. Ni la Constitution française, ni la Constitution américaine n'étaient si protectionnistes. Elle est d'ailleurs en ce qui concerne la liberté individuelle, les droits de propriété, moins libérale que l'une et l'autre de ces deux constitutions. Faute de réflexion suffisante, les législateurs, guidés seulement par ce qu'ils croyaient conforme aux exigences du pays, improvisèrent des solutions malheureuses. Il n'en reste pas moins qu'ils firent sous ce rapport une œuvre plus originale qu'ils n'auraient cru. Elle ne dura pas, mais tous les éléments qu'elle contient ne méritent pas un pareil mépris. Au contraire et la Constitution de 1853 s'en est elle-même inspirée, en particulier en ce qui touche la sécurité individuelle. La fameuse Constitution qui nous régit encore aujourd'hui n'a donc pas surgi brutalement; elle n'est pas, ainsi que nous venons de le voir une copie hâtive des institutions étrangères.

Mais quels sont ses antécédents immédiats?

La Constitution sanctionnée à Santa-Fé en l'an de grâce 1853 fut retouchée plusieurs fois, notamment par Buenos-Aires et pour ses convenances personnelles. Mais c'est le projet d'Alberdi longuement mûri et rédigé au Chili quelques jours après Caseros qui en constitue le fond. La première édition ou plutôt les trois premières éditions de « Las Bases » furent données en 1852 dont deux au Chili par le « Mercurio » et la troisième à Buenos-Aires par la « Imprenta Argentina ». La toute première édition est du mois de mai et la dernière du mois de juillet.

L'auteur expliquait clairement ses intentions (1). « La victoire de Monte Caseros, à elle seule, ne donne pas à l'Argentine tout ce dont elle a besoin. Elle met le pays sur la voie de l'organisation et du progrès, et sous ce rapport cette victoire est un événement aussi grand que la révolution de mai, qui renversa le gouvernement colonial espagnol. » Aussi lui propose-t-il los « Medios de libertad, de orden, de engrandecimiento para las repùblìcas americanas de origen español ». Il manquait quelque chose à son pays, au lendemain de la victoire : une Constitution. Il vient donc lui offrir des « bases et un point de départ ». « Bases et puntos de partida », tel est le titre du livre qu'il avait d'abord rêvé d'intituler « Medios de libertad, de orden », etc... Non content d'écrire un livre, il bâtissait un projet de Constitution de la Confederacion Argentina, « concebido segun las bases desarolladas en este libro », celui-là même qui servit de modèle à la Constitution de 1853.

Quelle influence subit Alberdi? Il le dit lui-même; il a suivi surtout la Constitution de Massachussetts et la Constitution française. C'est indiscutable. Ce qu'il oublie de dire, ce sont les rapports qui existent entre son projet et les essais de constitution faits jusqu'à lui en Argentine et que nous venons d'examiner. Il insiste par contre sur un point intéressant : l'insuffisance au point de vue économique des institutions précédentes.

La préoccupation dominante d'Alberdi c'était de développer le commerce argentin. Il revient plusieurs fois sur

(1) Chapitre I. — La République Argentine manque de constitution, de lois, etc.

cette affirmation dans « las Bases » et il reproche non moins fréquemment aux Constitutions précédentes d'être trop dominées par les idées « d'indépendance et de liberté » Alberdi voulait avant tout une constitution qui fût économique. L'avenir du pays dépendait, écrivait-il, des institutions économiques qu'on lui donnerait. En ce sens il fut un grand créateur. Industrie, commerce, immigration, voilà les bases de son système constitutionnel. Et c'est à cela aussi qu'on reconnaît, pour une bonne part, l'originalité de la Constitution de 1853. Ce n'est pas qu'on ait eu raison d'adopter toutes les suggestions d'Alberdi. Économiquement parlant quelques-unes furent funestes : son système en exagérant un principe juste en soi aboutit à des conséquences périlleuses. Le protectionnisme à outrance pratiqué jusqu'alors mettait des entraves à la liberté du commerce et ne favorisait pas toujours l'industrie et l'agriculture. La Constitution à la suite du projet d'Alberdi alla d'un extrême à l'autre et l'expérience historique a démontré que l'apport irraisonné et démesuré des contingents étrangers hétérogènes a compromis la formation de la race argentine. Le président Irigoyen (1) a bien caractérisé les conséquences fâcheuses des dispositions outrancières de la Constitution. Mais ces erreurs se justifient d'elles-mêmes quand on pense aux circonstances qui les ont provoquées et à la situation économique de l'Argentine sous la dictature de Rosas. La réaction était nécessaire. Moins violente elle eût été plus heureuse ; quoi qu'il en soit, l'honneur revient à Alberdi d'avoir donné à

(1) Le président Saenz Peña a signalé aussi dans son message présidentiel les mêmes erreurs.

la Constitution une orientation conforme à l'avenir du pays. Les ennemis de l'Amérique, s'écriait-il déjà en 1844 (1), ce sont ses routes, ses fleuves non exploités et asservis, ses villes dépeuplées par le poison des restrictions mesquines, l'anarchie des douanes et des tarifs, l'absence de crédit, c'est-à-dire de la richesse artificielle et spéculative, comme moyen de produire la richesse positive et réelle.

De là les clauses de son projet de Constitution. De là la place accordée dans le mouvement de réorganisation nationale et constitutionnelle à l'immigration, au commerce et à l'industrie, car « la politique argentine doit être l'expression des besoins modernes et fondamentaux du pays »; elle « doit être commerciale, industrielle, économique au lieu d'être militaire et guerrière », comme cela convenait à la première époque de notre émancipation. La politique de Rosas qui poursuivait la gloire militaire, sans objet ni utilité, a été la répétition intempestive d'une tendance qui fut utile en son temps, mais qui est devenue pernicieuse aux progrès de l'Amérique. Chaque guerre, chaque blocus qu'on épargne au pays est une conquête obtenue en faveur de ses progrès. Une année de paix en Amérique du Sud représente plus de bien que dix années de la guerre la plus glorieuse. » Une autre des tentatives intéressantes d'Alberdi qui a influencé heureusement la Constitution de 1853 c'est celle qui eut pour but « de déterminer le droit international américain ». Il commença par applaudir au sentiment de ces états qui étendent leurs

(1) Œuvres complètes, tome III.

regards au-delà de leur frontière et l'élèvent jusqu'à la sphère de la vie générale et continentale de l'Amérique. Puis sa pensée s'élargit, il conçoit une aide mutuelle pour assurer le progrès des républiques de l'Amérique latine et « *maintenir la paix avec tout le monde, spécialement avec l'Europe considérée comme la source de la civilisation* »; de là l'idée de la limitation des armements. Un des grands buts du congrès, disait-il en 1844, *doit être la consolidation générale de la paix américaine. On peut conclure le désarmement général* en accordant à chaque Etat des forces suffisantes indispensables au maintien de l'ordre intérieur et toute nation qui garderait des forces qui ne seraient pas indispensables serait considérée comme l'ennemie de l'Amérique. « Toute république qui entretient des armées attente à la sainte loi de son commerce et à la prospérité industrielle au détriment de l'Amérique. » Enfin Alberdi aboutit à cette conclusion qu'il faut créer un tribunal de paix internationale. Le jugement de la Cour internationale qui serait comme la sanction morale de l'Amérique mettrait le pays qui y désobéirait hors la loi de neutralité; les autres Etats pourraient employer contre lui non pas les armes, mais toutes les mesures de réprobation et de coercition indirecte susceptibles d'être employées contre le pays qui s'attirerait notre animosité. » Mais il ne s'agit pas seulement de l'Amérique.

« Toutes les nations sont liées entre elles par une communauté d'intérêts telle qu'elles devraient toutes travailler au maintien de la paix dans le monde. »

« L'Union Américaine. » Sans doute elle est belle l'union de la moitié du monde. Mais il y a une autre union encore

plus haute et plus belle, *c'est l'union du monde entier* (1). La Constitution de 1853 se fit l'écho des espérances d'Alberdi. « Aucune province ne peut déclarer, dit l'article 109, ni faire la guerre à une autre province. Leurs plaintes doivent être soumises à une cour suprême de justice. Les hostilités entre les provinces sont considérées comme des actes de guerre civile. » Malheureusement elle ne put pas aller plus loin. Le reste ne la concernait pas.

La guerre civile éclata au lendemain même du congrès constitutionnel comme par une ironie des choses; mais le principe d'une cour suprême de justice est établi et celui d'une cour internationale adopté en Argentine. Il est incontestable qu'aucune nation du monde n'a fourni plus de preuves de son amour de la paix internationale. Elle a répandu dans le monde l'idée du désarmement universel et repoussant toute idée d'alliance, prêté constamment son concours à la résolution par la voie de l'arbitrage des difficultés internationales. Elle a fixé ses propres limites territoriales sans avoir recours à aucune guerre et, dernièrement encore, aucun pays n'a été plus sincère que l'Argentine à la Conférence de la Haye. Peut-être ne se rend-on pas compte suffisamment aujourd'hui des efforts faits par l'Argentine dans cette voie. Mais les leçons d'Alberdi finiront par porter leurs fruits. Ce jour-là nous aurons rendu à l'Europe au moins tout ce que nous lui devons.

(1) *Escritos postumos*, tomo VII, page 163.

TABLEAU COMPARATIF

de quelques articles de la *Constitution de la Confédération argentine* d'Alberdi et de la *Constitution de 1853*.

(Nous reproduisons ces articles dans leur langue d'origine afin de rendre encore plus facile le rapprochement, les mêmes mots se trouvant en effet reproduits quelquefois dans la Constitution actuelle, alors que d'autres fois le changement est complet.

A. représente la Constitution d'Alberdi. — C. la Constitution de 1853.

A. ART. 9. — Ninguna provincia podrá imponer derechos de tránsito ni de carácter aduanero sobre artículos de producción nacional o extranjera, que procedan o se dirijan por su territorio a otra provincia.

A. ART. 10. — No serían preferidos los puertos de una provincia a los de otra, en cuanto a regulaciones aduaneras.

C. art. 10 et 11.

ART. 10. — En el interior de la República es libre de derechos la circulación de los efectos de producción ó fabricación nacional, así como la de los géneros y mercancías de todas clases despachados en las aduanas exteriores.

ART. 11. — Los artículos de producción ó fabricación nacional ó extranjera, así como los ganados de toda especie, que pasen por territorio de una provincia à otra serán libres de los derechos llamados de tránsito: siéndolo también los carruajes, buques ó bestias en que se transporten; y ningún otro derecho podrá imponérseles en adelante, cualquiera que sea su denominación por el hecho de transitar el territorio.

C. ART. 9. — En todo el territorio de la Nación no habrá mas aduanas que la nacionales, en las cuales regirán las tarifas que sancione el Congreso.

A. ART. 11. — Los buques destinados de una provincia a otra no serán obligados a entrar, anclar y pagar derechos por causa del tránsito.

A. ART. 12 et 13.

ART. 12. — Los ciudadanos de cada provincia serán considerados ciudadanos en las otras.

ART. 13. — La extradición civil y criminal es sancionada como principio entre las provincias de la Confederación.

A. ART. 17. — La ley no reconoce diferencia de clase ni persona. No hay prerrogativas de sangre, ni de nacimiento, no hay fueros personales; no hay privilegios, ni títulos de nobleza.

Todos son admisibles a los empleos. La igualdad es la base del impuesto y de las cargas públicas. La ley civil no reconoce diferencia de extranjeros y nacionales.

C. ART. 12. — Los buques destinados de una Provincia á otra, no serán obligados á entrar, anclar y pagar derechos por causa de tránsito; sin que en ningún caso puedan concederse preferencias á un puerto respecto de otro, por medio de leyes ó reglamentos de comercio.

C. ART. 8. — Los ciudadanos de cada Provincia Gozan de todos los derechos privilegios é inmunidades inherentes al título de ciudadana en las demás. La extradición de los criminales es de obligación recíproca entre todas las Provincias.

C. ART. 16 et 15.

ART. 16. — La Nación argentina no admite prerrogativas de sangre ni de nacimiento : no hay en ella fueros personales, ni títulos de nobleza. Todos sus habitantes son iguales ante la ley, y admisibles en los empleos sin otra condición que la idoneidad. La igualdad es la base del impuesto y de las cargas públicas.

ART. 15. — En la nación argentina no hay esclavos : los pocos que hoy existen quedan libres desde la jura de esta constitución; y una ley especial reglará las indemnizaciones á que dé lugar esta declaración. Todo contrato de compra y venta de personas es un crimen de que serán responsables los que lo celebrasen, y el escribano ó funcionario que lo autorice. Y los esclavos que de cualquier modo se introduzcan, quedan libres por el solo hecho de pisar el territorio de la República.

A. Art. 18. — La propiedad es inviolable. Nadie puede ser privado de ella sino en virtud de ley o de sentencia fundada en ley. La expropiación por causa de pública utilidad debe ser calificada por ley y previamente indemnizada. Sólo el congreso impone contribuciones. Ningún servicio personal es exigible sino en virtud de ley o de sentencia fundada en ley. Todo autor o inventor goza de la propiedad exclusiva de su obra o descubrimiento. La confiscación y el de comiso de bienes son abolidos para siempre. Ningún cuerpo armado puede hacer requisiciones ni exigir auxilios. Ningún particular puede ser obligado a dar alojamiento en su casa a un militar.

A. ART. 19. — Nadie puede ser condenado sin juicio previo fundado en ley anterior al hecho del proceso.

Ninguno puede ser juzgado por comisiones especiales, ni sacado de los jueces designados por la ley antes del hecho de la causa.

Nadie puede ser obligado a declarar contra sí mismo.

No es eficaz la orden de arresto que no emane de autoridad revestida del poder de arrestar y no se apoye en una ley.

El derecho de defensa judicial es inviolable.

Afianzado el resultado civil de un pleito, no puede ser preso el que no es responsable de pena aflictiva.

El tormento y los castigos hor-

C. ART. 17. — La propiedad es inviolable, y ningún habitante de la nación puede ser privado de ella sino en virtud de sentencia fundada en ley. La expropiación por causa de utilidad pública, debe ser calificada por ley y previamente indemnizada. Sólo el Congreso impone las contribuciones que se expresan en el artículo 4°. Ningún servicio personal es exigible, sino en virtud de ley o de sentencia fundada en ley. Todo autor ó inventor es propietario exclusivo de su obra, invento o descubrimiento, por el término que le acuerde la ley. La confiscación de bienes queda borrada para siempre del Código penal argentino. Ningún cuerpo armado puede hacer requisiciones, ni exigir auxilios de ninguna especie.

C. ART. 18. — Ningún habitante de la nación puede ser penado sin juicio previo fundado en ley anterior al hecho del proceso, ni juzgado por comisiones especiales, o sacado de los jueces designados por la ley antes del hecho de la causa. Nadie puede ser obligado á declarar contra sí mismo; ni arrestado sino en virtud de orden escrita de autoridad competente. Es inviolable la defensa en juicio de la persona y de los derechos. El domicilio es inviolable, como también la correspondencia epistolar y los papeles privados; y una ley determinará en qué casos y con qué justificativos podrá prodesearse á su allanamiento y ocupación. Quedan abolidos para siempre

ribles son abolidos para siempre y en todas circunstancias. Son prohibidos los azotes y las ejecuciones por medio del cuchillo, de la lanza y del fuego. Las cárceles húmedas, oscuras y mortíferas deben ser destruidas. La infamia del condenado no pasa a su familia. La casa de todo hombre es inviolable.

Son inviolable la correspondencia epistolar, el secreto de los papeles privados y los libros de comercio.

A. ART. 21. — Ningún extranjero es mas privilegiado que otro. Todos gozan de los derechos civiles inherentes al ciudadano, y pueden comprar, vender, locar, ejercer industrias y profesiones, darse a todo trabajo; poseer toda clase de propiedades y disponer de ellas en cualquier forma; entrar y salir del país con ellas, frecuentar con sus buques los puertos de la República, navegar en sus ríos y costas. Están libres de empréstitos forzosos, de exacciones y requisiciones militares. Disfrutan de entera libertad de conciencia y pueden construir capillas en cualquier lugar de la República. Sus contratos matrimoniales no pueden ser invalidados porque carezcan de conformidad con los requisitos religiosos de cualquier creencia, si estuviesen legalmente celebrados.

No son obligados a admitir la ciudadanía.

Gozan de estas garantías sin necesidad de tratados, y ninguna cuestión de guerra puede ser causa de que se suspenda su ejercicio.

la pena de muerte por causas políticas, toda especie de tormento y los azotes. Las cárceles de la Nación serán sanas y limpias, para seguridad y no para castigo de los reos detenidos en ellas y toda medida que á pretexto de precaución conduzca á mortificarlos más allá de lo que aquélla exija, hará responsable al Juez que la autorice.

C. ART. 20. — Los extranjeros gozan en el territorio de la Nación de todos los derechos civiles del ciudadano; pueden ejercer su industria, comercio y profesión; poseer bienes raíces, comprarlos y enajenarlos; navegar los ríos y costas; ejercer libremente su culto; testar y casarse conforme á las leyes. No están obligados á admitir la ciudadanía, ni á pagar contribuciones forzosas extraordinarias. Obtienen nacionalización residiendo dos años continuos en la Nación; pero la autoridad puede acortar este término á favor del que lo solicite, alegando y probando servicios á la República.

Son admisibles a los empleos, según las condiciones de la ley, que en ningún caso puede excluirlos por solo el motivo de su origen.

Obtienen naturalización, residiendo dos años continuos en el país; la obtienen sin este requisito los colonos, los que se establecen en lugares habitados por indígenas o en tierras despobladas; los que emprenden y realizan grandes trabajos de utilidad pública; los que introducen grandes fortunas en el país; los que se recomienden por invenciones o aplicaciones de grande utilidad general para la República.

A. ART. 24. — Todo argentino es soldado de la guardia nacional. Son exceptuados por treinta años los argentinos por naturalización.

A. ART. 33. — La inmigración no podrá ser restringida ni limitada de ningún modo, en ninguna circunstancia, ni por pretexto alguno.

A. ART. 34. — La navegación

C. ART. 21. — Todo ciudadano argentino está obligado á armarse en defensa de la Patria y de esta Constitución, conforme á las leyes que al efecto dicte el Congreso y á los decretos del Ejecutivo Nacional. Los ciudadanos por naturalización son libres de prestar ó no este servicio por el término de diez años contados desde el día en que obtengan su carta de ciudadanía.

C. ART. 25. — El gobierno federal fomentará la inmigración europea; y no podrá restringir, limitar, ni gravar con impuesto alguno la entrada en el territorio argentino de los extranjeros que traigan por objeto labrar la tierra, mejorar las industrias, é introducir y enseñar las ciencias y las artes.

C. ART. 26. — La navegación

de los ríos interiores es libre para todas las banderas.

A. ART. 35. — Las relaciones de la Confederación con las naciones extranjeras respecto a comercio, navegación y mutua frecuencia serán consignadas y escritas en tratados que tendrán por base las garantías constitucionales deferidas a los extranjeros. El gobierno tiene el deber de promoverlos.

A. ART. 36. — Las leyes orgánicas que reglen el ejercicio de estas garantías de orden y de progreso, no podrán disminuirlas ni desvirtuarlas por excepciones.

de los ríos interiores de la Nación es libre para todas las banderas, con sujeción únicamente á los reglamentos que dicte la Autoridad Nacional.

C. ART. 27. — El gobierno federal está obligado á afianzar sus relaciones de paz y comercio con las potencias extranjeras por medio de tratados que estén en conformidad con los principios de derecho público establecidos en esta constitución.

C. ART. 28 et 29.

ART. 28. — Los principios, garantías y derechos reconocidos en los anteriores artículos, no podrán ser alterados por las leyes que reglamenten su ejercicio.

ART. 29. — El congreso no puede conceder al Ejecutivo Nacional, ni las Legislaturas Provinciales á los Gobernadores de Provincia, *facultades extraordinarias*, ni la *suma del Poder público*, ni otorgarles *sumisiones ó supremacías*, por las que la vida, el honor ó las fortunas de los argentinos queden á merced de gobiernos ó persona alguna. Actos de esta naturaleza llevan consigo una nulidad insanable, y sujetarán á los que los formulen, consientan ó firmen á la responsabilidad y pena de los infames traidores á la Patria.

CHAPITRE II

Le pays pouvait être satisfait de sa Constitution. Le cas du député Salta qui, au cours d'une délibération du congrès constitutionnel, s'écriait que la nation est un chaos indescriptible, qu'elle ne pourra pas s'adapter à la Constitution qui arrive beaucoup trop tôt, est un cas isolé. L'Argentine avait conscience au contraire qu'elle pourrait aimer cette Constitution qui réalisait ses aspirations et marquait un beau tournant de son histoire. Elle se croyait elle-même assez mûre pour l'appliquer *sans difficultés*, ce en quoi elle montrait beaucoup d'optimisme. Le docteur Gutierrez avait quelque raison d'affirmer dans la session du 20 avril que *le peuple la demande instamment*, parce qu'il y voit le salut, et parce que le moment est plus opportun que jamais pour la lui donner. Le Docteur Salta affirmait que les argentins sont incapables de se gouverner; le député Zapata lui répondait que « tous les peuples et tous les gouvernements argentins d'aujourd'hui sont d'accord au moins sur ce point : il faut une Constitution, au point que celui qui voudrait faire obstacle à ce désir serait politiquement, irrémédiablement perdu. Car nos

provinces en ont assez d'être gouvernées par des statuts provisoires, par des pactes provisoires. Quarante ans d'expérience amère faite dans le sang et les larmes leur suffisent ». Et le député Huergo de conclure que la République a plus que jamais le besoin vital de se constituer. « C'est pour l'avoir cru que les peuples nous ont donné notre mandat, et c'est pour l'avoir cru aussi que nous avons accepté ce mandat. La nation demande que nous accomplissions impérieusement notre promesse. »

En fait, Buenos-Aires elle-même était satisfaite de la Constitution dans ses grandes lignes; pourtant elle refusa de la ratifier. Depuis la conférence de Saint-Nicolas, Buenos-Aires avait pris position contre les autres provinces argentines. La nomination d'Alsina au ministère en 1852 l'avait déjà mécontentée. Ce fut pire quand, à son retour de Saint-Nicolas, le gouverneur Lopez vint annoncer qu'Urquiza, un provincial, était nommé directeur suprême de la nation constituée.

On commença à critiquer violemment. Cette conférence de Saint-Nicolas après tout, disait-on, était une réunion de gouverneurs (les gouverneurs de Rosas), qui ne pouvaient ni prendre un engagement au nom du peuple, ni faire légalement œuvre législative. D'ailleurs le directeur suprême avait des pouvoirs trop étendus et Urquiza tenait de trop près aux caudillos. Cette attitude aboutit à la Révolution de septembre, mouvement provoqué par la nomination d'un gouverneur *provincial*, le général Galán en remplacement de Lopez. Buenos-Aires organisa une expédition contre la province dont Urquiza était gouverneur. Entre-Rios s'efforça de fomentér la révolution dans tout le pays. Ces tentatives échouèrent. Le siège fut

mis devant Buenos-Aires. Mais Urquiza n'eut pas gain de cause contre la ville révoitée. C'est dans ces conditions qu'on lui proposa de ratifier la constitution. La ville continua à bouder et préféra s'ériger en état indépendant. La province lui semblait jouer un trop grand rôle dans la nouvelle organisation du pays. Un orgueil assez hautain, une certaine méfiance, lui fit craindre d'être trop confondue avec les autres provinces, peut-être même d'être absorbée par elles et d'y perdre son prestige. Son autorité diminuait et par ses traditions, par sa situation privilégiée, sa richesse, le rôle qu'elle avait jusqu'alors joué, elle se croyait tenue d'occuper une place de premier plan dans la nation. Non pas qu'elle eût consenti à devenir *territoire fédéral*, à être érigée en capitale de la nation. On n'était plus en 1826 (1). Mais elle continuait à ne pas vouloir abandonner ses destinées à un provincial (2).

La réputation d'Urquiza qui grandissait sans cesse depuis qu'il avait été reconnu chef du gouvernement à Saint-Nicolas lui portait ombrage. Celui-ci ne s'était-il pas, dès le premier jour, attaqué aux privilèges de Buenos-Aires? Il apparut à tous que la fédéralisation du territoire et surtout la capitalisation de Buenos-Aires serait la continuation naturelle de cette politique.

On assista alors à cette situation étrange que la partie la

(1) Rivadavia avait déjà supprimé en 1826 le gouvernement et la législature de Buenos-Aires à la grande joie des porteños. (Voir Sisson : Histoire Argentine.)

(2) Il n'y avait qu'un moyen de s'entendre : Buenos-Aires aurait été abandonné à la confédération si celle-ci avait laissé à ses hommes politiques la direction suprême de toutes les provinces. Evidemment un accord sur cette base ne put être admis par aucune des treize provinces dont se composait la confédération et encore moins par le général Urquiza.

plus cultivée de l'immense territoire argentin, la portion du territoire où l'esprit public avait certainement le plus évolué, refusait de ratifier une constitution destinée à effacer les souvenirs d'un passé anarchique, à assurer la paix et l'ordre, à garantir la marche du progrès et les conquêtes de la civilisation. Le gouvernement national s'installa donc à Parana pendant que Buenos-Aires s'organisait en état indépendant et se donnait une Constitution politique sur les bases de la Constitution unitaire de 1826. Il semble bien, quand on la considère attentivement, que la charte sanctionnée par le gouvernement de Buenos-Aires le 12 avril 1854 ne corresponde pas aux progrès réalisés par l'esprit public depuis l'époque de Rivadavia. Elle était loin en tout cas de valoir la Constitution de 1853 et ne pouvait guère être autre chose qu'une mesure provisoire, une solution d'attente.

Un gouvernement et deux chambres — (la chambre des députés et le sénat, nommés directement par le public) — devraient se partager la direction des affaires publiques. Trois ans après, l'état nouveau empruntait à la France sa division en départements. A la tête de chaque département fut mis alors un préfet qui s'occupait de l'administration, de la politique et de la police du département. La politique ne perdit pas ses droits. Un parti réactionnaire (*chupandinos*) se forma et dès la fin de 1856 il était déjà assez puissant pour causer de sérieux embarras au gouvernement. « La Réforme Pacífica » attaquait violemment les hommes au pouvoir et le parti qui les soutenait : le parti libéral (*pandilleros*, comme on les appelait alors) dont l'organe « La Tribuna » avait une autorité incontestable dans toute la province. Les articles de Mitre, de

Sarmiento et du poète Marmol, de Nicolas Calvo, des fils de Florencio Varela étaient attendus avec impatience et c'était chaque semaine des polémiques violentes et envenimées qui finissaient la plupart du temps sur le terrain. A cette époque Faustino Sarmiento ne se faisait aucun scrupule d'échanger des coups de bâton dans les rues de Buenos-Aires avec un éditeur de la « *Réforma Pacífica* » : Juan José Soto. Chaque jour on entendait parler d'un nouveau club politique et le gouvernement avait quelquefois fort à faire avec les exaltés de l'un et l'autre parti aussi violents qu'ils étaient convaincus. Presque toute l'activité politique de l'état de Buenos-Aires avait pour motif la question de l'autonomie. Les élections de 1857 furent particulièrement agitées. Les réunions électorales finissaient toujours par un combat, où réformistes et libéraux laissaient des blessés, souvent des morts. Jamais la province n'avait tant tenu à manifester ses opinions politiques. Elle ne reculait devant rien pour jouer son rôle politique. Le triomphe des libéraux fut un grand échec pour la Confédération. La situation de Buenos-Aires florissait tandis que celle de la Confédération devenait de plus en plus périlleuse. Et lorsqu'éclata le nouveau conflit avec la Confédération, en 1859, il s'en fallut de peu que Buenos-Aires ne l'emportât une fois encore. Malgré sa défaite cependant, l'état de Buenos-Aires ne désespéra pas de se mettre à la tête de la Confédération, c'était son unique désir. Elle le montra à quelques instants de là, car elle n'acceptait la Constitution que pour la tourner à son profit. Buenos-Aires évoluait d'une façon significative. On entendait alors prononcer sur tout le territoire de la province des paroles de sagesse. Les libéraux ne

l'avouaient pas toujours, mais ils pensaient et laissaient croire, au moins quand l'occasion se présentait, que la scission avait trop duré. On se rendait compte que depuis 1853 on était d'accord sur le fond de la question, et qu'après tout, la défaite récemment subie n'était pas trop chèrement payée si les provinces confédérées se bornaient à imposer la Constitution. Il est certain qu'il fallut que l'esprit public arrivât à acquérir quelque sagesse politique pour voir les choses sous ce jour-là. On se consolait en pensant que chacun travaillerait de son mieux à assurer, malgré la défaite militaire de Buenos-Aires, son hégémonie politique et économique. Les événements semblaient prendre bonne tournure; et, à considérer la situation lamentable où s'étaient débattues les provinces de la Confédération depuis 1853, libéraux et réformistes avaient confiance dans l'avenir. Il faut lire tout entier le discours prononcé le 3 avril 1860 devant la « Convention de l'état de Buenos-Aires » par le docteur Velez-Sarsfield, membre de la commission de réforme de la constitution fédérale, pour s'en rendre compte exactement. Il caractérise assez bien cet état d'esprit. Il faut croire que ce discours reflétait l'état de l'opinion publique puisque l'Assemblée fit siennes les idées qu'il exprimait : « Je n'ai pas proposé de réforme, disait en substance le Dr Velez-Sarsfield, à une exception près. Nous pourrions nous abstenir de faire la réforme qu'on médite avant l'année 1863 (1) confiants dans la fraternité même que créera l'union!

.....

(1) Pourquoi 1863? Il y a des coïncidences bizarres dans l'histoire. C'est en 1863, en effet, que l'hégémonie de Buenos-Aires s'affirme définitivement sur les autres provinces.

« Non, Messieurs, je ne voterai jamais une seconde fois la dissolution de la nation et je ne mettrai jamais le moindre obstacle à l'union des peuples quelles que soient les difficultés qui se présentent. Quel a été le sort des hommes qui votèrent la dissolution de la nation? Qu'obtint ce peuple, dans son isolement, de la félicité annoncée?

« Ecoutez, Messieurs, une histoire consolante.

« Rhode-Island, un des états Américains, avait comme Buenos-Aires, donné une aide puissante à l'indépendance de la République du Nord. Mais une fois cette indépendance obtenue et dès la formation de la Confédération qui n'était pas un gouvernement national, Rhode-Island crut qu'elle serait heureuse en restant isolée des autres états. Le Congrès, sentant que le pays périssait si on ne lui donnait pas plus de ressources que les ressources insuffisantes qu'il possédait réunit à cet effet une convention nationale. Rhode-Island ne voulut pas y assister et tout son peuple était d'accord qu'il ne convenait de créer ni un gouvernement national, ni aucune autre autorité que celle que possédait cette province. Rhode-Island, disait-on, grâce à ses ports sur l'Atlantique, a un revenu suffisant fourni par son commerce extérieur. Elle a une fabrique de papier-monnaie qui lui permet de produire des sommes prodigieuses; il ne faut pas qu'on la prive de moyens d'existence si extraordinaires.

Bien que cet Etat n'eût pas pris part à la convention qui avait fait la Constitution, le congrès lui demanda s'il voulait l'accepter. Cet Etat, enorgueilli de sa félicité présente, repoussa la Convention à une majorité considérable, 1.200 voix contre 300. La minorité ne se désista pas de son dessein; elle fit voir au peuple que l'union ne lui

faisait rien perdre, que ses libertés, que son indépendance seraient complètement garanties, que ses richesses augmenteraient en même temps que le bien-être de tous les peuples voisins, et qu'il pourrait très facilement tirer parti de son papier-monnaie puisque ce papier-monnaie avait grande influence sur ses délibérations politiques. A la fin, la raison et les bons principes de la minorité triomphèrent; Rhode-Island accepta deux ans après, sans retouche, la Constitution des Etats-Unis.

« Aujourd'hui, quand l'habitant de *New-port* voit les grandes améliorations réalisées dans ce port et les milliers de bateaux qui y entrent chaque jour ou partent pour toutes les régions du monde, quand le citoyen de *Providence* examine les cent écoles, les travaux de sa fameuse université, quand le voyageur en quelques heures parcourt cet état tout entier et voit les nombreuses cités qui le peuplent, leurs richesses, la garantie effective de tous les droits de l'homme, tous remercient le ciel d'avoir délivré Rhode-Island de cette erreur et du péril qu'il aurait couru en restant isolé des Etats-Unis.

« Si j'étais député au Congrès National, je dirais :

« Je viens vous aider dans votre grande et difficile tâche. Nous venons vous aider dans la mesure où le peut l'Etat de Buenos-Aires, à faire la félicité de notre patrie. Et, si on avait des prétentions exagérées, si on nous demandait avant tout, comme on le prétend, de livrer la douane de Buenos-Aires, sans laquelle la Confédération se trouve privée des ressources dont elle a besoin pour son existence, je répondrais que j'allais consacrer ces revenus à des œuvres nationales et qu'en les gardant nous évitions

à la Confédération les dépenses considérables qu'exigerait d'elle l'Etat de Buenos-Aires.

« Non, le gouverneur de Buenos-Aires ne serait pas mis dans un cachot à Parana par ordre du Président de la République et les droits que la constitution consacre ne pourraient être effrontément violés en face de la presse de Buenos-Aires, en face de l'opinion publique, quand il y aurait au Congrès national des voix capables de soulever les peuples contre un acte arbitraire du pouvoir exécutif.

« Enfin, si l'union devait nous être nuisible en quelque endroit, les bienfaits qui en résulteront seront bien plus grands. La paix et le commerce donneront à Buenos-Aires ce que, séparée de la Confédération, elle ne pourrait jamais espérer obtenir... Dans six ans l'Etat de Buenos-Aires aura un million d'habitants *et c'est là que viendront les grandes capitales européennes* quand la paix sera solidement établie. *La réalité des effets que produira l'union surpassera les espérances les plus idéalistes.* »

Voilà le langage que tenait un peuple vaincu par l'intermédiaire d'un de ses représentants les plus qualifiés; a-t-il l'air réellement de passer sous les fourches caudines et ne promet-il pas au contraire de faire à lui tout seul le bonheur de la Confédération? L'opinion publique n'était pas aussi intransigeante qu'en 1853. Certes non, mais elle n'avait pas changé du tout au tout. Dans le fond elle n'avait même presque pas changé du tout. Depuis 1853 elle était prête à adopter la Constitution, et Mitre y avait donné formellement son adhésion le jour même où il s'était écrié : « La province de Buenos-Aires est un état fédéral de la nation argentine jouissant librement de sa souveraineté.

Le mot province sert à marquer les traditions qui nous lient au passé; le mot fédéral indique le système que nous reconnaissons; nation argentine signifie la reconnaissance explicite de ce que personne ne nie, mais qu'il s'agit de rendre évident. » En 1860 on jura donc sans protestation la loi fédérale. Mais l'opinion publique n'avait pas cédé. On lui avait dit : « C'est là que viendront les grandes capitales européennes, quand la paix sera solidement établie. » Elle y croyait fermement. Elle ne donnait pas sa capitale sans arrière pensée; elle avait la conviction que « la réalité des effets que produira l'union surpassera les espérances les plus idéalistes » et elle ne tarda pas longtemps à savoir qu'elle avait eu raison.

CHAPITRE III

Les événements avaient justifié, par avance, cet optimisme. Malgré les mesures prises par le gouvernement national pour paralyser sa vie économique, Buenos-Aires avait tenu bon. Le gouvernement national au contraire voyait empirer chaque jour la situation des provinces confédérées. Urquiza l'avait prévu dès le commencement de sa résidence. Persuadé que Buenos-Aires était indispensable à la Confédération, il ne cachait jamais le regret que lui causait un malentendu qui promettait de durer. Il faisait croire qu'il faisait preuve de tolérance en permettant à l'état indépendant de Buenos-Aires de garder les couleurs nationales, en réalité il se souciait surtout d'éviter une rupture trop absolue. Laisser à Buenos-Aires les couleurs de la Confédération c'était lui dire qu'on appelait de tous ses vœux le jour béni où l'enfant prodigue reviendrait au bercail. Dans son message présidentiel Urquiza avait dit : « Il y a place dans notre étendard pour plus de quatorze étoiles; mais il est navrant qu'il y en ait moins. »

Urquiza n'était pas homme à s'attendrir si facilement et

ce qui le navrait le plus, certainement, c'était de penser que la Confédération, en attendant un accord improbable serait obligée de mener une vie difficile. A la fin de 1854 les provinces confédérées avaient déjà fini de rédiger et fait approuver par le Congrès leur Constitution locale (1) qui entraînait immédiatement en vigueur. Mais immédiatement aussi, on eut l'impression que les constitutions provinciales seraient tout à fait insuffisantes pour endiguer le mouvement politique. Le pays s'était à peine organisé que tous aspiraient au pouvoir. Chacun croyait avoir l'étoffe suffisante pour faire un chef politique. On voyait surgir des partis de tous côtés qui eussent été bien embarrassés de préciser leur programme. Que voulaient-ils? Le plus souvent ils n'en savaient rien. Quand les choses semblaient dépasser la mesure, le gouvernement national intervenait et le mouvement passait d'une province à l'autre. Les gouverneurs étant affiliés à tel ou tel parti, intéressés à telle ou telle combinaison, la responsabilité des désordres leur incombait et rarement ils parvenaient à eux seuls à rétablir l'ordre (2). Evidemment un tel état de

(1) Elle était plus ou moins calquée sur le projet de constitution rédigé par le même Alberdi à la demande du gouvernement de Mendoza.

(2) Le mouvement passait d'une province à l'autre; le gouvernement fédéral intervenait. A Mendoza par exemple, il était absolument impossible de travailler. La guerre civile était devenue une institution. Autour du colonel Nazar et du colonel Videla se groupaient des partis dont l'agitation violente ne put être calmée que par le tremblement de terre épouvantable de 1861. A San Juan on assassinait le général Benavides et successivement deux gouverneurs. José Vivasoro et Antonio Aberastain. La province de Salta après avoir, sous le gouvernement de Tomas Arias, connu les troubles les plus graves finit par s'assagir d'elle-même et parvint à se développer relativement dans l'ordre. Par contre, Catamarca, Rioja Jujuy et San Juan ne firent que s'appauvrir continuellement en proie aux guerres civiles et à l'anarchie. Cordoba elle-même qui avait un beau passé (ayant joué le rôle important de capitale

choses était fatal à la vie économique du pays. Il est permis de supposer d'ailleurs que Buenos-Aires entretenait secrètement ces querelles politiques et saisissait quand elle se présentait l'occasion de dresser les provinces les unes contre les autres. L'opinion publique devenait de plus en plus surexcitée dans les provinces et le malaise croissait au fur et à mesure qu'empirait la situation économique. C'est ainsi que les pouvoirs publics entrèrent en conflit dans la province de Jujuy, que l'ordre fut profondément troublé assez longtemps à Rosario, que la Rioja se souleva en 1857 et que, pour des motifs à peu près inconnus Tucuman et Santiago de Estero se firent une guerre acharnée. Enfin en 1858 la mesure fut comble. La province de Entre Rio, — à l'exception de Parana — alla jusqu'à reprendre son indépendance, et se trouva de ce fait à peu près dans la situation de Buenos-Aires. L'organisation nationale que les provinces avaient eu tant de peine à préparer courait les plus grands risques. La Confédération avait eu recours en 1856 au fameux projet des droits différentiels si préjudiciables aux intérêts immédiats de Buenos-Aires, mais les provinces n'en avaient profité que médiocrement et la situation politique de la Confédération ne s'en était pas trouvée améliorée. On peut dire qu'Urquiza fit tous ses efforts pour assurer le triomphe de la politique unitaire en donnant aux provinces confédérées la possibilité de se passer de Buenos-Aires. Tous

à l'époque coloniale) et de grandes aptitudes économiques fut en butte à l'anarchie des pseudo-fédéraux et des derniers caudilles qui rêvaient des restaurations impossibles, provoquaient l'autorité, la renversaient, la supplantaient pour tomber eux-mêmes après, sous les coups sanglants du pouvoir national (Histoire de l'organisation nationale, par Mariano A. Pelliza).

les moyens furent mis en œuvre pour le développement économique du pays, sans le concours de l'État indépendant. On construisit des routes à travers le pays, on édicta des lois commerciales spéciales qui donnaient mille avantages aux sociétés étrangères qui voudraient traiter avec la Confédération. Mais Buenos-Aires continuait à dominer le pays. Une poignée d'hommes faisait obstacle au pays tout entier. Il n'y avait plus qu'une ressource : la force. La Confédération ne pouvait pas vivre sans Buenos-Aires. Elle était en quelque sorte décapitée.

La journée de Cepeda peut donc compter parmi les plus heureuses de l'histoire nationale, surtout si, comme nous l'avons vu, le vaincu gardait toute sa vitalité et s'était rallié à l'idée qu'en dépit de tout, la réalisation des espérances provinciales devait nécessairement favoriser ses desseins particularistes. Sa défaite était à proprement parler une double victoire. Urquiza triomphait par les armes, Buenos-Aires temporisait et c'était aussi un triomphe qu'elle remportait sur elle-même.

Voilà dans quelles conditions se réalisa en 1859 l'unité nationale. Le siège du gouvernement fédéral continuait à être Parana, et Buenos-Aires de son côté intriguait plus que jamais contre un gouvernement qui n'avait pas d'autorité. L'attitude de Buenos-Aires dans les événements de San-Juan serait incompréhensible si on pouvait supposer un seul instant qu'après Cepeda elle s'était décidée à s'effacer devant la Confédération. Au contraire, elle ne perdit aucune occasion de montrer la faiblesse et l'impuissance du gouvernement fédéral.

Pendant que Mitre préparait avec le Président Derqui une intervention à San-Juan, il laissait fomentier la Révo-

lution dans cette province par les agents de son gouvernement et l'opinion qui, en majorité, était suffisamment au courant de ce qui se passait, applaudissait à cette politique à deux visages. L'opposition elle-même était d'accord avec le gouvernement sur ce point. Ses journaux attaquèrent; il est vrai, assez violemment le Ministre des Finances Elizalde à propos des événements de San-Juan, mais il s'agissait d'un scandale si considérable qu'il fallut que le gouvernement de Buenos-Aires fût bien solide pour ne pas sombrer tout entier dans cette affaire (1).

Evidemment, le pays était en complet accord avec le gouvernement et la véritable opposition ne représentait qu'une minorité négligeable et inconsistante.

L'exécution d'Antonio Aberastain et la protestation anarchique de Buenos-Aires avaient failli précipiter les événements, mais le Président de la Confédération ne s'était pas senti soutenu par l'opinion publique des provinces confédérées. Il n'eût pas été impossible à Buenos-Aires dans ces conditions de réaliser ses desseins sans entreprendre une nouvelle guerre. Il n'y avait pas trois ans qu'elle était entrée dans la Confédération; elle voyait déjà qu'elle seule, Buenos-Aires, pouvait jouer un rôle dans le pays.

Elle se rendait compte qu'elle n'avait qu'à lever la tête pour que chacun baissât la sienne. Elle n'avait qu'à parler

1) Au moment où l'opposition commençait à s'inquiéter des événements de San Juan et à reprocher au Ministre des Finances d'avoir mis un million et demi à la disposition du gouvernement pour les « affaires » de cette province, le journal officiel annonça la mort du gouverneur Vivasoro. Mais le meurtre ne fut perpétré que six jours après, dans des circonstances qui avaient été relatées par avance dans l'organe officiel. Le gouvernement de Mitre n'en subit absolument aucune atteinte..

et tout le monde obéirait. Elle préféra ne pas attendre plus longtemps. Le premier prétexte venu, elle s'en empara et mit ses troupes en branle. Elle eût pu perdre la bataille, mais l'armée de la Confédération combattait sans conviction. Le gouvernement qu'elle était chargée de défendre avait fait ses preuves et montré son incapacité. Son général en chef se retira quand il pouvait encore culbuter l'adversaire, qui se proclama vainqueur... sans avoir vaincu. En réalité le moment était arrivé de s'effacer devant Buenos-Aires. L'opinion publique ne se le dissimulait pas. L'esprit de la nation était assez clairvoyant pour se rendre compte que c'était à Buenos-Aires que revenait l'honneur de diriger les destinées du pays, et que les huit années qui venaient de s'écouler ne l'avaient que trop prouvé. Il fallait faire confiance à Buenos-Aires, s'en remettre à sa sagesse politique et lui passer le pouvoir.

Les provinces de l'intérieur firent à peine semblant de se défier. Le président Mitre était sûr de mettre fin rapidement à cet état de choses. Son premier acte fut d'établir le gouvernement national dans Buenos-Aires même. Rien ne prouve mieux l'autorité dont il jouissait. Aucun président provincial n'aurait pu le faire.

Cet acte prouve bien que Buenos-Aires ne désirait qu'une chose : donner un président à la nation. Le reste avait une valeur secondaire, je veux dire qu'on y attachait *momentanément* moins d'importance. Il serait toujours temps de reprendre la question de capitale. En installant le gouvernement à Buenos-Aires, Mitre faisait de la bonne politique. Il calmait les inquiétudes des provinces, et il savait très bien que personne pour l'instant ne protesterait dans son entourage.

CHAPITRE IV

L'unité est réalisée. Il faut s'entendre cependant, car les difficultés qui restent à vaincre méritent une sérieuse attention. La situation politique revêtra, quelquefois encore, un caractère très grave. Quatorze présidents se sont succédés depuis 1862, y compris les vice-présidents Pellegrin, Uriburu, Figueroa, Alcorta, et Victorino de la Plaza, devenus présidents en vertu de la constitution, à la suite de la démission ou du décès du président élu. Essayons de fixer les événements politiques les plus importants qu'ait connus le pays durant ces présidences différentes (1) dont la dernière, celle du président Yrigoyen, semble consacrer, à notre avis, le développement politique de l'Argentine et marquer dans l'évolution de l'esprit public une étape définitive. Le message du Dr Roque Saenz-Peñas ne fut pas en effet un manifeste sans lendemain, puisqu'il assura le triomphe de la liberté électorale promise, et l'avènement

(1) A partir de Sarmiento ces présidences se sont consacrées à travers mille difficultés à *organiser la nation*, chacun comprenant l'organisation à sa manière, mais y consacrant tous ses efforts.

au pouvoir de l'opposition pour la première fois depuis trente ans, c'est-à-dire du parti radical dans la personne du Dr Yrigoyen.

La bataille de Pavon mit fin à proprement parler à la dernière des grandes *luttres civiles constitutionnelles*. De l'anarchie sociale et politique, comme le dit très justement le Dr J.-V. Gonzalez, on passa au désordre constitutionnel. La nuance est à retenir. Elle correspond à la réalité. Nous eûmes des soulèvements populaires, sous le gouvernement de Sarmiento, sous celui d'Avellaneda; d'autres encore (en 1890 par exemple) qui eurent un caractère assez inquiétant. N'alla-t-on, au cours de l'un d'eux, jusqu'à assassiner le général Urquiza? L'origine de ces émeutes est facile à saisir. C'est d'abord la vieille question de la capitale fédérative qui reprend subitement; ensuite l'inexpérience du peuple et son adaptation définitive au mécanisme électoral; enfin l'occupation d'une partie du territoire par les Indiens et la non délimitation des frontières.

Toutes ces émeutes eussent été évitées facilement, si l'action éducatrice de l'école sur laquelle on comptait tant depuis 1853 avait produit immédiatement les fruits qu'on en avait attendus. La masse restait malheureusement sous l'influence, la tutelle des privilégiés de la fortune, et l'ambiance intellectuelle de la nation continuait à être lourde. Nous aurons l'occasion de voir le peuple se débattre dans l'ignorance pendant de nombreuses années encore après la promulgation de la Constitution. Au point de vue strictement civique, il mène au commencement de la présidence de Mitre une vie végétative et indifférente aux questions politiques. Ne sachant pas où il va, où on le mène, il s'avise à de certains moments de demander des comptes

à ses « leaders »; alors il agit par impulsion, tumultueusement, et en arrive à demander dans les meetings qu'il tient, à la veille des élections, qu'on lui accorde le droit de voter. Car il ne saurait croire que la Constitution lui reconnaît tous les droits électoraux.

Et comment s'en apercevrait-il? Le suffrage universel était, paraît-il, organisé. Mais l'exécutif était chargé de préparer les élections et il savait profiter de l'avantage. Peut-être ont-ils pu trouver de mauvais exemples en Europe! Nous sommes obligés de dire qu'ils les ont suivis et dépassés. Le suffrage universel fut un monopole en Argentine assez longtemps pour qu'aucun argentin parvenu aujourd'hui à la maturité de l'âge ne puisse donner à ce sujet force détails qui prêteraient à rire s'ils ne portaient quelquefois à pleurer. En 1874 des âmes simples purent croire que la révolution bouleverserait la situation et que le peuple allait enfin voter. Chimère! L'axe de la politique se modifia, mais à peine. La violence n'y fit rien. La force fut impuissante. C'est la rouerie qui triomphe; avec elle le plus avisé, le moins scrupuleux.

Ce ne sont que tours de passe-passe, que simulacres d'élection. Les partis officiels l'emportent toujours et la démocratie est un leurre. Cela dura longtemps, trop longtemps. Aujourd'hui l'opposition est au pouvoir. C'est dire que la situation se trouve changée. Mais jusqu'à ces dernières années, si nous avons été libres constitutionnellement, nous ne l'avons été ni moralement ni effectivement. Sarmiento trouvait que notre évolution politique était d'une désespérante lenteur. Dans tous ses écrits il avance cette idée que si l'Amérique du Sud ne se hâte pas de conjurer les périls intérieurs qui la menacent et de stabiliser

sa vie politique « la América será para los Americanos del Norte ». Il ne le dirait plus à cette heure. Mais ses appréhensions n'étaient pas dénuées de tout fondement. Nous manquons d'aptitudes civiques, s'écriait-il un jour (1) et poursuivant sa démonstration outrancière il allait jusqu'à accuser l'Espagne « ce pelé, ce galeux » de tous nos maux. L'Amérique du Sud a été colonisée par la nation qui s'est le moins transformée, depuis que la Réforme, les découvertes des sciences naturelles et les révolutions militaires ont commencé à agiter l'Europe dans le sens de la liberté de pensée.

Il n'était pas nécessaire de remonter si loin pour expliquer la lenteur avec laquelle évoluait la vie politique argentine. A l'époque où le fougueux polémiste faisait le procès de nos prétendues libertés politiques, nous étions doués d'une constitution depuis quelque temps déjà et nous pouvions prendre notre part de responsabilités. Laissons de côté les événements qui se déroulèrent entre 1850 et la bataille de Cepeda et considérons la situation au lendemain de Pavon.

On répète que Pavon est le point de départ de notre organisation définitive. Il y a du vrai dans cette affirmation. Mais voit-on assez quel était l'état de l'opinion au moment où Mitre montait au pouvoir et que si la présidence de Mitre fut relativement calme, elle ne résolut aucune question de politique intérieure?

(1) Voir Téfilo Martinez *Contemporaneos ilustres argentinos*, Paris, Garnier, page 136.

Tandis que nous portions la guerre au Parana, l'opinion restait profondément divisée à Buenos-Aires et dans toute la nation.

Urquiza n'avait pas été battu. Il se retirait du combat sans avoir perdu son prestige. Autour de lui un parti puissant se formait, dont Mitre devait tenir compte. Il résolut de lui faire des concessions. Mais quand son propre parti s'en aperçut, à propos de la question de la capitale, ce fut un tolle général; c'est de là que sortit cette fameuse loi de résidence. Le compromis ajournait le problème, il ne le résolvait pas. Cette loi, votée pour cinq ans la première fois, fut renouvelée jusqu'en 1880. Tant qu'elle resta en vigueur, la sécurité du pays fut compromise. Aucune évolution politique n'était possible. C'était l'idée fixe, le grand cheval de bataille des politiciens. Mitre louvoya. Toute la nation avait fait mine de le soutenir lors de l'insurrection de Peñaloza. Cet événement en lui-même n'a pas grande importance, mais il comporte une moralité. C'est que la situation politique en 1864 était assez embrouillée pour qu'un anarchiste ait pu s'imaginer qu'à la faveur des dissensions entre la province et Buenos-Aires, il ferait aisément revivre le règne des caudillos. Mitre descendit du pouvoir assez dépité. Il n'avait pas assuré définitivement l'ordre public, il n'avait même pas pu assurer le libre fonctionnement de la constitution. Les esprits continuaient à être agités. Sarmiento était à peine au pouvoir qu'on assassinait Urquiza et que Lopez Jordan s'emparait du gouvernement de sa province. Il fallut deux ans pour le battre. Battu, il reparut à quelque temps de là. Et cela toujours à la faveur des dissensions entre le parti localiste et le parti national. Le peuple s'enthousiasma pour les luttes

politiques qui signalèrent la fin de la présidence de Sarmiento.

Avellaneda fut élu et ce fut justice. Trois ans après son élection, un nouveau soulèvement, dirigé cette fois par Mitre, au grand détriment de sa gloire, ensanglanta encore une fois le pays! Maintenant on touche à peu près à la fin du cauchemar! La nation va trouver un certain équilibre politique. Elle sera houleuse pendant six ans, jusqu'au jour où les locataires prendront les armes contre les nationalistes. L'année 1880 fut sanglante; mais ce fut l'échauffourée nécessaire, celle qui élimina les mauvais germes. Avellaneda résolut le problème de la capitale en suspens depuis près de trente ans et accomplit ainsi l'événement le plus important de l'histoire de la République Argentine depuis Cepeda? On ne s'attendait pas à ce qu'un acte aussi grave pût être l'œuvre du président Avellaneda, lequel passait pour un rêveur et un idéaliste. L'histoire ne dit pas qu'il « avait une noble candeur », mais elle gardera à juste titre la mémoire de cet homme qui « ne savait même pas tirer un coup de pistolet » (1) et qui parvint, à force de persuasion et par la seule vertu de son autorité personnelle, à équilibrer la vie politique de la nation. La galère peut voguer. La constitution est consolidée. Son action ne sera pas troublée dorénavant. Les secousses qu'on ressentira de temps à autre n'entameront plus l'intégrité politique de l'Argentine.

Le problème indien, résolu par Roca, le sera avec l'as-

(1) Paroles attribuées à Sarmiento. (Voir Sisson : La République argentine, page 316).

sentiment de tous, sans divergences d'opinions politiques. La question agraire provoquera un mouvement populaire en 1890, où l'on verra reparaître les partis. Il suffira que le président donne sa démission pour satisfaire les passions populaires. Le général Roca pour sa part étouffera rapidement les tentatives révolutionnaires de 1898, car l'autorité du gouvernement fédéral est solidement assise depuis Avellaneda.

Les manifestations anarchistes de 1905 ne seront qu'une tentative sans lendemain (1) qui ne parviendra pas à pousser ses racines en territoire argentin. Malheureusement la liberté politique est encore restreinte à l'aube du centenaire de l'Indépendance. Le Président de la République et les gouverneurs des provinces jouent un trop grand rôle dans les élections, exercent une pression trop efficace. Le gouvernement organise une sorte de trust électoral. C'est la loi du plus fort. D'où une sorte d'atrophie de l'esprit

(1) Les causes de cette révolution dont la portée ne se fit sentir que six ou sept ans après sont : la régression politique, les abus de pouvoir des gouverneurs, le désastre administratif qui compromettait très gravement la situation économique du pays, la décadence morale particulièrement dans l'ordre politique, les atteintes portées au prestige national et en un mot : la régression partout. Le 4 février de cette année, on a célébré dans tout le pays le dix-septième anniversaire de la révolution de 1905.

La *Epoca* publia alors une étude sur l'origine et les conséquences du mouvement et les manifestes de la junte révolutionnaire. On la consultera avec profit. Nous en extrayons seulement ces lignes : la déchéance des institutions était la conséquence immédiate de la politique militaire et égoïste qui prévalait alors. L'union civique radicale prit à sa charge la tâche ardue, noble, patriotique de sauver la nation de ce gouffre. Mais la délation et la perfidie firent échouer le mouvement et la cause généreuse fut vaincue. Cependant la journée ne fut pas stérile. Les années passèrent et tout le peuple de la république, dans ses Comices devenus libres, approuva les hommes qui, avec une vision claire des réalités et des nécessités du moment, avaient provoqué la protestation réparatrice. (Voir *La época*, pages 5 et 6. Une fecha historica, samedi 4 février 1922.)

politique dans les provinces devant l'inutilité de l'effort et la ruine continuelle des espérances. Les citoyens demandaient seulement qu'on les laissât travailler en paix, et qu'on évitât les troubles et les conspirations politiques qui tuaient le commerce et restreignaient le crédit sur les marchés européens. Il leur était absolument indifférent qu'un groupe déterminé fût au pouvoir et que les mœurs eussent transformé le régime fédéral en un régime franchement centralisateur. Le vote n'était pas obligatoire et la grande majorité de la population s'abstenait de remplir ses devoirs civiques. Le parti officiel triomphait toujours et voter contre lui était inefficace. Ainsi se forma un milieu d'indifférence indulgente et de scepticisme philosophique où rien n'indignait personne, parce que rien ne surprenait. On finit par considérer que la politique était une profession qui formait des spécialistes, dont l'activité était concertée à l'avance dans un travail souterrain; on jugea dès lors qu'il valait mieux se taire que protester en vain (1).

Cependant le président Roque Saenz Peña, en 1910, jugea que le pays était tout à fait mûr pour une réforme. Il promit (et il tint parole) dans sa campagne présidentielle l'avènement d'une ère nouvelle en politique. À son ascension au pouvoir il commença par rompre ouvertement avec le parti qui l'y avait appelé. Et quand il eut à choisir ses ministres, il ne se soucia pas de leur origine politique. Il se révélait ainsi un homme d'Etat d'une trempe assez rare, et aussi, imbu d'un véritable esprit démocratique.

(1) Robert Levillier, publié par la *Revue de Paris* sous le titre : Les transformations des mœurs politiques en Argentine.

Écoutons son message de 1913 :

« A chaque consultation électorale, affirma le président, la liberté pose un nouveau jalon pour servir d'orientation à la vie démocratique. La fonction gouvernementale devient de jour en jour plus dure et plus ingrate, à mesure qu'on s'écarte des questions personnelles, qu'on abandonne les intérêts particuliers des hommes et des groupes, et qu'on les subordonne aux exigences de la collectivité. Je ne sais que trop que cette politique n'est pas celle qui reçoit le meilleur accueil. Elle fait perdre des partisans. Je me rends parfaitement compte qu'à la longue je ne rencontrerai sur ma route que des obstacles, soit parce que l'évolution de cette politique va forcément contrecarrer certaines ambitions, soit parce que celles-ci renoncent à tout effort, soit enfin parce que le régime traditionnel a poussé des racines entremêlées et profondes qu'alimente la routine. Mais quels que soient les intérêts en jeu, le désintéressement et l'impartialité imposent l'évolution actuelle.

« *Un gouvernement de liberté, de discussion et de libre examen comme celui que j'ai l'honneur d'offrir à la République n'a aucune raison de craindre l'opposition.* Au contraire, il en tient compte et la respecte comme un symptôme favorable à une bonne administration et à une justice équitable quand elle s'exerce dans les limites de l'ordre et de la vérité.

« L'unité n'existe ni dans les sentiments, ni dans les liens personnels, mais dans la pensée et les convictions, dans un effort harmonique vers la réalisation du but proposé par le programme de cette présidence. Jamais je n'ai promis que cette évolution serait terminée à date fixe et encore moins dans un délai rapproché. L'idée de cette inno-

vation fondamentale et pacifique doit pénétrer dans les esprits par le moyen de la conviction. On n'aura recours à l'autorité qu'en des cas extrêmes. C'est ce qui explique comment nous avons pu arriver au moment où nous sommes sans recourir à la violence, sans verser une goutte de sang, au milieu de luttes ardentes des partis. Il s'agit d'une véritable transformation dans les mœurs et dans les lois, et je voudrais, d'accord avec l'opinion du pays, arriver le plus tôt possible au but proposé. Mais quand il s'agit d'innovation d'ordre supérieur, le temps est un facteur indispensable.

« Je vous ai déjà exposé les raisons qui s'opposent à ce que cette présidence donne aucun caractère officiel à aucun parti.

« Les assemblées électorales du 7 avril au 30 mars ont montré que mon opinion était sincère. Elles ont droit au respect de tous les citoyens, à celui de tous ceux qui aiment leur patrie et qui sont pénétrés du sentiment de son destin élevé. *Le peuple voulait voter, il l'a fait largement, souverainement. Le peuple voulait vivre la vie démocratique, il commence à voir une atmosphère sereine, à réaliser des actes collectifs qui peuvent servir d'exemple à des sociétés plus expérimentées que la nôtre.*

« Vous n'ignorez pas que lors de la dernière élection, de la capitale 67 % des citoyens ont pris part au vote. Cela nous place au niveau de la France et au-dessus de l'Italie et de l'Espagne, de la Suisse et des Etats-Unis qui n'atteignent pas 65, 63 et 53 %. Il faut remarquer que dans ces pays l'inscription n'est pas obligatoire, de sorte

que le pourcentage ne s'applique pas, comme en Argentine, à la totalité des citoyens, mais à ceux qui se sont inscrits volontairement, ce qui donne au pourcentage de la capitale une importance plus grande.

« Le triomphe alternatif des deux partis extrêmes a fait naître des inquiétudes chez certains esprits qui y voient un péril pour la société conservatrice. Mais tous les conservateurs n'ont pas ces appréhensions, et, pour ma part, je puis vous dire que cela ne m'inspire pas non plus la moindre crainte. Le fait que ces partis votent ne veut pas dire que ce sont des partis révolutionnaires et ceux qui défendent leurs idées ou n'approuvent pas leurs tendances ont grand ouvert devant eux le chemin des comices pour défendre leurs doctrines ou restreindre leur influence par tous les moyens que la loi met à leur disposition. »

Le président Roque Saenz Peña parlait ce jour-là un langage que nous n'étions pas habitués à entendre. Il trouvait que l'évolution de nos institutions avait trop tardé. Le vent tournait. Un message présidentiel venait annoncer que dorénavant il n'y aurait plus de « coup de balai fédéral » et que les émissaires du gouvernement dans les provinces ne seraient plus des agents politiques. L'oligarchie rentre dans la coulisse et l'on nous propose une véritable politique de consolidation républicaine. Plus d'abus, plus d'excitation au désordre et de provocations de la part du gouvernement. Le gouvernement n'allait plus être le patri-moine d'une famille, et les élections « une farce destinée à surprendre la bonne foi de la majorité (1) ». La parodie

(1) Pacifico Rodriguez Viltar ciclos históricos.

de la démocratie cessait. La liberté d'exprimer librement sa volonté était accordée effectivement au peuple.

Ce fut l'œuvre de la fameuse loi électorale de 1912, gloire et honneur du président Roque Saenz Peña.

CHAPITRE IV

Cette loi, comme on pouvait s'y attendre, fut violemment combattue par ceux auxquels elle portait atteinte, c'est-à-dire par nombre des anciens partisans de Saenz Peña eux-mêmes. Il est juste d'ajouter que la majorité du peuple tout en applaudissant à la politique du président était un peu sceptique sur ses résultats futurs. Mais cette même année 1912 confondit tous les adversaires du nouveau régime et rassura les sceptiques. Sur les 934.401 électeurs inscrits, 840.852 votèrent dans 4.650 bureaux de votes, alors qu'anciennement à peine 25 % des électeurs exprimaient leur suffrage. Le vote est devenu obligatoire et le truquage est difficile car le bulletin de vote qui porte la photographie et jusqu'aux empreintes digitales de l'électeur est une sorte de livret militaire. C'est le Ministre de la guerre qui prépare les listes électorales qui se trouvent être comme un duplicata des listes de recrutement. Les citoyens qui ne se présentent pas au jour indiqué au bureau de vote sont condamnés à une amende de dix piastres et à deux jours de prison. Le système adopté est celui du scrutin secret tel qu'il est appliqué aujourd'hui en France.

Le résultat des élections de 1912 fut d'abord de mettre un terme à cette indifférence où les constants bouleversements politiques avaient fini par laisser le peuple. De plus, la politique tout en continuant à être une profession ne procura plus de bénéfices secrets et immoraux; l'atmosphère politique s'en trouva un peu dégagée, sinon complètement, du moins assez sensiblement. La politique n'étant pas une position qui dispense de travailler, on est bien obligé, en effet, d'exercer quelque part son activité.

Le résultat enfin le plus significatif ce fut l'accession au pouvoir du parti radical qui n'avait pu envoyer un seul représentant au Parlement, dans l'espace de vingt années. c'est-à-dire tant que le pouvoir était resté aux mains du parti adverse le plus puissant.

Du coup les radicaux gagnèrent huit sièges à la Chambre des députés, et un siège au Sénat, les socialistes en gagnèrent deux, l'union civique un.

On peut donc remercier de ces progrès le président Roque Saenz Peña. Mais n'oublions pas cependant que le parti radical a de bonnes raisons de revendiquer cette loi électorale comme son œuvre. Aucun parti n'y avait tant intérêt.

Le président Saenz Peña eut bien des mérites. Ce n'est pas attenter à sa gloire que de dire qu'il fut le réalisateur d'une idée dont la genèse est antérieure à son arrivée au pouvoir. Déjà en 1908 cette idée était soumise au président Alcorta. Un projet timide et débile fut alors envoyé au congrès; mais il ne revint jamais des Commissions parlementaires, où il s'égara. Le Dr Saenz Peña fit venir plus tard le Dr Yrigoyen et après avoir fait appel

à son patriotisme l'invita à faire parti de son cabinet pour inaugurer une politique nouvelle basée sur une conception plus large des droits électoraux. La réponse du D^r Yrigoyen appartient aujourd'hui au domaine de l'histoire. L'union civique radicale ne recherche pas le pouvoir, dit-il, par amour du pouvoir, mais pour assurer une réparation nationale, pour permettre au peuple d'exprimer librement ses opinions, et lui donner le moyen d'élire aux fonctions de l'Etat, dans la libre discussion des idées, des hommes quels qu'ils soient, qui répondront à ses aspirations. En somme, concluait le D^r Yrigoyen, on ne doit arriver au pouvoir que par l'intermédiaire du suffrage « honorable et garanti ». Le D^r Saenz avait à choisir entre deux alternatives : rendre au peuple ses droits ou supporter les conséquences fatales qui allaient résulter avant longtemps de l'usurpation par le gouvernement de la souveraineté populaire. Le D^r Saenz Peña déploya beaucoup d'énergie et parvint à obtenir que le Congrès votât la loi électorale; notons que le principe même de la réforme électorale a été emprunté au parti radical, lequel, en fin de compte, après lui avoir fourni tous ses rouages, a su assurer son fonctionnement régulier. En même temps que ce parti jetait les bases de la loi électorale et protestait (protestations continues de trente années) contre l'usurpation gouvernementale, il travaillait au développement de la conscience politique dans le pays. Au moment où apparaît la loi électorale, l'heure de rendre les comptes est venue. La nation toute entière a conscience de ses devoirs politiques et sa volonté ferme est d'obtenir les libertés qu'il réclame. Les élections qui ont porté au pouvoir le président Yrigoyen sont éloquentes, et le prouvent surabondamment.

Attribuer donc au Président Saenz Peña *exclusivement* la gloire d'avoir donné au pays la loi électorale de 1912, c'est commettre un abus de langage et aussi une injustice envers un parti qui a si bien mérité de la nation.

Les institutions politiques périllicitaient aux mains des conservateurs. Le Dr Yrigoyen voulut et sut être le Président du peuple « par le peuple et pour le peuple ». Quand, au commencement de son mandat, on se demandait s'il pourrait continuer à soutenir et défendre les idées qui avaient failli plus d'une fois lui coûter la vie, on méconnaissait la valeur et le grand caractère du grand citoyen. Avec lui c'est l'honnêteté administrative qui règne, le crédit national qui grandit à l'intérieur comme à l'extérieur. La République Argentine est en train d'accomplir les hautes destinées pour lesquelles elle était née. Malheureusement le Parlement n'a pas toujours prêté au Président le concours auquel il aurait pu s'attendre pour assurer la rénovation du pays, défait par les discours et les luttes civiles. En revanche il peut compter sur l'appui du peuple, ainsi que le prouvent les dernières élections. Aux élections de janvier l'union civique radicale consacra par un vote éclatant la formule gouvernementale Cantilo-Solanet, en accordant 121.434 voix à ses favoris contre 98.605 aux conservateurs et 10.819 aux socialistes. Cet épisode électoral marque une nouvelle étape victorieuse du peuple argentin. « Il marque la marche certaine et résolue d'une démocratie qui va vers la perfection. C'est la démonstration à la fois de sa conscience et de sa liberté (1). »

(1) Epoca.

Aujourd'hui les élections argentines ont lieu dans la paix et la liberté. De 1916 à 1920 la situation n'a fait que s'embellir et le Président Yrigoyen arrive au terme de son mandat salué par les acclamations de la foule. Où sont-ils aujourd'hui ceux qui prétendaient naguère que le Président faisait la politique de l'empirisme et qu'il avait procédé arbitrairement en intervenant dans les provinces?

La réparation nationale s'est au contraire poursuivie conformément à un plan établi depuis longtemps, longuement médité et conforme aux exigences du pays. Le grand mérite du Président, c'est d'avoir bien compris que toute tentative de reconstitution serait vaine si elle ne reposait pas sur la souveraineté populaire. Les interventions décrétées pour assurer le fonctionnement régulier des institutions dans les provinces, loin d'être arbitraires, n'eurent d'autre but que de rendre au peuple ses libertés politiques. Les gouvernements provinciaux ont cessé ainsi, grâce à lui, d'être l'expression d'une volonté minoritaire et audacieuse. Aujourd'hui, « la République est en paix », comme le disait déjà M. Roque Saenz Peña en 1913. Aucun nuage n'obscurcit l'horizon, aucun conflit ne menace de troubler l'harmonie de notre progrès. A chaque nouveau comice la liberté plante un nouveau jalon pour servir d'orientation à la vie démocratique.

Il est un fait acquis, c'est que les citoyens votent. **Paix**, droits, garanties, activité républicaine, institutions, production, richesse, tel est le tableau attesté par les faits et confirmé par la statistique. »

Notre vie électorale n'en est plus à ses premiers pas. Nous avons conquis la démocratie.

TROISIÈME PARTIE

L'Education nationale et la Vie sociale

ORGANISATIONS — INFLUENCES SUBIES

CHAPITRE PREMIER

M. Sisson, dans sa « République Argentine », cite une anecdote à la fois très plaisante et très typique : « J'ai entendu un jour, écrit-il, un enfant de douze ans, à qui l'on reprochait sa paresse, répondre à sa mère qui se lamentait, et lui disait : « A quoi penses-tu? Vois, ton père est très occupé, ton frère très appliqué. Que penses-tu donc faire plus tard — Moi? c'est bien simple; mon frère travaillera, et je ferai de la vie sociale (1)! »

La société argentine (en particulier à Buenos-Aires, mais non pas exclusivement à Buenos-Aires) a en effet, évolué au cours d'un demi-siècle d'une façon si extraordinaire qu'on ne trouverait peut-être pas dans l'histoire du monde un exemple aussi merveilleux.

(1) La République Argentine, page 191.

Aujourd'hui nous pouvons faire de la vie sociale, ce qui n'eût pas été possible il y a cent ans. Cela ne signifie pas le moins du monde que l'Argentine ignorait la vie de société dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Une telle affirmation pècherait contre le plus élémentaire bon sens. Nous savons en effet le rôle joué par certains salons, celui de M^{me} Thomson entre autres, dans la propagande des idées révolutionnaires. Mais il a fallu l'unification du territoire et l'avènement d'une politique de progrès et de réformes pour permettre à la société de se développer.

Il importe que nous examinions comment s'est formée la société nouvelle, les influences qu'elle a subies, et les particularités qui la distinguent. Ce qui semble mériter notre attention avant tout, c'est le problème de l'instruction et de l'éducation nationales. L'éducation tout est là. Selon le mot fameux du grand français . « Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple. » Vérité encore plus profonde pour l'Argentine que pour la France.

Telle était déjà l'opinion de Rivadavia dont l'œuvre universitaire est un des aspects caractéristiques de son gouvernement. Le mouvement commencé par Vertiz, à la fin du dix-huitième siècle, devait aboutir — premier cycle de la révolution universitaire — à Rivadavia, comme avait abouti aux réformes napoléoniennes le mouvement encyclopédique. Les encyclopédistes avaient laissé mourir l'université de l'ancien régime, ou plutôt ils en avaient précipité la ruine, pour assurer le triomphe de l'esprit nouveau; de même les révolutionnaires argentins laissèrent s'éteindre les modestes établissements de l'époque coloniale, et en particulier le collège de San Carlos et l'Uni-

versité de Córdoba pour renouveler l'université. Mais ce renouvellement se fit attendre plus longtemps qu'en France, à cause de la complication croissante de la politique argentine (1). Avec Rivadavia apparaît enfin un lueur, en 1821, quand le ministre du gouvernement signe avec le gouverneur Martin Rodriguez l'édit du 9 août. C'est une nouvelle Université qu'on inaugure alors (2). Nous avons vu comment son œuvre fut prématurément interrompue. Il eut beau ouvrir des écoles, réglementer les études universitaires, faire venir des professeurs étrangers, inaugurer un collège de sciences morales et une faculté de médecine, ses efforts furent sans lendemain, et, à la chute de Rosas, tout était encore à faire. Seule la ville de Buenos-Aires gardait quelque chose de l'œuvre éducatrice ébauchée par Rivadavia. Rosas avait rappelé les Jésuites en 1836, pour les chasser en 1841. Les efforts tentés avant 1852 restèrent donc à peu près vains; la dictature du tyran les engloutit.

Mais Rosas disparu, chacun se rendit compte que la liberté sans instruction est un leurre et qu'il y aurait des tyrans tant que le peuple ne serait pas à même de jouer un rôle intelligent dans l'évolution du pays. L'exercice des droits que confère aux citoyens le régime démocratique

(1) En 1812 tentatives infructueuses pour organiser un établissement d'études supérieures où l'on enseignerait le droit public, l'économie politique, les sciences exactes, la géographie, les sciences naturelles, les langues vivantes. En 1813 projets d'une Académie de Mathématiques et création d'un institut médical, le seul projet qui ait abouti à cette époque.

(2) Rappelons la largeur d'esprit dont fit preuve Rivadavia en permettant à Fernandez de Agüero hétérodoxe de grande culture, d'enseigner dans l'université nationale, ce en quoi Rivadavia se montrait fidèle aux doctrines de ses maîtres français et d'accord avec ces grands démocrates argentins qui s'appellent Mariano Moreno et Montegudo.

suppose que chacun comprend le fonctionnement de la machine politique, et y participe à sa manière, conscient du rôle qui lui est dévolu. C'était faute d'avoir soigné suffisamment l'éducation du peuple au lendemain de la Révolution de mai que Rosas avait pu exercer sa tyrannie. Les hommes qui arrivaient au pouvoir au lendemain de Caseros devaient éviter le retour d'un nouveau Rosas.

Un des premiers actes du Congrès constituant de 1852 fut donc de tracer les grandes lignes de la réorganisation de l'Instruction publique. L'accord était complet dans toute la nation, au moins sur ce chapitre. Le Congrès n'alla-t-il pas jusqu'à prendre l'initiative de s'en occuper lui-même directement pour la soustraire (1) à l'autorité molle ou à l'incompétence déclarée des ministres. Mais il voulait surtout la plus grande continuité dans les vues de ceux qui seraient chargés d'organiser l'instruction. Pour aboutir à un résultat sûr et immédiat il importait de se garantir contre les fluctuations de la politique et les hasards des combinaisons gouvernementales. Tous les partis étaient d'accord sur le fond de la question, mais fallait-il encore que le programme ne variât pas chaque jour et qu'on poursuivît régulièrement, même à travers les vicissitudes de la politique, l'œuvre salubre et indispensable aux progrès sociaux.

Hélas! on ne saurait tout transformer du jour au lendemain! Bien des années passeront avant que le résultat souhaité ne vienne!

Malgré sa querelle avec Buenos-Aires, le gouvernement

(1) Malgré cette précaution Mitre et Sarmiento ont pu jouer le rôle que nous verrons.

d'Urquiza se mit au travail. Il fit venir des professeurs de France. C'est de l'initiative propre d'Urquiza que partit ce mouvement qui devait rénover la vie sociale argentine et lui fournir ses hommes les plus éminents. Il est ainsi dans l'histoire des peuples des menus faits qui finissent par échapper à l'attention et qui ont joué, quelquefois, un rôle décisif dans leur évolution.

Supprimez l'effort personnel d'Urquiza et sa tentative hardie et vous retardez peut-être sensiblement l'avènement de la magnifique rénovation sociale que devait connaître l'Argentine une vingtaine d'années plus tard. En tout cas vous changeriez complètement sa physionomie.

Il ne fallait pas s'attendre à voir surgir des collèges du jour au lendemain; la vie politique est, en outre, trop ardente pour laisser au gouvernement d'Entre-Rios le loisir de s'adonner entièrement à cette question. Mitre eût pu donc faire mieux que lui, en reprenant pour son compte les réformes qu'il avait amorcées. Celui-ci créa des établissements nouveaux, entre autres des collèges nationaux à Buenos-Aires, Catamarca, San Juan, Tucuman. Mais on attendait mieux de ce gouvernement qui ne sut pas tirer parti de ses propres idées, pourtant pleines de promesses, dont profita son successeur. Il fut trop personnel et peut-être aussi trop aristocratique. Le peuple (chusma, l'appelait-on avec mépris) fut dédaigné, et considéré comme indigne d'exercer des droits politiques. Ce n'était pas un bon moyen de l'éduquer. Les adversaires du gouvernement, c'était des « canailles », Sarmiento était un « fou », un « ivrogne », Avellaneda un « voleur », Alberdi un « traître ».

Tout entier à ses querelles personnelles, Mitre oublia,

plus qu'il ne devait, les besoins du peuple et les exemples qu'il offrait à la jeunesse par ses tractations plus ou moins morales, n'étaient pas faits pour favoriser le développement de l'éducation populaire. Il fonda bien un journal « Los Debates » et en soutint ouvertement un autre, « La Nacion », mais aucun des journaux qu'il patronait ne servait consciencieusement la cause de l'éducation publique. Le malheur était que tous nos journaux gardaient une allure foncièrement politique et que les questions d'Instruction publique occupaient une place trop insignifiante dans leurs colonnes.

Enfin Sarmiento vint. Celui-là au moins de tout temps fut un éducateur. Le rôle joué par cet homme est vraiment admirable. Comme apôtre du progrès sa place est de premier plan. L'organisation de l'Enseignement primaire laissera quelque temps encore à désirer, mais l'éducation de la masse étant devenue le premier souci du gouvernement, on avait bien des raisons d'espérer. Le recensement de 1869 constate que pour 2.000.000 d'habitants il n'y a que 344 écoles primaires, mais à la fin de la même année, on compte pour le même nombre d'habitants 1.425 écoles. Sarmiento créa alors une école normale qui, fonctionnant sans retard, grâce au concours de professeurs étrangers, permit le recrutement indispensable des maîtres.

Partout et toujours Sarmiento montra sa sollicitude éclairée pour l'école. Journaliste au Chili, bien avant sa présidence, adversaire de Rosas, au cours de ses missions diplomatiques, dans ses campagnes parlementaires, tous les jours et à toute heure il revient sur sa grande idée : il n'y aura pas de salut possible, il n'y aura pas d'indépen-

dance ni de liberté effective tant que le peuple argentin n'aura pas passé sur les bancs de l'école. Eduquons le peuple, relevons son niveau intellectuel et sa moralité s'améliorera en même temps que nous préparerons pour l'avenir une classe dirigeante, largement éclairée. « On ne forme pas de nations (1) dignes de ce nom sur la base du bien-être matériel ou de la passion du gain satisfaite. »

La richesse, la puissance de production ne sont glorieuses que lorsqu'elles servent à élargir les horizons moraux et intellectuels d'un peuple.

L'Angleterre de Hampden et de Milton, la Hollande de Sainte-Aldegonde, la France arrachée à l'absolutisme monarchique et théocratique par le groupe des encyclopédistes, l'Allemagne sauvée de la griffe napoléonienne par les étudiants nourris de la sève classique, étaient d'illustres exemples sur lesquels il avait suffisamment réfléchi. Sarmiento ne se contenta pas comme Mitre de projeter la création de collèges nationaux, il en créa. Il ne voulut pas que végétât le collège national de la capitale créé par Mitre et que les intentions de son prédécesseur restassent inopérantes. Depuis 1854 on avait nationalisé l'Université de Córdoba et organisé son enseignement préparatoire dans le collège de Monserrat; Sarmiento rendit viables ces mesures. Des nécessités nationales appelaient la création d'écoles militaires, Sarmiento nous donna en 1869 un collège militaire et en 1872 une école navale. En 1874 la ville de Buenos-Aires avait déjà son institut des

(1) Miguel CANÉ. — Discursos et conferencias, 1919.

sourds-muets (1). Mais le grand mérite de Sarmiento est d'avoir mis en marche, en la perfectionnant, la machine imaginée, ou plutôt adaptée à l'Argentine par Amédée Jacques.

Mitre avait désigné une Commission, en vue d'organiser l'Instruction publique, que devait présider Amédée Jacques, français émigré en Argentine après le coup d'Etat de 1852 et qui devint bientôt le recteur du collège national de la capitale. Aidé de son compatriote Larroque et de Benjamin Gorostiaga, Maria Gutierrez, Jacques proposa un plan qui servit de base fondamentale à l'organisation universitaire argentine, mais dont les événements du Paraguay empêchèrent l'application sérieuse. Sarmiento reprit ce plan, qui sert encore aujourd'hui malgré ses lacunes, et que nous espérons voir réformer et rajeunir. Le plan de Jacques reproduisait celui du système en usage en France à cette époque.

Voici à titre documentaire un horaire comprenant les modifications apportées par Sarmiento et préparées par lui en 1863, en 1870 et en 1874, applicable aux collèges nationaux :

Latin	18,45	11	8
Langues étrangères	25	32	30
Espagnol et littérature espagnole	11	11	11
Mathématiques	36	26	30
Géographie et histoire	14	11	15
Sciences naturelles	20	15	18

(1) Le comte Angelo de Gubernatis a écrit en 1898 un chapitre intéressant qui nous fournit de précieux renseignements sur « Le Scuole », dans son livre *L'Argentina* (Ricordi e Letture).

Philosophie	7	6	6
Dessin	5	10	10
Musique	0	6	0
Instruction civique et his- toire de l'Argentine	2	4	4

Sarmiento surveilla de près l'application des règlements universitaires, persuadé que l'instruction ouvrirait la voie à l'éducation. Mais il eut tort d'accorder trop d'importance à l'enseignement secondaire et supérieur par rapport à l'enseignement primaire.

Puis vint la réforme de 1876 qui porta un coup terrible au mouvement. Au lieu de s'ingénier à faire pénétrer l'école jusque dans les bourgades les plus retirées on s'occupa aussi surtout de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. On faisait fausse route. La démocratie restait ou devenait aristocratique. Le décret d'Avelaneda divisait le collège national en six années, et loin de penser à former de jeunes intelligences on voulut les bourrer. Jacques dans son « Mémoire » eut beau nous mettre en garde contre cette erreur des programmes européens à laquelle il avait essayé tant soit peu de remédier, nous eûmes comme en France des programmes encyclopédiques. On voulut non seulement farcir de grec et de latin la tête des enfants, mais leur apprendre toute l'histoire du monde. Depuis l'antiquité la plus nébuleuse jusqu'à la dernière bataille livrée par le dernier général argentin, toute la géographie, la géométrie, la trigonométrie, la comptabilité, l'économie politique, la cosmographie, l'hygiène... Ces réformes, une fois encore, étaient inspirées par les pédagogues français, mais en admettant

même qu'elles fussent sans défaut dans un pays qui avait, comme la France, des traditions universitaires, elles ne pouvaient guère réussir dans un pays qui, comme le nôtre, commençait à apprendre l'alphabet. Les résultats furent médiocres, l'instruction populaire s'améliorait à peine et l'esprit national n'acquerrait pas la vigueur qu'en avait attendu Sarmiento. Le général Roca pouvait donc dire avec raison, au lendemain de la présidence d'Avelaneda : « Nous avons commencé par où nous devons finir ; l'instruction publique enfermée dans des limites étroites, privée du caractère véritablement populaire que lui assignent nos institutions démocratiques, marche au hasard, sans ordre, sans méthode, sans système, sans unité. » En 1888, sous Suarez Celman, nous entendîmes des paroles encore plus sages : « L'organisation de l'Instruction publique entreprise par le gouvernement, disait le ministre Filémon Posse, a été inspirée par trois idées principales : « Assurer les progrès de la science éducatrice, limiter prudemment les branches à suivre et les programmes, *donner un caractère national à l'enseignement.* » Alors on nous proposa un enseignement véritablement argentin. Suarez eut l'air d'abord de comprendre mieux que ses prédécesseurs le rôle éducateur de l'Etat argentin, mais il n'innova rien puisqu'il retoucha à peine les programmes, ne changea aucun texte, et oublia ses beaux projets dans les cartons de ses bureaucrates. En 1890, changement de décor et nouvelles promesses. Cette fois-ci, c'est la question du latin. Résultats : néant. Mais en 1895 le ministre Gonzalez finit par réformer les collèges nationaux et les écoles normales et apporta quelques remèdes aux maux dont nous souffrions.

Lui-même écrivit plusieurs ouvrages sur l'enseignement, dont *Enseñanza obligatoria* (en collaboration), *Problemas escolares*, *Educacion y gobierno*, *Universidades y colegios*. C'est, si l'on peut employer cette expression, le grand théoricien de l'éducation nationale. Avec lui l'Université devient réellement *éducatrice* et non pas seulement *instruc-tive*. Il mit toute son activité au service de cet idéal, hérité du grand maître d'école Sarmiento. Il poursuivit, prématurément peut-être, la création d'une âme nationale, en entourant de toute sa tendresse cette université nationale de la Plata dont il fut l'animateur.

« Le maître et le professeur, disait-il, grâce à leur contact constant avec les esprits élevés qui ont civilisé et amélioré l'humanité peuvent ouvrir les intelligences, tempérer les caractères et constituent la base la plus solide des plus grandes nationalités. Ils rectifient les instincts, observent les déviations et assainissent les germes d'où naissent des générations entières (1). »

Depuis 1895 nous avons marché de progrès en progrès.

En 1889 le bilan (2) de nos écoles publiques peut être présenté ainsi : 2 universités, 16 collèges nationaux d'instruction secondaire, 36 écoles normales et 3.100 écoles élémentaires (3) dont plus de deux mille gratuites. Les enfants inscrits dans les écoles publiques étaient au nombre de 250.000, la fréquentation scolaire moyenne de 180.000, le personnel enseignant comprenait approximati-

(1) GONZALEZ. Política espiritual, discurso universitario sobre la mision y deberes de la alta cultura en la sociedad moderna, p. 434.

(1) Voir la *Immigration Española en la R. Argentina*, carta que el director de las oficinas de Informacion en España dirige al presidente de la sociedad Union Ibero Americana, Madrid 1889.

(2) Il y en avait 344 en 1889.

vement 7.000 maitres, le budget dépassait 25.000.000 de francs.

En plus de ces établissements il y avait un Institut Agronomique et de vétérinaire, les collèges de « Cabos et de Sargentos », l'école militaire, l'école navale, l'école maternelle, l'académie des Beaux-Arts, l'école de Topographie, des Arts et Métiers. L'Instruction publique à partir de 1895 s'est développée d'une manière à peu près satisfaisante, en particulier en ce qui concerne l'éducation commune, « la plus importante pour la République et pour ses fins démocratiques » (message du Président de la République à l'ouverture des sessions du Congrès le 1^{er} mai 1902). Nous eûmes en 1902 (message présidentiel), 4.538 écoles primaires où étaient inscrits 460.229 élèves; aux écoles officielles correspondent 205.520 élèves. Le prestige social de l'école grandit, affirmait le président, et « s'impose chaque jour sur les préoccupations et l'éloignement qui la maintenaient reléguée à je ne sais quelles classes inférieures et empêchaient cette fusion féconde qui se réalise dans son sein entre tous les éléments qui doivent se mouvoir et lutter dans la vie collective de la République. » En 1903 on s'occupe de construire de nouveaux édifices scolaires plus spacieux et plus hygiéniques pour remplacer des écoles vétustes et insalubres. 11.000 élèves nouveaux s'inscrivent dans les écoles primaires. On crée à Concordia et à Bahia deux écoles commerciales primaires, l'école commerciale de la capitale restant l'école primaire supérieure. Des réformes nouvelles sont introduites dans l'enseignement et le président constate en 1904 un grand progrès sur l'année précédente, et une affluence nouvelle d'élèves dans les écoles. Les Universités de Bue-

nos-Aires et de Córdoba s'étendent. Le gouvernement utilise la cinématographie et les projections lumineuses comme moyen de propagande. En 1906 nous passons de 460.000 élèves à 500.941 les maîtres primaires sont au nombre de 16.292, les élèves inscrits au nombre de 577.65^e. On note la même progression pour les collèges nationaux, les écoles normales et les écoles de commerce. On crée des lycées de jeunes filles.

L'instruction telle qu'elle était organisée n'avait qu'un défaut, elle n'était pas assez nationale.

Le président Saenz Peña entreprit d'y remédier. Le Dr Yrigoyen poursuit heureusement cette tâche, qui cependant est loin d'être terminée (1). Une des tentatives les mieux inspirées de son œuvre universitaire, fut la création et l'inauguration des écoles pour Indiens, dans la province de Juguy, écoles qui fonctionnent aujourd'hui à San Pedro et à Ledesma.

L'idée de réduire les Indiens par le moyen de l'Instruction montre bien qu'une ère nouvelle est venue, ère qui sans doute en prépare une autre plus brillante encore, pour la civilisation argentine.

L'organisation de l'Instruction depuis la constitution a donc passé par des vicissitudes sans nombre. Il nous a fallu plus de quarante ans pour savoir exactement où nous allions. Mais nous ne nous sommes par arrêtés une seconde sur notre route depuis le jour où nous avons compris la

(1) Etablissements d'enseignement secondaire, normal et spécial qui fonctionnent actuellement en Argentine, sous la direction du Ministère de l'Instruction publique : 171.000 élèves, 69.908 dont 29.300 du sexe masculin et 40.608 du sexe féminin, soit 49 % et 58 % respectivement, chaque élève coûte annuellement; collège national, 47.499; écoles normales, 88.404; instituts spéciaux, 47.964.

nécessité impérieuse où nous étions de nous vouer à la tâche éducatrice qu'exige l'avenir du pays. Malgré nos erreurs, depuis Sarmiento nous avons fait du chemin. La tâche n'est pas finie, il importe de nationaliser les écoles plus franchement, plus catégoriquement que nous ne l'avons fait jusqu'ici. Il ne s'agit plus comme en 1890 de se demander s'il faut conserver ou non le latin (1) qu'un ministre bien intentionné considérait à tort ou à raison comme indispensable à la prospérité nationale.

Il s'agit seulement de sauver l'esprit national et de travailler, par le moyen de l'école, à la formation d'une *race argentine*, chaque jour plus homogène. L'esprit national doit dominer à l'école; car si nous continuons à être cosmopolites, nous sommes déjà passablement argentins (2).

Quoi qu'il en soit, nous pouvons être fiers d'avoir tant fait en si peu de temps. Les ministres qui se sont succédés ont plus ou moins travaillé à cette œuvre et avec plus ou moins de succès; les programmes ont quelquefois varié légèrement; mais tous les programmes se valaient s'ils ont tous contribué également à la formation intellectuelle et au perfectionnement social dans ces cinquante dernières années. Buenos-Aires ne fut pas devenue en si

(1) Des querelles de ce genre ont lieu aujourd'hui en France. Après bien des années, nous avons fini par en venir à peu près au système en vigueur en France, maintenant.

(2) Ramos Mejia en 1908, arriva à la tête du Conseil national d'éducation avec des idées dont la réalisation complète eût été un bonheur. Il ne tenait à rien moins qu'à « nationaliser notre enseignement ». Mais il eut juste le temps de présider des commissions de réforme, de préparer des plans, de baptiser les édifices scolaires de noms d'argentins célèbres, après quoi il fut balayé par la réaction, comme Sarmiento trente ans avant.

peu de temps la première capitale de l'Amérique du Sud et l'une des plus brillantes du monde, sans un effort incessant pour instruire la nation. Nous savons ce que nous devons à l'étranger, mais ce n'est pas une raison pour nous ignorer nous-mêmes. Les écoles argentines font déjà l'orgueil du pays, et nos voisins de l'Amérique du Sud sont moins avancés que nous dans la voie de l'instruction publique.

Le tableau comparatif dressé par W.-A. Hirst dans le livre qui a pour titre « Argentina (1) » justifie cette affirmation de l'auteur : « Argentina is more advanced than her neighbours. » Et il faut encore tenir compte de ce fait que l'accroissement démesuré de la population de Buenos-Aires, en particulier, et des provinces dans une certaine mesure, ne permet pas d'accroître immédiatement dans les mêmes proportions le nombre des écoles et des maîtres. On a eu beau diviser en deux séries (une série pour le matin, une autre pour l'après-midi) la population scolaire, un certain nombre d'enfants du peuple ne trouvent pas place régulièrement dans les écoles. Mais la situation va chaque jour s'améliorant pour le plus grand bien-être matériel et moral du pays.

On a hâte d'améliorer et de perfectionner un outil dont dépend le sort de l'Argentine et le rôle qu'elle doit jouer dans l'histoire du monde. C'est ce qui explique que l'Instruction publique continue à être chez nous un perpétuel devenir. C'est ce qui explique que l'éducation soit devenue

(1) Londres 1912. Le pourcentage des élèves en 1912 selon W. A. Hirst était de 10 % en Argentine, 7 % en Uruguay, 3,7 % au Chili, 2,8 % au Paraguay, 2 % au Pérou, dans la Bolivie et au Brésil, pourcentage calculé d'après le total de la population.

pour nous, plus que pour aucune autre nation peut-être, une œuvre nationale. Tout Argentin se rend compte que nos malheurs passés, que nos luttes fratricides, que nos révoltes insensées, et en un mot tout ce qui a retardé le pays sur la voie triomphale où il marche à grands pas aujourd'hui, eût été évité, en tout cas n'eût été qu'un épisode sans lendemain dans notre vie nationale, si, au lendemain des guerres de l'Indépendance, on avait tout sacrifié à la formation de l'esprit public. Assez longtemps malheureusement l'instruction primaire ne répondit pas aux immenses besoins du pays. Urquiza, Sarmiento avaient bien fait venir des maîtres de l'étranger, mais ce n'était pas en instituant une école normale à Buenos-Aires ou à la Plata qu'on allait pouvoir du jour au lendemain doter un pays grand dix fois comme la France d'un cadre complet d'instituteurs. Une fois sur la bonne voie, malgré les vicissitudes et les déboires antérieurs, on ne s'est pas arrêté (1). Le budget de l'Instruction publique en 1914 atteignait 56 millions de piastres (le budget total de la Fédération étant de 449 millions). Ces 56 millions représentent non pas la somme totale dont le pays avait à disposer pour l'Instruction publique, mais la somme prélevée sur le budget fédéral ordinaire. A cette somme il faudrait ajouter trois à quatre millions prélevés sur le budget extraordinaire de la Confédération, et, comme nous l'avons indiqué, aux termes de la constitution nationale, chaque province doit à son propre compte « assu-

(1) Malgré les difficultés signalées, le nombre d'écoles normales instituées de l'avènement au pouvoir de Sarmiento à 1911 passe de 0 à 44; en 1914, il y en avait 23 autres.

rer l'éducation primaire ». Les 58 ou 59 millions de pesos votés par le Congrès national constituent une simple subvention, sans compter celles qu'il accorde aux différents établissements publics ou privés dont les ressources sont insuffisantes. Or, s'il faut en croire un tableau dressé pour 1912 pour les différentes provinces, le pourcentage prélevé par chaque province en faveur de l'Instruction publique sur le budget annuel est relativement très élevé.

Sur un budget de 57 millions, Buenos-Aires consacrait plus de 10 millions à l'Instruction publique; Entre-Ríos 1,36 pour un budget de 5,5; Córdoba 1,35 pour 8,6; Tucumán 1,1 pour 5,8; Santiago 0,7 pour 1,8; San Luis 0,39 pour 1,28; Juguy 0,29 pour 0,8; Corriente 0,8 pour 2,4; San Juan 1,69 pour 0,25; Santa-Fé 2 pour 13, etc.

Il est encore possible de faire mieux, mais le résultat est appréciable (1).

La population scolaire de l'Argentine n'est-elle pas supérieure, proportionnellement, à celle de tous les autres pays latins, la France excepté?

(1) Il ne faut pas oublier que le budget spécial de l'Instruction publique, dans les pays mêmes où l'instruction est le plus en honneur, atteint ou dépasse à peine 1/5 du budget général.

CHAPITRE II

La culture n'est plus un rêve en Argentine. C'est une réalité. Au fur et à mesure que se manifestait la sollicitude (1) des Pouvoirs publics pour l'instruction et que le peuple prenait conscience des nécessités de l'heure, il se formait une ambiance intellectuelle pleine de promesses.

On finit par se rendre compte, en effet, qu'il ne suffisait pas de créer des écoles et qu'il fallait entretenir, alimenter l'esprit populaire et l'occuper en le guidant.

Ce fut le rôle de la presse dans ces dernières années. Que n'a-t-elle toujours joué ce rôle?

Une fois entrée dans cette voie, les protestations d'impartialité, de défenseur de l'intérêt public n'auraient pas dû être de simples affirmations.

Ne demandons pas toujours l'impartialité à ceux qui ne peuvent que rarement et difficilement la pratiquer, mais il faudrait être d'une injustice criante pour ne pas recon-

(1) Les écoles spéciales jouissant de subventions de l'Etat ou entièrement aux frais de l'Etat augmentent sans cesse. Tout est calculé de façon à assurer l'instruction à tous et il n'est guère de démocratie où sous ce chapitre le rôle de l'Etat soit mieux compris.

naître que la presse s'est faite souvent chez nous l'écho des exigences matérielles et morales de la nation. Tout est relatif. De la réalité à l'idéal, il y a bien du chemin. Les passions ont toujours aveuglé et les passions politiques surtout, en Argentine comme partout ailleurs. Mais quand il ne s'agirait que des informations communiquées au peuple, qu'elles nous aient renseignés sur nos propres affaires, qu'elles nous soient venues de l'étranger, c'est une source d'enseignement, ce sont des facteurs éminemment favorables à l'évolution de l'esprit public.

Or, ce n'est pas d'aujourd'hui que nous possédons des journaux d'information.

Certes l'esprit de notre presse était encore assez jeune au milieu du siècle dernier, mais depuis que de chemin parcouru! On pourra dire tout le mal possible des journaux subventionnés, mais se rend-on compte des avantages que nous en avons tirés à l'époque où nous commencions à peine à voler de nos propres ailes? Saurait-on n'adresser que des reproches au gouvernement de Sarmiento ou d'Avellaneda qui ont permis à la presse d'étendre son rayon d'action?

Nous avons pu ainsi connaître, presque au jour le jour, les grands événements qui se déroulaient soit chez nos voisins du Nord, soit de l'autre côté de l'Atlantique.

Le plus humble gaucho, sorti de l'une de ces écoles primaires instituées par le premier président vraiment démocratique que nous ayons eu, pouvait suivre le mouvement des idées à travers le monde et embrasser d'un coup d'œil des horizons nouveaux pour sa jeune intelligence. La lumière nous est venue de l'autre côté de l'Océan,

mais elle ne nous est pas venue en une seule fois et n'a pas contribué seulement à percer les ténèbres où nous tenait le régime à jamais détestable de la colonisation. Par son action quotidienne la presse a été pour nous un agent civilisateur des plus efficaces. Le développement de la presse dans la capitale et relativement dans tout le pays a été extrêmement rapide. A qui en douterait, il suffirait de parcourir une collection, même la plus médiocre, des journaux ou des revues dues à la protection gouvernementale, il y a seulement quarante ans ou cinquante ans. On peut suivre ainsi à la trace la diffusion des idées dont est sortie cette pléiade magnifique qui a honoré la patrie argentine. Remarquons qu'il n'y a pas entre l'Argentine et l'Europe de traité de propriété littéraire et mesurons tout le profit que nous en avons tiré.

En 1889, c'est-à-dire moins de cinquante ans après la promulgation de la Constitution, on publiait à Buenos-Aires les journaux étrangers suivants : *Argentinistres*, *Wochemblatt*, *Boletín de la Camara Italiana*, *Boletín de la Cámara española*, *Buenos-Aires Handels Zeitung*, *Deutsche la Plata Zeitung*, *El correo español*, *El Piccolista*, *Il Maldicente*, *Il Vessillo dell Arte*, *La Nazione Italiana*, *La Patria Italiana*, *La Vérité*, *La Vipera*, *La Voce del Ticino*, *Le Courrier de la Plata*, *L'Amico del Popolo*, *L'Indépendant*, *L'Immigrant*, *L'Italia*, *L'Operario Italiano*, *Laurak-Bat*, *Lo Srago Istruttivo*, *The Buenos-Aires Herald*, *The Central News*, *The Southern Cross*, *The Standard y Vorwats*.

A la Plata, au Rosario, à Córdoba, et dans toutes les villes de quelque importance, on publiait également des journaux en plusieurs langues, organes des différentes col-

lectivités étrangères (1). Plus de six cents journaux en toutes langues, les journaux argentins compris, paraissent alors dans le pays. Rapidité, exactitude du service télégraphique, richesse typographique, on vise à tout à la fois. *La Nacion* élève un palais pour ses ateliers et aussitôt les autres journaux cherchent à l'égaliser, à le surpasser.

La Tribuna Nacional, à propos du centenaire d'un grand homme, donne une édition extraordinaire qui contient la matière suffisante pour un livre de 500 pages (2). *La Prensa* fait paraître une édition le 1^{er} janvier 1889 dans laquelle elle passe en revue tous les événements qui ont appelé l'attention en 1888 dans le nouveau et l'ancien monde (32 pages, 224 colonnes, chacune d'elles mesure 58 centimètres de long sur 8 de large, chaque ligne est composée en moyenne de 34 lettres, et une colonne de 220 lignes) (3).

L'émulation produit ses effets bienveillants.

Parallèlement à la diffusion de la presse quotidienne, la presse périodique se développe et avant même la fin du dix-neuvième siècle certaines de nos revues pouvaient être enviées par l'étranger. Ainsi ont pénétré au fur et à mesure, même l'histoire, la science et la géographie, jusque dans le bas peuple.

(1) En 1896, le nombre de ces journaux et des revues en langue étrangère s'est considérablement accru. Voir « L'Argentina », de Gubernatis, *op. cit.*

(2) La imigracion española, 1889, *op. cit.*

(3) On trouvera dans l'ouvrage déjà cité de Gubernatis, une liste des journaux argentins et revues en 1896 et les listes de nos journaux et revues d'aujourd'hui sont à la disposition de tous, à la Prensa, à Paris, et au boulevard Raspail, 96, au groupement des Universités pour les relations avec l'Amérique latine.

L'Argentine a été gâtée à ce point de vue par rapport aux autres républiques latines. Malgré les tares inhérentes à l'exercice du journalisme (officiel ou non) la presse a, sous toutes ses formes, rendu des services éminents à la nation. Lente au début, très lente même avant l'arrivée de Sarmiento et d'Avellaneda au pouvoir, l'action qu'elle a exercée par la suite comme éducatrice et préceptrice de l'esprit public a complété les autres initiatives gouvernementales. Qui sait si le respect des institutions et des lois, dont nous n'avons été que trop longtemps à ignorer la nécessité, n'a pas été inculqué à la masse du peuple par l'action continuelle et journalière de la presse? Pendant longtemps, la presse ne put être en Argentine ce qu'elle est devenue depuis, ce qu'elle est nécessairement dans tout pays réellement démocratique : le reflet de l'opinion publique. L'esprit public n'avait pas la fermeté exigée pour participer effectivement à la vie politique ou sociale. Notre situation ne ressemblait pas à celle de l'Europe lorsque celle-ci vit en quelques années se multiplier la force d'expansion de la presse.

La presse ne faisait alors que suivre les progrès de la science; chez nous tout était à faire. La presse a commencé par former, puis elle a guidé, dirigé l'opinion publique; mais malgré les progrès de la science, l'imprimerie n'a pu devenir une grosse entreprise commerciale que du jour où l'esprit public s'est trouvé à même de prendre la direction réelle de la démocratie. Jusque-là, de quelque nom qu'on la pare, cette démocratie n'est qu'une oligarchie plus ou moins populaire, plus ou moins hypocrite, mais oligarchie tout de même. Dans son ensemble l'action de la presse politique ou d'information a donc été profitable.

Faudrait-il en dire autant de celle de nos orateurs politiques? Nous avons un goût marqué pour les discussions publiques et c'est tant pis. On reproche souvent aux Français d'aimer les discours. On pourrait nous faire le même reproche en y ajoutant le mot bien connu d'un personnage de Molière.

Nous avons, comme dirait Damon, « l'art de ne rien dire avec de grands discours ».

C'est un défaut bien latin; nous aurons beau vouloir être une nation moderne éprise de réalité, nous nous laisserons toujours séduire par le charme de la parole et l'entraînement des beaux discours! C'est à croire que nous avons un surcroît d'activité qui déborde malgré nous, comme un torrent après l'orage. Les programmes développés dans les réunions publiques ne sont jamais autre chose que des programmes, c'est-à-dire un assemblage de mots forcément vagues et indéterminés.

Le peuple applaudit, se monte la tête, ou bien proteste, tempête; mais est-ce à cette école que s'est formé l'esprit public? Personne n'oserait le soutenir. — Mais quelle règle n'a son exception?

Déjà bien avant la constitution quelques hommes d'élite s'étaient nettement élevés au-dessus de la foule des hâbleurs parlementaires. Qui n'a entendu parler des harangues de Mariano-Moreno, par exemple? Dans la période qui suivit la promulgation de la constitution l'on pourrait trouver ainsi des orateurs dont l'action a joué un certain rôle dans le mouvement des idées publiques.

Les noms de Mitre, Sarmiento et d'Avellaneda, trois des plus grands orateurs des temps modernes, se retrouvent ici encore. Si l'éloquence politique a pu à la rigueur, con-

tribuer à l'évolution de l'esprit public argentin, c'est grâce surtout à ces hommes dont l'influence s'est exercée dans toutes les branches de l'activité nationale. Il est incontestable en tout cas qu'il s'agit d'une contribution très limitée et qu'il ne faudrait lui accorder qu'une importance tout à fait secondaire.

Limitée aussi est l'influence exercée sur le peuple par les penseurs argentins jusqu'à ces dernières années. L'œuvre lyrique d'Andrade et de Ricardo Gutierrez a exalté l'âme nationale et entretenu dans le peuple le culte d'un passé glorieux.

Mais cela manque de continuité; ce sont des étoiles qui filent dans la demi-obscurité du ciel. Le génie poétique n'est jamais, d'ailleurs, qu'une brillante improvisation forcément superficielle.

Sans aller jusqu'à soutenir qu'un poète n'est pas plus utile à l'Etat qu'un joueur de quilles, il nous faut reconnaître qu'aucun poète n'a exercé chez nous la fonction rêvée par Alfred de Vigny et par Victor Hugo.

Notre sol n'a donné naissance jusqu'ici à aucun de ces penseurs vigoureux qui s'imposent au monde dès leur apparition; cela n'empêche pas, d'ailleurs, à l'œuvre littéraire de Sarmiento par exemple, d'être une œuvre solide où le peuple a pu trouver une ample matière à réflexion. Peut-être cependant avons-nous eu trop d'adapteurs pendant une quarantaine d'années. Mais nous sommes en train de nous rattraper et magnifiquement. Il suffirait d'ouvrir entre autres publications, un numéro de la *Revista de filosofía* pour s'en convaincre. Notre heure viendra; que dis-je? elle est venue. La génération qu'on est convenu d'appeler

la génération « del 80 » (1) de Ramos Mejia à José Ingenieros, mérite notre reconnaissance. Le groupe de l'Ateneo aura bientôt, il faut l'espérer, son historien. Poètes, prosateurs, sculpteurs, musiciens, il y avait de tout dans cette association. L'influence de Ruben Dario s'est exercée individuellement sur les nouveaux venus, A. Llanos, Oliver, Diaz-Romero, José Ojeda, José Pardo, mais les autres déjà connus, Rivarola, Matienzo, Dellepiane, Quesada, O. Saavedra, Escalada, Jaimes Freire, Estrada, poursuivirent toujours selon leur propre inspiration, l'œuvre de rénovation sociale dont ils s'étaient faits les champions, dès le début de leur carrière. Le malheur c'est que tous s'adressent à une élite, à la partie la plus cultivée de la nation et c'est ce qui, en dépit de leurs efforts, réduit considérablement la portée sociale de leur œuvre.

(1) V. Ingenieros la generacion « del 80 ».

CHAPITRE III

Pendant la longue période de préparation qui, de 1850 nous a amenés à l'époque actuelle si riche en promesses, nous n'avons pas cessé de nous maintenir en contact avec l'étranger, soit par des voyages fréquents en Europe, soit par des lectures, cependant que l'immigration venait nous prêter une aide efficace.

Avant la Révolution de 1810 les fils de la jeune Amérique se promenaient à travers l'Europe et recueillaient au cours de leurs randonnées les idées nouvelles et libératrices répandues dans le monde. Une fois la nation constituée, le gouvernement favorisa cette émigration momentanée de la jeunesse studieuse. Des chargés de missions parcoururent en même temps la vieille Europe et purent étudier sur place des sujets déterminés.

Que de temps avons-nous gagné ainsi!

On ne part pas de l'Argentine pour aller passer quinze jours de l'autre côté de l'Atlantique. Un séjour de plusieurs mois en Europe, de plusieurs années même, s'imposait à tous ces voyageurs.

Il est un fait hors de doute malgré tous les efforts d'une

propagande envenimée, c'est notre préférence marquée pour la forme de la culture et de la civilisation françaises. Cela explique aisément le rôle joué par elles dans l'évolution de l'esprit public argentin. Nous avons vu un français, Amédée Jacques, organiser notre enseignement, alors que Martin den Moussy écrivait sur l'Argentine un ouvrage historique et géographique un peu oublié aujourd'hui, mais qui rendit des services éminents en son temps. Dans les collèges nationaux il n'était pas difficile, dans les années qui suivirent leur création, de trouver des manuels traduits ou imités d'ouvrages français; et quand nos facultés (aussi bien nos facultés de droit que celles de médecine et de sciences) commencèrent à mériter ce nom, quels livres furent plus en honneur que les livres français! Aujourd'hui, c'est une chose bien entendue et il suffirait, à n'en pas douter, de jeter un coup d'œil à la porte de nos libraires. Nous sommes au courant de tout ce qui se passe dans les maisons d'éditions parisiennes. Nous connaissons la dernière nouveauté parue en librairie. M^{me} la Comtesse de Ségur voisine quelquefois avec Paul de Kock sur les rayons de nos bibliothèques et à côté d'un roman de M. Daudet on y voit une plaquette de M. Téry. Antérieure à la guerre, l'influence intellectuelle de la France n'a cessé de grandir chez nous depuis le grand conflit. De ce développement, l'Argentine a tout à gagner.

Romans, poésies, histoire, critique, sciences — toutes les sciences — nous avons pris notre bien où nous l'avons trouvé, et c'est incontestablement l'esprit national français qui a rendu le plus de service à l'esprit public argentin. Les faits sont là pour le prouver et s'il faut citer des chif-

fres, n'est-il pas impressionnant de penser que plus de 70 % des livres empruntés à l'étranger depuis 1880 et 60 % au moins de ceux traduits dans notre langue dans le même laps de temps sont français. Les idées, les sentiments français semés sur un terrain favorable ont germé rapidement. Qu'on ne s'y trompe pas cependant; cela n'étouffera pas notre originalité. Il ne s'agit pas d'un asservissement; nous pouvons donner aux idées qui nous viennent de l'autre côté de l'Atlantique un cachet nouveau, et, nous leur donnons toujours une allure si vive et si fringante qu'elles se rajeunissent au point de devenir méconnaissables. A bien regarder, en effet, on trouvera dans le tour de notre esprit toutes les formes du génie et de la culture française. La masse de la population, sans s'en douter manie une langue qui a beaucoup perdu de la souplesse castillane, mais qui a gagné en même temps dans le maniement des idées et des tournures françaises un peu de cette clarté magnifique que le monde envie à la langue de Voltaire.

Le saint-simonisme et le positivisme de Comte sont les deux grandes doctrines qui retinrent le plus notre attention au siècle dernier, l'une et l'autre exerçant une influence signalée sur notre développement social. L'influence de Saint-Simon s'exerça surtout dans la première moitié du siècle en même temps que nous nous intéressions profondément en philosophie et en histoire à Lerminier, à Guizot, à Cousin, en littérature à Villemain, en politique à Tocqueville, à Leroux, à Louis Blanc. L'influence de Saint-Simon sur la jeunesse d'Alberdi est incontestable. Quand les hommes de l'association de mai émigrèrent en 1839, la presse de Rosas les traita de Saint-Simoniens sans qu'ils

protestassent contre cette classification. Le correspondant de la « *Gazeta de Buenos-Aires* » dénonçait les proscrits en disant : « Il y a aussi un club qui s'intitule Romantique et Saint-Simonien, dont Alberdi est le président (1). » Ces Saint-Simoniens étudiaient moins la doctrine saint-simonienne en elle-même qu'ils ne cherchaient à en dégager l'utilité pratique pour le plus grand bien de l'éducation et du développement social de la nation. Sarmiento lui-même, avant son voyage en Europe (1845) et son changement de direction, était avec Alberdi et Echeverria sous l'influence de Saint-Simon (2). Après 1850 Saint-Simon vieillit un peu, mais Auguste Comte vint continuer son influence.

M. José Ingenieros (3) dit avec raison que les idées de Comte ne semblent pas avoir été connues par Echeverria et par les autres fondateurs de l'association de mai, au début de sa création. Quelques ressemblances dans les directions sociologiques s'expliquent par l'influence de Leroux, qui constitua la branche politique du Saint-Simonisme, Comte en représentant l'élément philosophique.

Alors que l'association de Mai cherchait surtout à *appliquer* à la société argentine les théories Saint-Simoniennes, l'influence de Comte a surtout été dictatique jusqu'à ces dernières années. La philosophie de Comte a provoqué une série d'œuvres dont la vogue n'est pas terminée. M. José Ingenieros pour sa part « placé, comme il le dit lui-même, sous l'aile des événements », a traduit ou

(1) Revista de filosofia José Ingenieros.

(2) Obras de Sarmiento tomes IV et XI.

(3) La revista de filosofia, *op. cit.*

publié les œuvres suivantes : *La filosofía positiva, el llamamiento a los conservadores de A. Comte. Examen de la cuestion del divorcio de A. T. M. La Política Positiva. Ensayo sobre el positivismo. Curso de filosofía positiva, etc...*

Depuis 1880, au moins, l'influence d'Auguste Comte s'est fait sentir sur la presque totalité de nos écrivains scientifiques et particulièrement sur nos premiers essais de sociologie nationale.

Dans l'enseignement supérieur, influence plutôt lente. Mais le principal foyer de cette propagande a été l'Ecole Normale de Parana, laquelle a formé directement ou indirectement les maîtres et les professeurs qui dirigent la culture normale et primaire de la nation. C'est elle en effet qui a fourni l'élément qui a organisé l'éducation primaire dans les provinces et orienté notre culture, nos méthodes et nos initiatives, elle enfin qui a formé le noyau de professeurs qui ont organisé la première faculté d'éducation, celle de la Plata.

Or cette Ecole Normale de Parana n'est que l'application dans l'ordre de la pédagogie des méthodes de Comte. Le plan d'études de 1886 en particulier est l'adaptation raisonnée et réfléchie de la doctrine Comtienne et des procédés scientifiques du philosophe à l'éducation argentine. Les noms de Pedro Scalabrim, de Carlos V. Verzara, de Alfredo Ferreyra et de Victor Mercante sont inséparables de l'histoire de la civilisation argentine, par la science et l'habileté avec laquelle ils surent appliquer à notre enseignement primaire les méthodes de Comte; mais le philosophe français n'en a pas moins exercé une influence fondamentale sur notre évolution, si comme le pensait

Sarmiento, et comme il est vrai surtout en Argentine, « gouverner c'est éduquer ». L'œuvre réformatrice d'Auguste Comte commande depuis 1880 notre éducation nationale.

Saint-Simon et Auguste Comte, tels sont les deux penseurs étrangers dont l'influence s'est le plus manifestée en Argentine au siècle dernier. Les idées du premier comme réformateur de l'ordre social ne dépassent pas chez nous les limites de la théorie, mais celles du second au contraire trouvent leur application rigoureuse dans le domaine de l'Instruction publique dont elles permettent de répandre les programmes conformément aux besoins du pays.

CHAPITRE IV

Au problème de l'influence étrangère sur le développement de l'esprit public en Argentine dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle se rattache étroitement celui de l'immigration.

Nous avons vu les avantages offerts par la Constitution et la loi de 1876 aux immigrants.

Avant que Sarmiento n'eût dit « *Gobernar es educar* », Alberdi s'était écrié : « *Gobernar es poblar.* » Ces deux opinions se complétaient.

Il était à prévoir que si l'immigration parvenait à se faire sur une grande échelle, l'influence de l'étranger se ferait sentir profondément, non pas seulement sur notre développement économique, mais sur l'esprit même de la collectivité indigène. La législation argentine éminemment libérale pour l'immigrant donna les résultats qu'on en pouvait attendre. En trente ans, de 1857 à 1886, 1.098.320 immigrants arrivèrent dans la République. Le tableau suivant permettra de suivre le mouvement de progression de l'immigration.

Années	Nombre d'émigrants	Années	Nombre d'émigrants
1857	4.951	1873	76.332
1858	4.865	1874	68.277
1859	4.735	1875	42.066
1860	5.656	1876	30.965
1861	6.301	1877	36.325
1862	6.716	1878	42.958
1863	10.408	1879	55.155
1864	11.682	1880	41.651
1865	11.763	1881	47.484
1866	13.696	1882	51.503
1867	17.046	1883	63.243
1868	29.234	1884	77.805
1869	37.934	1885	108.722
1870	39.967	1886	96.116
1871	20.930		
1872	37.037		1.098.320

Les Français ont fourni pour leur seul compte depuis 1886 :

De 1886 à 1890	13.080
De 1891 à 1891	12.197
De 1896 à 1900	14.403
De 1901 à 1905	14.034
De 1906 à 1910	20.746
De 1910 à 1915	17.990

Sur un total de 93.116 immigrants débarqués au port de Buenos-Aires en 1886, 62.444 venaient directement d'outre-mer, 29.532 par la voie indirecte de Montevideo, 1.140 de diverses provenances et par différents bateaux.

Plus de 9.110 d'entre eux venaient d'Europe (1). En les classant d'après leur origine nous observons qu'il y a à peu près 62,25 % d'Italiens, 15,9 % d'Espagnols, 7,20 % de Français, 2,50 % d'Anglais, 2 % de Suisses, 1,75 % d'Allemands, 1,50 % d'Autrichiens, 7,8 % d'autres nationalités. En 1884 les Belges se mêlent au courant immigrant.

En se basant sur l'effectif total depuis 1857 jusqu'à 1917 à peu près, effectif qui atteint le chiffre de 3.924.952 immigrants, on peut sans trop s'écarter de la vérité dresser le tableau suivant :

Italiens	2.052.925	Belges	21.781
Espagnols	1.132.460	Portugais	16.419
Français	201.732	Hollandais	8.846
Russes	115.827	Danois	6.370
Autrichiens	89.442	Américains d u	
Hongrois	74.191	Nord	5.010
Allemands	50.731	Nationalités diver-	
Suisses	30.619	ses	12.073

Par qui est représentée cette immigration? Par quelle classe sociale? Surtout et presque exclusivement (pour des raisons qu'il est facile de comprendre), par des professions manuelles et par des industriels, des ingénieurs et des commerçants. Parmi les diverses professions, écrivait en 1887 un Ministre des Affaires étrangères, le D^r Norberto Quirimo Costa, dans un mémoire, il y en a plusieurs qui n'assurent aucun avantage à ceux qui les exercent, en

(1) La République Argentine, par Ernest Van Bruyssel, nouvelle édition.

tant qu'immigrants. Ce sont celles de bureaucrate, d'employé civil, de commis de commerce, de teneur de livres, d'avocat, de médecin, d'homme de lettres.

Ces immigrants ainsi que ceux qui se considèrent comme étant de bonne famille et s'en vont à la recherche d'une position sociale, sont ceux qui occasionnent le plus d'embarras au département de l'immigration, au public en général et surtout à leurs nationaux. Au point de vue strictement social on peut le regretter, la qualité de l'immigration en eût été sans doute améliorée. Dans l'apport incessant des nations cinq seulement ont joué par le moyen de l'immigration un certain rôle dans l'évolution de l'esprit public; parmi ces cinq nations celles dont l'influence a été la plus grande ne sont pas précisément les mêmes qui ont fourni le contingent le plus fort. La qualité de l'immigration française en particulier, et celle de l'immigration anglaise et allemande, a été de beaucoup supérieure à celle de l'immigration italienne, la plus importante pourtant, numériquement. L'immigration italienne n'a jamais été que saisonnière. Ne l'a-t-on pas appelée « emigracion golondrina », l'émigration hirondelle?

Elle a, de plus, fourni principalement des ouvriers agricoles et des manœuvres. Cela ne signifie pas que son influence a été nulle, mais qu'elle a été moindre. Aujourd'hui la qualité de l'immigration italienne s'améliore beaucoup et elle s'améliorera au fur et à mesure que l'instruction pénétrera dans le peuple, en Italie. Mais le nombre des illettrés italiens en Argentine, pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle était assez considérable. Les statistiques ont relevé aussi que la criminalité était relative-

ment élevée parmi ces immigrants. On peut supposer, d'autre part, que ce n'est pas de ce côté que nous sont venues de grandes initiatives, et que si les Vénitiens et les Florentins d'autrefois eussent pu nous donner des leçons d'énergie et le génie de l'entreprise, leurs descendants ont failli à cette tâche. Il nous était possible en tout cas de gagner à leur contact des qualités d'économie, de sobriété, un peu de cette docilité et de cette humilité qui caractérise le peuple italien en Argentine, mais, là encore, il semble que l'influence italienne ne s'est guère exercée sur nous.

Niera-t-on cependant que ces mêmes agriculteurs et ces mêmes manœuvres aient joué un certain rôle dans l'évolution de notre vie artistique? Le peuple italien a le sens profond de l'art. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les voyageurs ont remarqué que le plus humble artisan italien a des dons artistiques surprenants. Il est certain que notre goût pour la musique a été renforcé par l'influence de cette classe d'immigrants. Cela devient manifeste dans les campagnes où vécurent le plus les Italiens, c'est-à-dire dans les provinces de Buenos-Aires, de Santa-Fé, Entre-Rios et Córdoba. On remarque en effet que dans ces régions, nos paysans ont un goût très prononcé pour la musique lyrique; de même ils ont fourni au pays un noyau de peintres et de sculpteurs relativement supérieurs à ceux des Américains du Nord; l'influence de l'Espagne, indubitable aussi sur ce point, n'explique pas à elle seule ce phénomène. On remarquera par exemple que nous ne prîmes à l'Espagne dans la musique populaire ni sa Jota, ni son pas flamenco et que nos danses populaires quand

elles viennent de l'Espagne ont pris en passant en Argentine une expression distincte et bien caractéristique (1).

Mais à part cette influence artistique on peut dire que l'immigrant italien n'a pas à jouer un rôle notable dans l'évolution de notre esprit public.

Il n'en faudrait pas dire autant des Espagnols. Il a été de mode pendant le dix-neuvième siècle de méconnaître en Argentine les liens qui nous unissent à la famille espagnole. Nous nous abstenions au cours de nos voyages en Europe de visiter notre ancienne métropole, envers qui nous avions gardé un certain ressentiment. Cependant, l'influence espagnole n'a jamais cessé de se faire sentir en Amérique latine et en Argentine, plus que partout. En 1857, il y avait un nombre considérable d'espagnols péninsulaires en Argentine; depuis et jusqu'en 1909, il en est arrivé 865.453. Rien qu'à Buenos-Aires il y en avait, en 1904, 105.206. Sans doute les Espagnols illettrés étaient au moins en nombre égal à celui des illettrés Italiens, mais la communauté de langage, de mœurs, de sentiments, de nos qualités et de nos défauts, permettait une action réciproque plus aisée des deux peuples, l'un sur l'autre. C'est la fusion de deux races qui s'opère plus ou moins rapidement, et, commencée à la fin du quinzième siècle, continue encore aujourd'hui, à travers des épisodes et des péripéties diverses.

On aurait tort de s'imaginer que l'immigration espagnole n'a fourni à l'Argentine que des illettrés qui s'adon-

(1) M. Leopoldo Lugones a écrit en 1914 un article intéressant sur la Musique populaire argentino en Argentine, auquel on peut se rapporter, *Revue Sud-américaine*, 5, 1914.

nent à n'importe quel travail, quand ils ne se consacrent pas exclusivement aux travaux des champs. Certains d'entre eux au contraire par leur valeur personnelle et les hautes situations qu'ils ont occupées ont été à même de jouer un rôle important dans l'évolution intellectuelle et le développement social du pays. Des écoles argentines ont été dirigées avec le plus grand bonheur par des Espagnols de la péninsule, tels Juan José Garcia, Veloso, professeur de langue et de littérature espagnole au collège national de Buenos-Aires, Léon Guruciaga, professeur à Saint-Nicolas, Esrique Romero Jimenez, fondateur du *Correo Español* de Buenos-Aires, Ignacio Ares de D^r Parga, et beaucoup d'autres encore. Le barreau a vu briller le D^r Carlos Malagarriga, Salvador Alfoso Firmin Calzada; les lettres : Xavier Santero, Francisco Grandmontagne, Eva Canel; le journalisme : Lopez de Gomara, Antonio Atienza Medrano, Eustaquio Pellicer, Salvador Barrada; la musique : Félix Ortez, San Pelayo, Juan Goula. L'influence française est restée prédominante au siècle dernier et aujourd'hui encore, dans les sciences, les arts et les lettres mais non pas exclusive.

Si l'on excepte les trois grands théâtres de Buenos-Aires où l'on a toujours chanté surtout l'opéra italien, et l'Eden Argentino qui a toujours été le domaine de l'opérette française, que représente-t-on depuis plus de trente ans dans les autres théâtres du pays, sinon des Zarzuelas et des comédies espagnoles?

Par ailleurs, les immigrants espagnols nous ont fourni de rares exemples de solidarité et prouvé leurs tendances vers l'association.

Ils ont organisé dans tout le pays des sociétés de secours

mutuels, des hôpitaux, une caisse de rapatriement, des clubs espagnols, « association patriótica centro Catalan », fournissant à l'Argentine la preuve irréfutable que ce qu'on appelait l'insouciance espagnole ne correspondait pas toujours à la réalité.

En 1889 le nombre des associations et des clubs est déjà considérable en Argentine, mais ne peut-on pas considérer que l'immigrant espagnol par le souci qu'il mit à organiser dans tout le pays d'innombrables sociétés de secours mutuels, a contribué puissamment à inculquer à l'esprit du peuple l'idée de solidarité. N'est-ce pas au siècle dernier, au moment de l'occupation des Carolines que ces associations de secours mutuels se cotisaient pour offrir un croiseur de guerre, « el Rio de la Plata », à la mère patrie, soit 4.350.000 francs qu'elles complétèrent par un envoi de 223.917 francs à la Croix-Rouge espagnole? Preuve de patriotisme, certes, mais exemple de solidarité auquel le peuple argentin n'est pas resté indifférent.

Le prestige dont jouit la France à l'étranger et en Argentine, n'est pas contestable, n'a jamais été contesté même à l'époque où Sarmiento reportait sa tendresse vers l'Amérique du Nord. L'immigrant français a continué l'œuvre commencée depuis le dix-huitième siècle et son influence a été jusqu'ici bien supérieure à toutes les autres. Cela tient évidemment au prestige de sa nation et à la valeur intrinsèque de l'immigrant lui-même, qui appartient comme le disait un jour « *el juicio del siglo* » à l'aristocratie de l'immigration. Il jouit de la plus grande sympathie chez nous où il se sent à l'aise car, « votre culture, votre pensée, sont imprégnées de son influence et si vos

âmes sont latines, vos intelligences sont bien françaises ». L'immigrant français a depuis 1857 occupé continuellement chez nous une situation privilégiée; d'où son influence constante. Les initiatives françaises ouvrirent la voie dans les branches de l'activité nationale. Nous avons cité les noms de Jacques et de Larroque quand nous avons parlé de l'organisation de l'Instruction publique. Il faudrait ajouter bien d'autres, ceux de Ribes qui conçut la première ligne de navigation sur le Parana; de Ringuelet, de Larroudé qui ont posé nos premiers rails; de Rigolleau qui importa l'industrie de la verrerie; de Daumas, de Lavigne. La liste serait longue s'il fallait citer tous ceux qui, depuis l'époque du général Mitre, ont été appelés à jouer un rôle dans le développement de notre esprit public. Il y a toujours un nom français dans toutes les manifestations de l'activité intellectuelle ou sociale, qu'il s'appelle Paul Groussas ou Carlos Thays, Alfred et Emile Daireaux ou Léon Walls ou Félix Lajouane ou J.-P. Coñi. Tous ont honoré leur pays et leur deux patries à la fois.

Ceux-là aussi qui sortaient des rangs du peuple, les basques actifs et vigoureux dont la réputation est universelle, les bretons tenaces et persévérants, ont exercé à leur manière une influence non moins heureuse. Ils portaient en eux les belles qualités de la race dont le monde admire le plus le génie, l'élégance de l'esprit, le bon goût, la vivacité de l'imagination, le bon sens, l'amour de la justice, le dévouement et l'abnégation, je ne sais quoi encore de pur et de délicat, qui a complété nos propres vertus et arrondi quelques-uns de nos angles. Le niveau de l'Instruction a toujours été beaucoup plus élevé en France que chez les nations dont nous venons de parler; cela explique-

rait, à défaut d'autres choses, que l'influence de la population française ait été supérieure à ce que laisserait supposer au premier abord sa valeur numérique. Mais il n'y a pas que cela et la supériorité de l'effort français en Argentine joint au prestige dont jouissait l'immigrant français, ont été les facteurs les plus importants de cette pénétration. Aujourd'hui on ne peut pas dire raisonnablement que la France a perdu du terrain chez nous. Au début de la guerre il y a eu un certain flottement, quelque incertitude, que les premiers succès des Allemands n'ont pas peu contribué à entretenir. La propagande allemande était bien organisée. On peut croire, à voir dans nos rues les Allemands célébrer leurs victoires, que la science allemande aurait facilement raison de la « légèreté » française. On nous avait habitués à juger le Français d'après les exhibitions de café concert ou des scandales de presse, et nous oublions volontiers l'œuvre magnifique accomplie autour de nous en Argentine, par la civilisation française. Mais nous ne tardâmes pas à nous ressaisir. Maintenant que le calme semble revenu, on peut se demander cependant si nous n'aurions pas de grands intérêts à nous saxoniser davantage. Il est incontestable en effet que les Allemands et les Anglais, relativement venus tard parmi nous, ont contribué à développer en Argentine l'esprit des affaires. Les plus grandes crises qu'ait connues l'Argentine ont été déterminées, si on regarde au fond des choses, par des raisons économiques et la nature veut que nous soyons une nation économique.

Il est donc compréhensible que notre vie industrielle ait subi l'influence saxonne. L'Allemand est arrivé plus tard que l'Anglais dans nos provinces, c'est-à-dire vers 1860,

mais l'esprit que portait l'un et l'autre de ces peuples était le même. Ils n'avaient ni l'originalité, ni l'acuité de vue du Français, mais ils avaient ce qui nous manquait le plus : l'esprit de discipline, le sens pratique des affaires, des aptitudes spéciales pour le commerce, l'industrie. Leur hardiesse naturelle les amena dans les coins les plus retirés de nos provinces dont ils essayèrent d'exploiter les richesses.

Les Anglais ont fait leurs preuves dans tous les pays du monde. Ils ne pouvaient pas manquer à leurs traditions dans un pays où il y avait tant à faire au point de vue économique et industriel. L'économiste Lorini dit avec justesse que toutes les sociétés industrielles, commerciales, agricoles argentines portent la marque : Limited.

Sans nier la souplesse qu'a donnée à l'esprit public argentin la clarté du génie français, il faut reconnaître sans hésiter qu'il nous eût manqué quelque chose — beaucoup — sans l'apport des races saxonnes. On nous reproche aujourd'hui encore notre indolence, notre flegme. Le même reproche s'adresse évidemment aux autres nations Sud-Américaines, mais qui, ne voit en ce qui nous concerne que le culte du *mañana* n'est plus ce qu'il était avant l'immigration anglaise et allemande. Nos habitudes commerciales, notre vie industrielle ont subi l'influence saxonne et c'est tant mieux. Si nous avons eu le courage de mettre en valeur une partie de notre immense territoire et organiser notre vie économique, nous le devons dans une grande mesure à l'esprit pratique de ceux qu'on considère avec raison comme les « businessmen ». Il ne faut rien exagérer; il faut éviter l'admiration inconsidérée de Demolins et se garder de tomber dans l'écueil que

nous tendent certains économistes. M. Colmo (1) pour sa part nous invite à copier à outrance la civilisation anglo-saxonne. Il s'épouvante de voir que le pays continue à se laisser séduire par la civilisation latine.

Mais j'ai bien peur que le remède préconisé ne soit pire que le mal et que sous couleur de nous guérir il ne nous fasse périr. Il importerait de faire un dosage. Malheureusement le savant professeur de la Faculté des lettres ne parle pas de dosage. Il ne conseille rien moins que « la sajonizacion de nuestros ambientes ». Ne forçons point notre talent.

Allons à Berlin, allons à Londres, étudions, initions-nous, soyons un peuple pratique, mais n'oublions pas nos origines, ni nos traditions. Et pourquoi veut-on que l'esprit latin soit incompatible avec l'esprit des affaires?

Au reste les Latins se sont-ils montrés si peu dépourvus d'esprit pratique en Argentine? Les peuples anglo-saxons se sont toujours ingénies à tirer parti des inventions étrangères, souvent latines, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient en disette d'inventions. Mais il a fallu un certain esprit pratique aux Français pour mener à bien leur œuvre en Argentine, construire des rails ou des frigorifiques, pratiquer l'élevage. Ce qui leur manqua le plus ce furent toujours les capitaux. Evidemment nous gagnerons à nous « saxoniser » un peu plus, mais l'influence qu'ont exercée les peuples du Nord sur notre esprit public, ne semble pas être aussi insuffisante qu'on veut bien nous le faire croire. Personne, je crois, ne regrette que l'Angleterre n'ait pas conservé l'Argentine en 1806, alléguant comme on le

(1) Op. cit., América Latina.

fit à la fin du siècle dernier que « La grande industrie, les travaux publics, les progrès se seraient convertis en faits immédiatement et la civilisation et la prospérité se seraient imposées cinquante ans avant ». R. Levillier a réfuté cette opinion dans ses « Origines argentines » (p. 272) quand il a dit que cette hypothèse nous paraît dépourvue de fondement, qu'on la considère au point de vue des races, au point de vue économique, au point de vue de l'évolution sociale. Il est inadmissible, et c'est une absurdité psychologique, d'imaginer l'Angleterre gouvernant l'Argentine avec le libre consentement de celle-ci, « la mentalité, les sentiments, la religion, les goûts, les mœurs et la langue les séparant trop pour qu'elles puissent vivre en bonne harmonie. En admettant même que l'Argentine eût été satisfaite de cette autonomie relative qu'accorde l'Angleterre à ses colonies, elle aurait fait encore moins de progrès qu'elle n'en a connus sous la libre direction ».

« Elle eût été une colonie et rien de plus. Et aujourd'hui on ne peut la comparer à aucune des possessions britanniques, ni au Canada, ni à l'Inde, ni à l'Australie, ni au Transvaal ou au Cap, car aucune de ces nations ne supporterait la comparaison. Elles n'ont pas évolué davantage parce que ce ne sont que des colonies ».

Il n'y a rien à ajouter à ces lignes. D'ailleurs M. Colmo ne se rend-il pas compte confusément qu'il nous faut nous défier de la manie d'innovation qu'ont implantée chez nous les Saxons?

Il finit par le laisser entendre assez clairement. C'est friser de bien près la contradiction.

L'immigrant de quelque pays qu'il nous vienne n'est jamais qu'un homme d'affaires. Il vient s'enrichir en

Argentine, confiant dans son habileté, dans son activité persévérante et ce n'est qu'au prix d'un travail acharné qu'il parvient à se tirer d'affaire. Tous sont donc plus ou moins des businessmen. Ce qui importe avant tout c'est que nous ne nous laissions inféoder par aucun peuple et que nous profitions de l'apport étranger, sans étouffer *notre originalité*. C'est à ce compte seulement que nous pourrions faire de grandes choses et parcourir le cycle merveilleux que la destinée nous a promis. Le meilleur moyen d'y atteindre, indiquait le Président Saenz Peña dans son message de 1913, c'est l'utilisation rationnelle de nos écoles primaires. « Car si nous élevons et si nous formons des enfants argentins, il est difficile que nous obtenions des adultes étrangers. Le milieu ambiant agira comme condensateur des esprits, c'est-à-dire qu'il aidera à l'évolution de l'esprit national sans s'imposer d'une manière ou d'une autre. »

Car il est à désirer que le pays se développe aux prix de ses propres efforts, disait le Président Yrigoyen, sans que cela implique du tout que nous devions renoncer à l'aide étrangère. Mais il importe d'opérer une sélection, afin d'assurer autant que possible l'unité ethnique et l'unité morale de la nation.

L'ancien empire Austro-Hongrois nous offre un exemple éloquent de ce que pourrait en Argentine une émigration artificielle non surveillée. Le Président Yrigoyen s'est donc proposé pendant l'exercice de son mandat d'écarter tout courant d'immigration qui ne serait pas destiné à assurer notre amélioration sociale. La population de l'Argentine s'est suffisamment accrue. Il ne s'agit plus que d'unifier définitivement la race.

L'Education nationale et la Vie sociale

(Suite)

L'ESPRIT RELIGIEUX — LA MORALITÉ

Dans une étude sur l'évolution de l'esprit public en Argentine, il ne saurait ne pas être question de la religion et de la moralité publique.

La société primitive argentine était profondément religieuse et la politique espagnole a consisté pendant toute l'époque coloniale à exploiter les faiblesses de notre esprit. Le prêtre était l'âme de la société coloniale.

Quant à la question de moralité, elle attire forcément l'attention dans toute société civilisée. C'est même un peu à cela qu'on reconnaît, aujourd'hui, l'état d'une civilisation.

Depuis 1853 qu'est devenue la religion mystérieuse et superstitieuse qui exerçait jadis sur l'âme indigène une influence si considérable? Dans son effort constant vers le progrès, dans le perfectionnement continu de la vie économique et sociale, l'Argentine gardera-t-elle encore pour les phénomènes naturels une sorte de respect épouvanté? Adaptera-t-elle sa foi aux conditions nouvelles de l'existence, ou bien étouffera-t-elle le sentiment religieux dans un accès de modernisme à outrance?

Il est impossible d'imaginer dans un pays qui a parcouru le chemin que nous venons de suivre, une ambiance reli-

gieuse étouffante et une conception trop étriquée de catholicisme.

Les fameux décrets de Rivadavia en 1822 sur la Réforme ecclésiastique, constituaient déjà une puissante opposition religieuse pour l'époque (1). Mais cela n'alla pas aussi vite qu'on aurait pu le supposer, car, plusieurs années après, Rosas imagina qu'il aurait besoin du clergé pour gouverner. On sait qu'ils ne firent pas longtemps bon ménage. En tous cas, en 1853, l'esprit public était encore assez profondément religieux pour que les congressistes jugeassent nécessaire de mettre la Constitution sous la protection de la religion catholique et de « Dieu, source de toute raison et justice ».

Depuis que s'est-il passé?

On peut affirmer d'une façon certaine que l'Argentine s'est montrée depuis 1853 moins dévote que l'Espagne, moins passionnée que son ancêtre de l'ancien monde. Le catholicisme espagnol a perdu beaucoup de son ardeur d'antan, il est vrai, mais l'esprit religieux s'est plus profondément modifié en Argentine.

La Constitution de 1853 reconnaissait la religion catholique comme religion d'Etat, mais elle proclamait en même temps que chacun était libre de pratiquer le culte qui lui plairait. Le gouvernement argentin visait sans doute les immigrants dans cette dernière clause, mais il donnait satisfaction en même temps à toute une partie de l'opi-

(1) Il faisait de la religion une sorte de rouage administratif. Il réglementait à sa manière et selon son goût les affaires religieuses, intervenant dans le règlement intérieur des couvents, d'où il supprimait quelques-uns, expropriait des religieux en faveur de l'Etat, seul et unique propriétaire des biens religieux et amorçait ainsi bien avant la France, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui ne devait d'ailleurs jamais aboutir complètement.

nion publique qui semblait se détacher petit à petit des choses de la religion.

Les étrangers instituèrent des loges maçonniques, surtout les Français et les Italiens. Or, la grande masse des émigrants depuis la Constitution a été fournie par l'Italie et l'influence des immigrants français n'a fait que croître. L'Italie n'envoya pas en Argentine ce qu'elle avait de meilleur. Avec l'anarchie et le socialisme révolutionnaire (nos révolutions avaient toujours eu jusqu'alors une nuance assez différente), l'anti-cléricalisme sectaire nous vient du dehors. A côté des Eglises catholiques, depuis la promulgation de la Constitution, on a vu progressivement se dresser des temples protestants de toutes sortes. Et l'action du clergé catholique a perdu chaque jour du terrain, malgré la propagande religieuse et l'immigration continuelle des congrégations. Superficiellement considéré, il semblerait qu'il y ait un regain de ferveur religieuse en Argentine depuis une quinzaine d'années. Mais rien ne prouve mieux, au contraire, la défaillance de l'esprit religieux dans ce pays, que l'immense effort fait par les associations et les cercles religieux. En Espagne où la religion catholique est plus ferme sur ses bases, on ne voit pas cette agitation constante des sociétés religieuses, on n'assiste pas à cette propagande effrénée pour ramener dans le giron de l'Eglise, le peuple qui s'en détache chaque jour davantage. L'organisation des forces catholiques est réelle, mais on a eu beau multiplier les congrès franciscains ou autres, depuis 1906 le catholicisme n'a pas regagné le terrain perdu, et il avait beaucoup perdu. En même temps que l'instruction faisait des progrès dans la masse du peuple, elle l'écartait des pratiques religieuses. Dans le fond,

le peuple, surtout le peuple des campagnes, reste peut être attaché à la religion, mais il pratique de moins en moins et fatalement une sorte de relâchement s'ensuit qui finira par devenir de l'indifférence. On ne retrouve plus l'austérité de la vieille religion espagnole. Si la foi existe dans l'âme argentine, ce dont on peut douter, elle n'agit plus et, « la foi qui n'agit plus, est-ce une foi sincère? » En tous cas, elle ne veut plus guerroyer, elle ne veut plus chez la femme un aspect mondain assez éloigné du véritable sentiment religieux. Et comme dans l'effritement progressif de la conscience religieuse argentine, on ne voit surgir aucun de ces princes de l'Eglise capable d'entraîner par sa parole enflammée les troupes dissidentes, comme on espère de moins en moins l'avènement d'un Lacordaire, il y a bien peu de chances pour que la génération qui monte puisse voir quelque jour une rénovation de l'esprit religieux en Argentine. Rosas avait voulu faire collaborer l'Eglise au perfectionnement de la société argentine. L'alliance eût pu être fructueuse si le catholicisme avait su en tirer parti. Au lieu d'entretenir dans l'esprit public des idées d'un autre âge et de continuer, pour mieux le dominer, à s'adresser à ses instincts aveugles et apeurés, il eût dû s'attacher à une œuvre de civilisation et de progrès, dont il pouvait voir à plusieurs signes l'élan irrésistible. Il a manqué de souplesse. L'élan était donné. Au lieu de prêcher un christianisme rigide dans ses formules, c'était l'amour des lois qu'il fallait enseigner, l'amour de la science, qui est aussi celui de la vérité, la nécessité du progrès et du travail organisé. Tout cela n'était pas incompatible le moins du monde avec le sentiment religieux. Il était donc à prévoir que la bataille serait définitivement perdue pour l'Eglise, le jour où, la

paix revenue, des préoccupations nouvelles écarteraient le peuple des pratiques religieuses. Or, la société argentine ayant été bouleversée de fond en comble, le contact avec l'étranger, qui devait modifier si profondément nos habitudes d'esprit, secoua, dès l'abord, violemment, le vieil édifice lézardé.

En définitive, la position actuelle peut être ainsi caractérisée : indifférence. La Constitution recommande le catholicisme, mais elle n'a jamais pensé à l'imposer. Elle le recommande par habitude et par tradition. On peut croire que le peuple est instinctivement catholique, mais on peut être sûr qu'il est dans son fonds intellectuel indifférent.

Est-ce un bien? Est-ce un mal? Ce n'est pas à nous à en décider. En tous cas, le relâchement que nous avons noté dans les pratiques religieuses n'a pas contribué à lui seul au relâchement des mœurs. Les hommes ne pratiquent pas ; mais les femmes n'ont pas les mêmes raisons de vivre à l'écart de l'église. Or la conduite de celles qui assistent avec le plus de régularité aux cérémonies du culte, est loin d'être toujours irréprochable. En cela l'Argentine ne diffère pas des autres sociétés civilisées. Il est des gens, qui, en Argentine comme partout, remueraient ciel et terre pour ne pas manquer à la messe le dimanche, qui croiraient mériter toutes les peines de l'enfer si elles ne communiaient à des époques déterminées par l'Eglise et qui pourtant ne reculeraient pas devant l'accomplissement d'un acte immoral et condamné à la fois par les lois et la conscience humaine. L'Argentine est une société moderne et elle a les tares d'une société civilisée, comme elle en a les qualités les plus admirables.

Aussi bien M. Colmo, qui est un sociologue averti, nous semble trop acerbe et trop absolu dans toute la partie critique de son œuvre qui vise la société argentine :

« Nous possédons les choses (1), l'argent, l'instruction (ce en quoi il se contredit, il a écrit cent fois que les pays de l'Amérique latine en étaient encore à l'alphabet), la richesse, il ne nous manque que l'homme. Nous avons triomphé de la terre, du climat, et de tous les accidents extérieurs, il ne nous reste plus qu'à triompher de nous-mêmes : dans la vie intérieure, dans la vie du foyer, dans le labeur méthodique, dans la vie civique, etc... Nous avons tout ce qu'il faut, les richesses naturelles, les institutions, les lois, car il n'y a qu'à les imiter, les adopter en les empruntant à l'étranger; le mal réside dans notre esprit lui-même, en nous-mêmes. »

Et plus loin, l'auteur s'attaque sans aménité à notre morale individuelle, à notre morale domestique, sexuelle, à toute notre morale sociale en un mot.

Il ne faut rien exagérer. En Argentine, tout n'est pas pour le mieux, dans le meilleur des mondes, mais ces généralisations sont dangereuses et injustes, comme la plupart des généralisations de cette sorte. Loin de nous la pensée que l'auteur des « Principios filosóficos » s'est amusé, de dessein prémédité, à dire du mal de ses compatriotes. Personne ne l'en croit capable et, tout compte fait, il serait ridicule de le supposer. Mais qui ne voit cependant que son « América latina » manque de mesure! Tout y est critiqué, tout y est malmené.

(1) Voir page 530

Nous avons des défauts, nous en avons même beaucoup; cependant il faudrait s'entendre. L'esprit public a fait des progrès et non pas seulement comme le suppose M. Colmo (1) « dans le champ de l'activité économique et de la civilisation *matérielle* », mais aussi, dans l'acquisition de la civilisation subjective et morale des individus pour employer son langage technique et « sociologique ».

N'en déplaie au professeur de Buenos-Aires, les deux progrès peuvent fort bien coïncider (2).

Tout montre, en effet, que la révolution économique qui a bouleversé l'Argentine a eu sa répercussion immédiate sur « la civilisation subjective et morale des individus ». Le vent de modernisme qui souffle sur le pays a, dès le premier jour, imprégné notre ambiance morale. Ce n'est un secret pour personne que nous nous dépouillons journellement de nos particularités nationales les plus enracinées. Rappelons-nous ce qu'était la vie sociale à la fin de la colonisation. Ce qu'étaient nos coutumes alors (c'est-à-dire vers la fin du dix-huitième siècle) les sentiments, les idées qu'elles reflétaient sont bien d'un autre âge, j'imagine, et cet âge paraît loin, bien loin dans le passé; l'individualisme dominait et a continué à dominer longtemps après la Révolution de 1810. Peu de gouvernements eurent un prestige moral quelconque avant la Confédération; cela n'a pas contribué à assainir l'ambiance morale du pays. Mais des couches nouvelles se sont superposées

(1) Page 330.

(2) Je ne crois pas, affirme-t-il, qu'on puisse soutenir cette thèse. Et pourquoi donc?

depuis 1860 et nous vivons, aujourd'hui, dans une atmosphère qui a sensiblement la même densité que celle de l'Europe. Cela n'excuse pas nos défauts et nos travers, mais il est déjà consolant de penser que la Providence ne nous a pas réservé un lot trop pesant. M. Colmo a vite fait d'apprécier le milieu argentin. Notre amoralité serait invétérée, notre immoralité n'est pas moins évidente. Mensonge, lâcheté, morale, vanité, coquinerie, roubardise, obséquiosité, voilà pour la morale individuelle. Quant à la morale sociale, mieux vaudrait ne pas en parler, c'est l'égoïsme sur toute la ligne (la solidarité sociale dans nos pays est moins un mensonge qu'une irréalité positive). (Non seulement on n'a pas conscience de l'entité nationale, mais des autres liens supraorganiques, qui sont la langue, les intérêts économiques et intellectuels, la vie civique). (Egoïsme économique, mensonges commerciaux ou professionnels). En d'autres termes, c'est la veulerie complète, veulerie générale et absolue dont on n'aurait d'exemple dans aucun autre pays civilisé. L'exagération est manifeste. Affirmer n'est pas prouver. Pour ma part, je ne vois nullement qu'il y ait lieu de jeter ainsi l'anathème sur le milieu social argentin.

Certes, il nous manque une certaine maturité, mais nous n'avons pas emprunté à l'étranger que ses travers moraux, et ceux que nous avons en propre se retrouvent un peu partout; c'est un patrimoine que l'humanité a en commun et qu'il est peut-être encore loin d'abandonner.

Je ne sais pas jusqu'à quel point on pourrait soutenir que la société argentine actuelle est plus amoral que l'ancienne. Le frottement continu avec l'étranger a modifié

des conceptions et transformé des mœurs. Ne nous hâtons pas de dire que nous vivons dans l'âge de fer, et que l'âge d'or de la société argentine a vécu. Tout est relatif. On entend journellement dire aux vieillards : « Tout va de mal en pis, on ne respecte plus rien, c'est la fin du monde. » Les vieillards ont toujours tenu le même langage depuis que le monde est monde et nous continuons pourtant de rouler dans l'infini. Toutes les sociétés modernes en sont au même point. Aucun de ceux qui ont quelque peu voyagé ne me contrediront. Les unes montrent franchement ce qu'elles sont, laissent voir leurs plaies béantes, vivent au grand jour, ce qui est notre cas; d'autres nourrissent des vices cachés, entretiennent, sous des dehors aimables et vertueux, les tares les plus horribles.

Sans doute la société argentine est bariolée, l'alliage est plus ou moins heureux. On aurait tort de conclure du particulier au général. Il n'y a pas encore une société argentine, il y a des sociétés argentines. Les colonies étrangères ont des ramifications profondes dans le sol argentin. Quelques-unes de celles-ci sont à fleur de terre, et au contraire, il en est qu'on ne saurait identifier d'une façon certaine. Ces différentes sociétés ne vivent pas en marge les unes des autres; au contraire, mais elles ne se pénètrent pas encore suffisamment pour qu'on puisse parler de la société argentine une et indivisible. Le gros de la matière est en fusion; tout n'est pas complètement fondu!

Le modernisme a déteint et continue à déteindre sur l'Argentine. Mais rien n'est perdu et modernisme n'est pas toujours synonyme d'amoralité, pas plus qu'il n'est exact de dire que « dans le vieux monde, les peuples germani-

ques et surtout les Saxons, ont une moralité bien supérieure à celle des Latins (1) ».

Il s'agirait de s'entendre sur le sens du mot moralité, avant de donner un brevet de moralité aux Saxons, et une fois le point du départ fait entre l'hypocrisie et la franchise, présenter le bilan de la moralité saxonne. Mensonge, lâcheté morale, fausseté? Ce sont de bien grands mots pour de bien petites choses. Si nous avons gardé quelque chose de l'héritage ancestral c'est au contraire cette noblesse et cette grandeur d'âme, qui furent l'apanage des Espagnols de l'âge d'or.

Considérés à un point de vue plus large, nos défauts ne sont pas non plus aussi considérables qu'on voudrait le faire croire et, si l'altruisme n'est pas encore considéré chez nous, à l'égal d'une vertu, peut-on dire qu'elle soit si universellement pratiquée dans le reste du monde? La vanité, l'ostentation, la manière de paraître? Sans doute, mais M. Donnay a fait une belle pièce là-dessus (2) et le monde qu'il dépeint et qu'il flétrit de son ironie cinglante n'a absolument rien à voir avec nous. Ce n'est pas une justification; il y a là pourtant de quoi nous consoler.

Voit-on en Argentine que l'organisation de la famille laisse beaucoup plus à désirer qu'ailleurs? L'insoumission des fils de famille, les scandales, les « histoires », les potins sont chez nous ce qu'ils sont ailleurs.

On ne saurait nier malgré cela que le niveau de la morale domestique est en général plutôt élevée en Argentine. L'homme est partout le même. Quant à la femme, il

(1) Colmo, page 398.

(2) *Paraître*, de Maurice Donnay.

est hors de doute qu'elle est à un niveau intellectuel très inférieur à celui de l'homme.

Ce n'est pas fait pour simplifier les choses. Le féminisme n'est pas prêt de triompher. On exagère même dans le sens contraire. Nous en sommes encore à la théorie de Rousseau, à moins que nous ne soyons plus réactionnaires que l'auteur de l'Emile, car il serait à peine exagéré de dire que l'éducation sociale de la femme argentine demeure coloniale. Je ne suis pas sûr que dans notre outrecuidance et notre présomption, nous ne considérions encore la femme un peu comme une esclave et que, persuadés de son infériorité, nous ne la méprisions dans le fond. Sa moralité? On voit bien papilloter les jeunes filles dans les théâtres, les soirées et les réunions, car la grande affaire, c'est évidemment, de les marier au plus tôt, mais une fois mariées, elles deviennent les gardiennes du foyer au sens littéral du mot. Il n'y a pas lieu de s'en plaindre. Les mœurs fléchissent quelquefois en raison même de la liberté dont nous jouissons, mais la vraie société argentine repose sur des bases suffisamment solides. Aucun Européen ne se trouve dépaysé en Argentine. Cela prouve, avec l'adaptabilité parfaite de l'Argentine aux progrès sociaux, l'immensité du chemin parcouru en soixante ans de vie nationale.

CONCLUSION

Tout n'est pas dit. Il reste encore au pays, aux gouvernements futurs, une belle tâche à remplir. Qu'il leur suffise de s'inspirer de nos grandes et glorieuses traditions! Dans la capitale, dans la province de Buenos-Aires et dans quelques villes de l'intérieur, du littoral, à Santa-Fé, à Cordoba, au Parana, on peut affirmer que le peuple a atteint l'âge de la maturité civique; les citoyens vivent en pleine conscience de leurs devoirs et de leurs droits. Le temps viendra qui ne saurait tarder où il en faudra dire autant des régions lointaines où la culture civique du pays est restée stationnaire, à cause de la distance qui les sépare des centres de civilisation. Mais pensons surtout à forger l'âme nationale. Selon l'heureuse expression du Président Roque Saenz Peña, si nous élevons et si nous formons des enfants argentins, il est difficile que nous obtenions des adultes étrangers. La question de l'assimilation de l'étranger a pour nous autant d'importance que celle de la formation de l'enfance. L'éducation que l'on donnera à la nation est la clef de l'avenir, c'est par là que nous parviendrons à former un type profondément, foncièrement argentin, une race qui soit comme une masse parfaitement homogène avec ses façons de vivre, de pensée particulières, sa structure morale originale et tous les attributs qui caractérisent une véritable nation.

Le rôle de nos guides spirituels doit être de poursuivre cet idéal national, de donner au peuple une éducation solide, rationnelle, afin que nous soyons tous, jusque dans

les provinces les plus reculées, des hommes conscients et libres dans le sens absolu du mot, que chacun de nous ait son individualité propre, une volonté forte, un jugement sain.

On s'est beaucoup occupé ces dernières années de l'instruction supérieure.

Tout n'a pas été fait et l'université doit remplir plus impérieusement que jamais sa fonction sociale qui devrait être de créer la race dirigeante.

La qualité de la classe dirigeante est toujours en fonction directe du bonheur et de la grandeur d'un peuple. En ce qui nous concerne spécialement, il importe que l'université soit pénétrée de son grand rôle social. L'Argentine est un pays moderne; l'université doit lui donner des hommes modernes, c'est-à-dire des hommes d'action, entreprenants et spécialisés. Alberdi avait bien vu la nécessité où était notre pays de donner à la jeunesse une éducation pratique et technique.

Mais il avait tort d'oublier que l'un des moyens les plus efficaces d'assurer le bien-être matériel et moral d'un pays, c'est de favoriser le mouvement des idées sociales. Il semble en effet que nous marchions sur un terrain plus solide depuis que les sciences sociales se sont attachées, avec la sûreté des méthodes modernes, à dégager du passé des règles de conduite pour l'avenir. Il a fallu commencer par connaître les conditions du milieu social argentin avant d'orienter nos efforts vers un idéal conforme à nos véritables besoins. Maintenant que nous connaissons nos maladies sociales, il est possible d'y remédier, d'assurer au peuple argentin ce « bien-être général » dont parle la Constitution de 1853.

POUVOIR LÉGISLATIF

Congrès National

CHAMBRE DES SENATEURS

Election	DURÉE		CONDITIONS requisies pour être Sénateur
	du	mandat	
2 sénateurs pour chaque province élus à la majorité des suffrages. 2 pour la capitale, élus par les électeurs en nombre égal au double des représentants qu'ils envoient au Congrès.		9 ans	Age : 30 ans. Avoir été six ans citoyen de la nation. Jouir d'une rente annuelle de 2.000 pesos ou de revenus équivalents; et être né dans la province qui l'élit, ou avoir deux années de résidence effective dans cette province.

La Chambre des sénateurs se renouvelle par tiers tous les trois ans. Les sénateurs peuvent être réélus indéfiniment.

CHAMBRE DES DEPUTES

Election	DURÉE		CONDITIONS requisies pour être Sénateur
	du	mandat	
1 député pour 33.000 habitants, ou une fraction supérieure à 16.500.		4 ans	Age : 25 ans. Exercer ses droits civiques ou en jouir depuis quatre ans. Etre né dans la province qui l'élit, ou y avoir deux années de résidence effective.

La Chambre des députés se renouvelle par moitié tous les deux ans. Les députés peuvent être réélus indéfiniment.

POUVOIR EXÉCUTIF DE LA NATION

Président et Vice-Président de la Nation.

Durée du mandat : 6 ans. Age : 30 ans. Etre né sur le territoire argentin, ou être fils né en pays étranger de citoyen né sur le territoire; appartenir à la religion catholique, apostolique, romaine et disposer d'une rente annuelle de 2.000 pesos, ou d'un revenu équivalent.

Le Président et le Vice-Président ne peuvent être réélus sans l'intervention d'un mandat.

Ministres du pouvoir exécutif.

Sont au nombre de 8. Peuvent être ministres tous les citoyens majeurs.

Président pour les cas de vacance à défaut du Président et du Vice-Président de la Nation.

1° Le Président du Sénat; 2° le Président de la Chambre des députés et, 3° le Président de la Cour suprême de Justice fédérale, qui doivent convoquer le peuple de la République à la nouvelle élection d'un Président et d'un Vice-Président dans les 30 jours qui suivent leur installation au Gouvernement.

LÉGISLATURES PROVINCIALES

SENATEURS

(Dans les provinces de San-Luis, La Rioja y Jujuy, il n'y a pas de Sénat.)

Provinces	DURÉE du mandat	Conditions requises	Age
<i>Buenos-Aires</i> : 1 pour 20.000 habitants ou fraction supérieure à 10.000.	4 ans	Exercer ses droits civiques ou en jouir; pour ceux qui ne sont pas fils de la province, jouir de leurs droits civiques depuis cinq ans et résider depuis un an dans la province.	30 ans

Provinces	DURÉE du mandat	Conditions requises	Age
<i>Santa-Fé</i> : 1 par département, élu par le peuple à la majorité des suffrages.	6 ans	Etre citoyen argentin, habiter un an la province, avoir une propriété, une profession ou un métier qui assure l'existence.	30 ans
<i>Entre-Rios</i> : 1 par département, élu par le peuple à la majorité des suffrages.	6 ans	Exercer ses droits civils ou en jouir depuis 8 ans, être né dans le département qui élit ou y avoir 2 années de résidence effective, l'emploi public n'étant pas la cause de cette résidence.	30 ans
<i>Corrientes</i> : 1 pour 15.000 habitants ou fraction supérieure à 10.000.	6 ans	Exercer ses droits civils ou en jouir depuis 5 ans; ceux qui ne sont pas natifs de la Province doivent y avoir 4 années de résidence.	30 ans
<i>Córdoba</i> : 1 par département, élu par le peuple à la majorité des suffrages.	4 ans	Exercer ses droits civils depuis 2 ans et jouir d'un revenu annuel de 1000 \$ nationales ou d'une rente équivalente.	30 ans
<i>Santiago del Estero</i> : 1 pour 14.000 habitants ou fraction supérieure à 7.000.	3 ans	Exercer ses droits civils ou en jouir depuis 4 ans; 6 mois de résidence effective dans la Province sans y être né.	30 ans
<i>Tucumán</i> : 1 pour 12.000 habitants ou fraction supérieure à 6.000.	4 ans	Exercer ses droits civils ou en jouir depuis 2 ans. Etre domicilié dans la Province.	30 ans

<i>Mendoza</i> : 1 pour la capitale, et un par département.	6 ans	Exercer ses droits de citoyen ou en jouir depuis 2 ans. Avoir un an de résidence dans la Province, pour ceux qui n'y sont pas nés.	30 ans
---	-------	--	--------

<i>San-Juan</i> : 1 par section sénatoriale des 15 désignées, élus à la majorité des suffrages.	6 ans	Exercer ses droits civiques ou en jouir depuis 2 ans en résidant dans la Province; être domicilié dans la Province; posséder un capital, avoir un métier, une profession ou une industrie qui procure un revenu annuel d'au moins 1.500 \$	30 ans
---	-------	--	--------

<i>Catamarca</i> : 1 pour 10.000 habitants ou fraction supérieure à 5.000.	6 ans	Exercer ses droits de citoyen argentin et avoir dans la Province une résidence effective depuis un an pour ceux qui n'y sont pas nés. Jouir d'une rente annuelle de 2.000 \$ n. ou d'un revenu équivalent.	30 ans
--	-------	--	--------

<i>Salta</i> : 1 pour 6.000 habitants ou fraction supérieure à 4.000.	3 ans	Exercer ses droits civiques ou en jouir depuis 3 ans.	30 ans
---	-------	---	--------

La Chambre des Sénateurs se renouvelle par tiers chaque année dans les provinces de Salta et de Santiago del Estero; par quart chaque année dans les provinces de Córdoba et de Tucumán; par tiers tous les deux ans dans celles de Santa-Fe, Entre-Ríos, Corrientes, Mendoza, Catamarca et San Juan; par moitié tous les deux ans dans la province de Buenos-Aires.

Les Sénateurs peuvent être réélus indéfiniment.

DEPUTES

Province	DURÉE du mandat	Conditions requises	Age
<i>Buenos-Aires</i> : 1 pour 10.000 habitants ou fraction supérieure à 5.000.	3 ans	Exercer ses droits civils ou en jouir depuis 5 ans, et avoir 1 an de résidence effective pour ceux qui ne sont pas fils de la Province.	22 ans
<i>Santa-Fé</i> : 1 pour 10.000 habitants ou fraction supérieure à 5.000.	4 ans	Etre citoyen argentin domicilié dans la Province jouir d'une propriété, d'une profession ou d'un métier qui assure l'existence.	22 ans
<i>Entre-Rios</i> : 1 pour 6.000 habitants ou fraction supérieure à 3.000.	3 ans	Exercer ses droits civils ou en jouir depuis 5 ans; 2 années de résidence effective dans la Province.	22 ans
<i>Corrientes</i> : 1 pour 6.000 habitants ou fraction supérieure à 3.000.	3 ans	Exercer ses droits civils ou en jouir depuis 4 ans; 2 ans de résidence effective dans la Province pour ceux qui n'y sont pas nés.	22 ans
<i>Córdoba</i> : 1 pour 8.000 habitants ou fraction supérieure à 4.000.	3 ans	Exercer ses droits de citoyens.	25 ans
<i>San-Luis</i> : 1 pour 3.000 habitants ou fraction supérieure à 1.600.	3 ans	Etre citoyen argentin domicilié dans la Province. Posséder un bien d'une valeur de 2000 \$, d'une rente ou d'une somme équivalente au revenu de ce capital.	25 ans

Province	DURÉE du mandat	Conditions requises	Age
<i>Santiago del Estero</i> : 1 pour 7.000 habitants ou fraction supérieure à 4.000.	2 ans	Exercer ses droits civiques ou en jouir. Pour 4 ans; avoir 6 mois de résidence effective dans la Province, sans en être originaire.	22 ans
<i>Tucumán</i> : 1 pour 6.000 habitants ou fraction supérieure à 3.000.	3 ans	Exercer ses droits civiques ou en jouir depuis 2 ans. Etre domicilié dans la Province.	22 ans
<i>Mendoza</i> : 1 pour 4.000 habitants ou fraction supérieure à 2.000.	3 ans	Exercer ses droits civiques ou en jouir depuis 2 ans. Avoir au minimum un an de résidence dans la Province pour ceux qui n'y sont pas nés.	22 ans
<i>San-Juan</i> : 24 députés sont élus directement par les électeurs qualifiés.	2 ans	Etre citoyen argentin d'origine ou naturalisé et exercer ses droits civiques depuis 2 ans, être domicilié dans la Province.	25 ans
<i>La Rioja</i> : 1 pour 4.000 habitants ou fraction supérieure à 2.000.	3 ans	Etre citoyen argentin domicilié dans la Province. Avoir un capital, une profession, un métier ou une fonction qui assure un revenu annuel de 200 \$.	25 ans
<i>Catamarca</i> : 1 pour 5.000 habitants ou fraction supérieure à 2.500.	3 ans	Exercer ses droits de citoyen argentin et un an de résidence effective pour ceux qui ne sont pas fils de la Province.	22 ans

Provinces	DURÉE du mandat	Conditions requises	Age
<i>Salta</i> : 1 pour 3.000 habitants ou fraction supérieure à 1.500.	2 ans	Exercer ses droits civils ou en jouir depuis 2 ans.	22 ans
<i>Jujuy</i> : 1 pour 3.000 habitants ou fraction supérieure à 1.500.	4 ans	Exercer ses droits civils; avoir une profession ou un métier qui assure une existence indépendante, et 2 ans de résidence effective dans la Province sans y être natif.	22 ans

La Chambre des députés se renouvelle par moitié chaque année dans les provinces de Salta, Santiago del Estero et San Juan; par tiers chaque année dans les provinces de Buenos-Aires, Entre Rios, Corrientes, Córdoba, Tucumán, Mendoza, Catamarca, San Luis et la Rioja.

Par moitié tous les deux ans dans les provinces de Santa-Fé et Juguay.

Les députés peuvent être réélus indéfiniment.

PROPORTION DE LA REPRÉSENTATION

	Représentation nationale		REPRÉSENTATION PROVINCIALE				OBSERVATIONS
			Nombre actuel		Pour le nouveau cens		
	S	D	S	D	S	D	
<i>Capitale de la Nation</i>	2	20					
<i>Buenos-Aires</i>	2	28	33	76	46	92	Le nombre de Sénateurs et le nombre de Députés provinciaux ne peuvent dépasser respectivement 50 et 100.
<i>Santa Fe.....</i>	2	12	18	26	18	30	Le nombre des députés provinciaux ne peut dépasser 30.
<i>Cordoba.....</i>	2	11	25	32	25	44	Le nombre des députés serait augmenté au cas où la proportion établie dans l'article 44 de la Constitution ne serait pas maintenue.
(*) <i>Entre Rios</i>	2	9	14	24	14	28	Le nombre des députés provinciaux ne peut dépasser 34.
<i>Corrientes....</i>	2	7	13	26	16	32	Le nombre de Sénateurs et le nombre de Députés provinciaux ne peuvent dépasser respectivement 16 et 34.
<i>Tucuman.....</i>	2	7	13	26	18	36	Le nombre de Sénateurs et le nombre de Députés provinciaux ne peuvent dépasser respectivement 20 et 40.

*Par la loi du 22 octobre 1897 et d'accord avec l'article 67 de la Constitution de la Province, il est établi que la Chambre des députés sera constituée dans la proportion d'un député par 10.000 habitants et par fraction supérieure à 6.000, conformément au cens de 1895.

	Représentation nationale		REPRÉSENTATION PROVINCIALE						OBSERVATIONS
			Nombre actuel		Pour le nouveau cens				
	S	D			S	D	S	D	
<i>Santiago del Estero</i>	2	5	10	20	12	23	Le nombre de Sénateurs et le nombre de Députés provinciaux ne peuvent être respectivement inférieurs à 9 et 20, et supérieurs à 21 et 50.		
<i>Salta</i>	2	4	17	31	17	31	Le nombre de Sénateurs et le nombre de Députés provinciaux ne peuvent dépasser respectivement 17 et 31.		
<i>Mendoza</i> . . .	2	4	16	25	16	29	Le nombre des députés ne peut pas dépasser 50 et ne peut pas être inférieur à celui des sénateurs. Il doit être augmenté en créant de nouveaux sièges dans les villes dont la population est supérieure à 6.000 habitants.		
<i>Catamarca</i> . . .	2	3	10	20	—	—	Le nombre des députés ne peut excéder 40, et celui des sénateurs 20.		
<i>San Juan</i>	2	3	15	24	15	24	Nombre fixe des législateurs provinciaux.		
<i>San Luis</i>	2	3	—	18	—	27			
<i>La Rioja</i>	2	2	—	17	—	17			
<i>Jujuy</i>	2	2	—	20	—	18	Le nombre des députés ne peut être inférieur à 18 ni supérieur à 30.		

APPENDICES 1 et 2

Quelques lois relatives à la condition légale de l'étranger

En vertu de la Constitution de 1853, l'immigrant est mis sous la protection du gouvernement argentin à partir du moment où il abandonne sa patrie, et une loi détermine dans quelles conditions doivent être les bateaux sur lesquels voyageront les immigrants.

En vertu de la même Constitution et des lois nouvelles, sont considérés comme argentins d'origine : les individus nés sur le territoire argentin, quelle que soit la nationalité de leurs parents, à l'exception des enfants des Ministres étrangers et membres des Légations résidant dans la République; ceux qui sont nés dans les Légations et navires de guerre du pays, de même que ceux qui sont nés en pleine mer sous pavillon argentin.

Dans la République, on est majeur d'âge à 22 ans accomplis. L'étranger qui, lorsqu'il vient s'établir dans le pays, est déjà majeur d'après la loi de son pays d'origine, est réputé majeur, bien qu'il n'ait pas encore atteint 22 ans. Par contre, si à son arrivée, il avait déjà 22 ans, il est considéré comme majeur, bien qu'il soit encore mineur d'âge dans son pays d'origine.

Le testament fait à l'étranger produit tous ses effets dans la République Argentine quand il a été rédigé dans la forme prescrite par la loi du pays dans lequel il a été dressé, ou conformément aux règles admises par la

nation à laquelle appartient le testateur, ou en observant la loi argentine.

L'étranger peut exercer ses actions et ses droits devant les tribunaux du pays. La République Argentine a réalisé l'égalité parfaite entre les nationaux et les étrangers en matière de justice. Il y a des tribunaux spécialement compétents pour connaître des affaires concernant les étrangers; mais cette circonstance, qui résulte du régime fédéral du gouvernement, contribue à une plus grande garantie pour les étrangers, parce que, de cette manière, en quelque point du territoire qu'ils se trouvent, ils ont la certitude de trouver des juges ayant le caractère de magistrats nationaux, s'ils ne veulent pas avoir recours à la justice provinciale.

Les étrangers ont droit à l'instruction et peuvent enseigner. Parmi le personnel enseignant des établissements d'enseignement public figurent beaucoup d'étrangers. Les Universités et Collèges de l'Etat admettent comme étudiants ou élèves tous les habitants du pays, sans faire de distinction entre les nationaux et les étrangers.

Il est également fait abstraction de la nationalité pour l'exercice des professions libérales, de médecin, d'avocat, d'ingénieur. La seule condition que l'on exige est la capacité dûment constatée. L'étranger qui a obtenu son diplôme dans la République a les mêmes droits que l'Argentin. L'étranger muni d'un certificat d'études secondaires, octroyé par un établissement officiel étranger, peut être inscrit comme étudiant à l'Université de Buenos-Aires, en prouvant son identité et sans autre condition que celle de la réciprocité dans le pays où le certificat a été délivré.

Les médecins étrangers qui ont obtenu leurs grades à

l'étranger doivent faire revalider leurs diplômes pour pouvoir exercer leur profession dans la République. Ils subissent un nouvel examen, sur chaque matière, comme s'ils étaient des étudiants ordinaires. Mais quand le médecin, diplômé dans une Université européenne, est citoyen argentin, il est seulement soumis à un examen général qui consiste dans l'examen de trois malades et comprend une épreuve orale.

L'ingénieur étranger reçu à l'étranger exerce librement sa profession.

L'avocat étranger, titulaire d'un diplôme étranger, ne peut exercer en Argentine, sans faire revalider son titre devant l'autorité compétente qui est l'Université ou le Tribunal suprême de Justice, selon la province.

Devant l'Université de Buenos-Aires, celui qui peut justifier de la réciprocité a le droit de ne subir que des examens généraux, qui portent sur les matières codifiées de la République Argentine. Le candidat qui ne peut invoquer la réciprocité est considéré comme un simple étudiant quant aux examens à passer, et ceux-ci s'appliquent à tout le programme des études. La condition de l'existence de la réciprocité n'est pas exigée du citoyen argentin qui a pris ses grades à l'étranger. Les médecins et les avocats qui peuvent invoquer les bénéfices du Traité sur les Professions libérales, conclu à Montevideo en 1889, se trouvent dans une situation privilégiée, puisqu'il leur suffit de représenter leurs diplômes et de justifier de leur identité.

Les professeurs étrangers engagés par les autorités pour remplir les fonctions dans l'enseignement demeurent habilités, par ce fait même à l'effet d'exercer leur profession.

**Principales dispositions de la loi d'immigration
du 19 octobre 1876**

DES IMMIGRANTS

ART. 12. — Est considéré comme immigrant, aux effets de la présente loi, tout étranger qui, en qualité de journalier, artisan, industriel, agriculteur ou professeur âgé de moins de soixante ans, et justifiant de sa moralité et de ses aptitudes, vient dans la République pour s'y établir, en bateau à vapeur ou à voiles, en payant son passage en seconde ou en troisième classe ou avec le voyage payé par la Nation, les Provinces, ou les entreprises particulières qui protègent l'immigration et la colonisation.

ART. 13. — Les personnes qui, se trouvant dans ces conditions, ne voudraient pas bénéficier des avantages attachés au titre d'immigrants, en donneront connaissance au capitaine du bateau au moment de leur embarquement, lequel en fera mention sur le journal de bord, ou elles en aviseront les autorités maritimes du port de débarquement; elles devront alors, dans ces cas, être considérées comme de simples voyageurs.

Cette disposition ne s'étend pas aux immigrants qui viendraient engagés comme tels pour les colonies ou autres endroits de la République.

ART. 14. — Tout immigrant qui établit suffisamment sa bonne conduite et ses aptitudes pour une industrie quelconque, art ou profession utile, aura le droit, à son entrée sur le territoire, de bénéficier des avantages suivants :

1° Etre logé et nourri aux frais de la nation pendant le temps fixé par les articles 45, 46 et 47;

2° Etre placé pour le travail, ou dans l'industrie existant dans le pays, auxquels il préfère se consacrer;

3° Etre transporté, aux frais de la nation, à l'endroit de la République où il voudra fixer sa résidence;

4° Introduire libres de droit de douane les objets d'usage, vêtements, meubles de service de maison, instruments d'agriculture, outils en général et outils ou instruments de l'art ou profession qu'il exerce et une arme de chasse pour tout immigrant adulte jusqu'à concurrence de la valeur fixée par le Pouvoir Exécutif.

ART. 15. — Les dispositions de l'article précédent pourront être étendues, en tant qu'elles seront applicables, aux femmes et enfants des immigrants, pourvu qu'ils accréditent leur moralité et leurs aptitudes industrielles s'ils sont adultes.

ART. 16. — La bonne conduite et les aptitudes industrielles de l'immigrant pourront être établies au moyen de certificats délivrés par les Consuls ou Agents d'immigration de la République à l'extérieur, ou par des certificats émanant des autorités du domicile de l'immigrant, légalisés par les dits Consuls ou par les Agents d'immigration de la République.

ART. 17. — Les immigrants agriculteurs engagés par les colonies de la République, ou qui voudraient s'y rendre, jouiront aussi des avantages spéciaux énumérés dans le Chapitre III de la deuxième partie de cette loi relativement aux avances de passages, concessions de terres, facilités accordées pour la culture, etc.

Les articles 6 à 54 visent :

Des Commissions d'immigration;

Des Offices du Travail;

Du logement et de la nourriture des immigrants;

Du transport à l'intérieur et du placement des immigrants.

APPENDICE 3

Lettre écrite en 1909 par M. Carlos F. Soares à M. Eugenio Garzon (extrait de « l'Amérique latine », chez Bernard Grasset, Paris 1913).

L'instruction publique en Argentine se divise en enseignement supérieur, secondaire, normal, spécial et primaire.

Les établissements d'enseignement supérieur comprennent trois Universités nationales à Buenos-Aires, Cordoba et La Plata avec une Faculté de philosophie et lettres, deux de droit et de sciences sociales, deux de médecine, deux de sciences exactes et naturelles, et un Institut supérieur d'agronomie et de vétérinaire, avec ses champs d'expérimentation, et ses cliniques vétérinaires, ses cabinets, ses bibliothèques, etc. On emploie annuellement la somme de 7.848.365 francs à l'entretien de cet enseignement.

L'enseignement secondaire se compose de vingt-sept collèges nationaux, dont six établis dans la capitale de la République, y compris le lycée de demoiselles; cinq autres collèges nationaux fonctionnent dans les principales villes de la province de Buenos-Aires, telles que La Plata, Batnia, Blanca, San-Nicolas, Mercedes et Dolores. Le restant des collèges a été réparti dans les villes de Cordoba, Tucuman, Rosario, Santa-Fé, Uruguay, Parana, San-Juan, Mendoza, Salta, San-Luis, Catamarca, Santiago del Estero, Corrientes, La Rioja, Jujuy et Rio-Cuarto.

Les écoles normales pour instituteurs des deux sexes sont au nombre de trente-neuf, dont sept dans la capitale

de la République et un dans la capitale de chacune des provinces et dans les villes suivantes : Mercedes, Azul, Dolores, San-Nicolas, Chivilcoy, Rio-Cuarto, Villa-Mercedes, Esperanza, Uruguay, Rosario, Bahia-Blanca, Pergamini, Monteros, Goya et Gualeguay. En outre, il a été créé dernièrement des écoles normales d'instituteurs ruraux à Santa-Rosa de Toay, Posadas, Dolores et Cordoba.

Dans la majeure partie des écoles, il y a des jardins pour enfants, des écoles d'éducation physique, de langues vivantes et d'application.

L'enseignement secondaire comporte annuellement des dépenses pour 8.600.000 francs et l'enseignement normal pour 11.600.000 francs.

L'enseignement primaire est à la charge du Conseil national d'éducation, lequel fonctionne avec autonomie, conformément à la loi organique.

De nombreuses écoles primaires ont été ouvertes dans toutes les capitales, villes et villages, etc., de la République.

Dans chaque province siège un Conseil national d'éducation ou direction des écoles. Il y a, en outre, des Conseils de district, composés de personnes distinguées, qui remplissent leurs fonctions gratuitement. Les écoles primaires sont placées sous la dépendance de ces Conseils, notamment à Buenos-Aires.

L'enseignement primaire dans l'Argentine ne poursuit d'autre but que de favoriser simultanément le développement moral, intellectuel et physique des enfants de six à quatorze ans.

Il est obligatoire, gratuit et donné conformément aux principes d'hygiène.

Le minimum d'enseignement obligatoire comprend les matières suivantes : lecture, écriture, arithmétique élémentaire, système décimal, géographie universelle, histoire de la République et notions d'histoire générale, morale et urbanité; notions d'hygiène, de mathématiques, de physique et de sciences naturelles, de dessin et de musique vocale; de la gymnastique et des connaissances sur la Constitution nationale. Pour les jeunes filles, il y a, en outre, d'obligatoire la connaissance de travaux de couture et des notions d'économie domestique. Aux jeunes gens, on leur enseigne la connaissance des exercices et évolutions militaires les plus simples, et, dans la campagne, des notions d'agriculture et d'élevage.

Il n'y a que les ministres des différents cultes qui soient autorisés à donner l'enseignement religieux aux enfants de leur respective communion, avant ou après les heures de classe. Le personnel enseignant doit être diplômé.

L'existence d'écoles primaires privées est permise pourvu qu'elles se conforment au plan d'études national.

L'enseignement primaire est entretenu par un trésor scolaire permanent, formé moyennant un prélèvement de 20 % sur la vente des terres nationales, 50 % des intérêts revenant aux dépôts judiciaires dans la capitale, 40 % de l'impôt foncier dans la capitale et les « territoires », 15 % de l'impôt de patentes nationales, 15 % des recettes et ventes municipales, les biens qui, à défaut d'héritiers, reviennent au fisc national, 5 % de toute succession entre collatéraux, à l'exception des frères; 10 % de tout héritage ou legs entre étrangers, ainsi que de toute institution en faveur de l'âme ou d'établissement religieux; les dons, les droits d'immatriculation (2 fr. 50 par an), les

amendes, intérêts et les sommes que le Congrès affecte annuellement à ce chapitre dans le budget général.

L'Etat contribue annuellement au développement de l'instruction primaire dans toute la République, avec plus de 16.500.000 francs, et les provinces destinent au même objet 28.600.000 francs.

L'enseignement spécial est donné dans l'Institut des professeurs pour l'enseignement secondaire; dans six écoles commerciales sises à Buenos-Aires, Rosario, Bahia-Blanca, Concordia, avec des cours de comptables publics, experts en écritures, calligraphes, etc., dans deux écoles industrielles sises à Buenos-Aires et à Rosario; dans une école d'industries chimiques à San-Juan; dans deux instituts de sourds-muets; dans six écoles professionnelles d'arts et métiers de femmes; dans l'Académie des Beaux-Arts et l'Ecole des arts décoratifs et industriels. Pour l'entretien de ces établissements on emploie 5.864.000 francs par an et, en outre, 1.280.000 francs dans l'entretien de l'observatoire astronomique de Cordoba; dans la Bibliothèque nationale, le Musée national d'Histoire naturelle et le Musée national des Beaux-Arts.

On dépense annuellement 4.660.000 francs en bourses de voyages pour les élèves des écoles, afin qu'ils puissent parfaire leurs études à l'étranger; en subventions à des écoles particulières et associations d'instruction publique, bibliothèque, asiles, académies, conservatoires, etc. dans toute la République.

Le budget national de l'instruction publique s'élève à plus de 56.500.000 francs, non comprise la somme destinée à l'édification scolaire, pas plus que les fonds apparte-

nant au Conseil national d'éducation, et ceux que les provinces attribuent à l'Instruction publique.

Le Ministre de l'Agriculture entretient, de son côté, l'école des professeurs ruraux, d'élevage, et industrielle, au Diamante; les écoles d'élevage et industrielle au département de Villaguay et Concordia; celle de contremaîtres agricoles et industriels au Parana; celles d'élevage à Entre-Rios, Corrientes, Cordoba et Villa Casilda; celle de viticulture de Mendoza; celle de fruticulture au Parana; celle d'arboriculture et sacaritechnie à Tucuman; les écoles d'enseignement pratique de San-Juan, San-Justo, Posadas, Belle-Ville, Rio-Cuarto, Andalgalá, Santiago, Jujuy, Bella-Vista, San-Luis, Colonia, Benites (Chaco), Chubut, Colonia-General-Roca (Rio Negro), Villarino et Guruzu-Cuatina. A l'entretien de ces écoles on affecte annuellement plus de 1.800.000 francs.

Il existe d'autres écoles dans les prisons et les établissements de correction. L'une des plus importantes est la Colonie correctionnelle de jeunes gens à Marcos-Paz, pour l'entretien de laquelle on dépense près de 500.000 francs par an.

La société de bienfaisance de Buenos-Aires entretient, avec les ressources qui lui sont allouées par la Loterie nationale, six écoles dans les maisons et asiles d'orphelins, les hospices de Mercedes et Colonia, l'Asile national d'aliénés, avec une dépense annuelle de plus de 2.000.000 de francs.

Le département de la guerre entretient l'Ecole supérieure de guerre, le Collège militaire, avec 200 élèves pensionnés du gouvernement, des écoles de cavalerie, de tir,

de chasse, d'apprentis armuriers et mécaniciens, et l'Ecole militaire de musique.

Le département de la marine possède l'Ecole navale avec 115 pensionnés du gouvernement; celle d'application pour les officiers, l'Ecole nationale des pilotes, d'apprentis artilleurs, de lanceurs de torpilles, de mécaniciens et d'apprentis marins. Dans les Ecoles de la marine, il y a près de 1.000 élèves dont le gouvernement paye les études. On dépense 2.000.000 de francs par an pour l'entretien des écoles militaires et navales.

On peut calculer que la République Argentine dépense annuellement plus de 100.000.000 de francs pour l'Instruction publique, en totalité.

L'année dernière 620.000 élèves ont assisté aux écoles argentines.

Vu et admis à soutenance :

Le 3 juin 1922.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

Ferd. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer :

Pour le Recteur de l'Académie de Paris :

L'Inspecteur de l'Académie,

Th. LECONTE

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Bibliographie	7
Introduction	11

PREMIÈRE PARTIE

Esquisse de la Vie politique Argentine dans ses principales manifestations, de la fin de la Vie coloniale à la chute de Rosas	17
---	----

DEUXIÈME PARTIE

La Constitution de 1853. — La Vie politique de 1853 à nos jours

Chapitre I	31
Tableau comparatif de quelques articles de la Constitution de la Confédération Argentina d'Alberdi et de la Constitution de 1853	46
Chapitre II	52
Chapitre III	62
Chapitre IV	68
Chapitre V	80

TROISIÈME PARTIE

L'Education nationale et la Vie sociale

Organisation — Influences subies

Chapitre I.....	85
Chapitre II.....	102
Chapitre III.....	110
Chapitre IV.....	116

L'Education nationale et la Vie sociale (*suite*)

L'Esprit religieux. — La Moralité.....	130
CONCLUSION.....	141

Tableau de la Constitution argentine

Congrès national.....	143
Pouvoir exécutif de la Nation.....	144

Législatures provinciales

Sénateurs.....	144
Députés.....	147
Proportion de la représentation.....	150

Appendices 1 et 2

Quelques lois relatives à la condition légale de l'étranger..	153
Principales dispositions de la loi d'immigration du 19 octobre 1876 : Des Immigrants.....	156

Appendice 3

Lettre de Carlos F. Suarez à Eugenio Garzon.....	159
--	-----

